

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

PRÉSENCE DE PIERRE MONATTE

L'Issue possible : Dien-Bien-Phu

par Robert LOUZON

Le mythe du socialisme russe

par Gaston LEVAL

Femmes d'Asie (hier et aujourd'hui)

par Marthe BIGOT

Pour un authentique parti révolutionnaire

par Roland PILO

Où va la révolution cubaine?

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois 8 NF (800 fr.)
Un an 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois 10 NF (1.000 fr.)
Un an 18 NF (1.800 fr.)
Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : Central 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 453 - Septembre 1960

Présence de Pierre Monatte. L'attente d'un nouvel Hitler	R. HAGNAUER
Chronique de l'Union des Syndicalistes : Sous le képi... rien de nouveau. — Mais du côté des syndicats ? — Lourde ren- trée	R. GUILLORE
Notes d'Economie et de Politique : Pierre Monatte, fils de la Première Internatio- nale. — L'issue : Dien-Bien-Phu. — L'Afrique entre dans l'histoire	R. LOUZON
La position de Messali Hadj après l'échec de Melun.	
Le mythe du socialisme russe	G. LEVAL
Notes sur le grand conflit Est-Ouest	R. H.
Femmes d'Asie	M. BIGOT
Où va la révolution cubaine ?	
Le procès de « 99 » syndicalistes catalans. Génes ouvrière balaie le néo-fascisme	U. MARZOCCHI
Pour un authentique parti révolution- naire	R. PILOU
Monsieur K. et la question juive	S. LABIN
Parmi nos lettres : Le pire danger (A. Goldschild) ; Un programme (J. Four- geaud) ; Anticommunisme « maladif » (Bory) ; Le problème des urgences (P. Menu) ; Suppositions en histoire (A. Simplet).	
A travers les livres : Métro Place des Fêtes. La Maison d'Enfants de Sèvres.	R. L.

ENTRE NOUS...

Notre numéro est encore composé sous le signe de l'émotion provoquée par la disparition de Monatte. Nous sommes encore comme une famille dont le chef vient de mourir et qui tente de se regrouper pour survivre. Une famille qui n'est pas constituée seulement par le noyau de la « R.P. » qui s'étend à tous ceux qui ont subi l'influence de Pierre Monatte. Les extraits des lettres reçues de ceux qui ont témoigné de leur peine prouvent une fois de plus que toute rencontre avec Monatte — si brève fût-elle — avait laissé une marque ineffaçable.

Il s'agit maintenant de prolonger le souvenir, de ne pas tolérer que « l'oubli, nuit sombre où va tout ce qui tombe » passe sur les cendres de Monatte.

Monatte vit encore. D'abord par la « R.P. ». Le nom de notre fondateur, porté sur la couverture de la « R.P. » a une valeur symbolique. Monatte survivra tant que la « R.P. » vivra. Ce n'est pas seulement par respect filial. C'est aussi un engagement pour l'avenir. Ceux qui animent ou animeront notre revue devront constamment se poser la question : sommes-nous fidèles à la volonté de Pierre Monatte ? Parce que nous ne sommes pas... lui, nous aurons souvent quelque peine à trouver la voie qu'il aurait choisie. Mais nous pouvons toujours maintenir les impératifs de sa mo-

rale intransigeante. Il est des compromissions, des défaillances, des petites ou grandes lâchetés... qui ne sont pas tolérables, lorsque l'on se réclame de Pierre Monatte.

Mais nous allons plus loin. Le nom et l'œuvre de Monatte doivent sortir du cadre de la revue, survivre même à la revue. Besogne de longue haleine dont la première étape doit être le rassemblement de tous les inédits de Monatte, de tout ce qui demeure dans sa correspondance avec ses amis de Paris, de province, de l'étranger.

Que tous ceux qui ont conservé des papiers de Monatte les trient et les classent. Il appartiendra sans doute à la Société des Amis de Monatte de procéder à ce rassemblement et d'envisager les publications utiles. Déjà, de nombreux camarades ont répondu à l'appel de notre ami Maitron, publié dans notre numéro de juillet 1960.

Nous n'avons pas qualité pour constituer cette société. Notre rôle est surtout de faire connaître toutes les initiatives tendant à perpétuer le souvenir du père de la « R.P. ».

Il serait indécent de terminer par un appel aux souscriptions, cette évocation et cette anticipation. Contentons-nous de rappeler à tous ceux qui ont aimé Pierre Monatte que la « R.P. » reste la partie la plus vivante de son héritage.



PRÉSENCE DE PIERRE MONATTE

Il est certes des hommes qui ont fait trop de bruit de leur vivant pour que leur souvenir persiste longtemps, au delà du brusque silence de la tombe. Il est au contraire des êtres exceptionnels qui n'ont cherché aucune publicité de leur vivant, mais dont le rayonnement s'intensifie après la mort, qui jettent un pont entre les légendes du passé et les espoirs de l'avenir. Pierre Monatte était de ceux-là.

Nous voudrions citer tous ceux qui l'ont accompagné au columbarium du Père-Lachaise. Visages connus, familiers, ou inconnus, ou méconnaissables. Notre regard n'était pas clair, ce jour-là. Et notre mémoire est infidèle. Nous nous excusons des omissions nombreuses que l'on constatera, puisque sur plus de deux cents amis présents, nous n'en citons même pas la moitié.

Nous donnons, dans l'ordre alphabétique, la liste des premiers qui ont exprimé leurs condoléances à Léo Monatte ou à la « R. P. ». Et, un peu au hasard, nous tirons de cette abondante correspondance, quelques extraits, quelques témoignages de l'influence extraordinaire de Pierre Monatte. Certains de ces témoins appartiennent à la génération de Pierre ; d'autres, qui atteignent l'âge de la retraite, se classent comme nous parmi « les enfants spirituels » de l'Ancien. Mais il est aussi des jeunes qui ont compris quelle chance représentait pour eux la rencontre de Pierre Monatte. Et n'est-ce pas la preuve que le syndicalisme révolutionnaire garde aujourd'hui encore son efficacité et sa vertu ?

A travers ces jeunes touchés par lui, Monatte nous adresse son dernier message : Maintenir la « R. P. » pour que persiste l'esprit qu'il a incarné pendant soixante ans — et qui vivra, après lui... après nous !

Reconnus aux obsèques

ANDRADE ; BENSID ; Mme BERLOT ; BOURRILLON ; BROSSARD Paulette.

CHAMBELLAND Maurice, Louise et Hélène ; CHARBIT ; CHARLOT ; COLLIARD Lucie et Yvonne ; COLLINET ; CORNEC J. (fils) ; CROZE Raymond et Hélène.

DAMPIERRE ; DELAUNAY ; DOMMANGET. FAUCIER ; GALOPIN ; GIRAUD ; GUERIN Daniel ; GUERIN Jules ; GUILLORE.

HAGNAUER Roger et Yvonne ; HASFELD ; JOYEUX ; KIRSCH (Loire) ; Mme KRIEDEL. LAMIZET ; LAPEYRE ; LAZAREVITCH ; LECOIN ; LEFRANC ; LEVAL ; LIENERT ; LIMBOUR.

MAILLAND ; MAITRON Marcelle ; MARCADET ; MARIE ; MARTINET Monette ; MARZET ; MAUPIROUX ; MERCIER Eliane ; MICHAUD Denise ; MOLINIER ; MONCLIN ; MONTAGNE.

NAVEL ; NICOLAS. PAZ ; PERRARD ; PERIGEAT ; PICHOREL. RIGUIDEL ; ROSMER Marguerite ; ROY ; RUFFIN ; GIBERT ; SIGAUX.

THEVENON ; WALUSINSKI Gilbert et Jeanne. Citons en outre des délégations de la section de la Seine du Syndicat des Instituteurs, du Syndicat des P.T.T. autonomes et de l'Union des Syndicats des Travailleurs algériens.

Ceux qui ont écrit

Jeanne ALEXANDRE, la militante pacifiste, veuve de Michel Alexandre ; E. ALLOT, syndicaliste de l'Enseignement du Finistère ; ANDRIEUX et LIGNON, de Lyon ; Th. ARGENCE, qui fut secrétaire de la Fédération unitaire des Métaux ; P. AUBERY ; René AUTUCHE, de l'Enseignement de la Haute-Loire et Mme.

Fernande BASSET, de l'Enseignement de Saône-et-Loire ; Mme BALDACCI ; E. BALLEREAU, de l'Enseignement de l'Indre, et Madame ; Pierre BARAT, du noyau de la « R.P. » ; A. BAUD, de Suisse ; Camille BELLARD, directeur de l'Amitié par le Livre ; Dr BERCHER, le vieux Péra de la « R.P. » ; Louis BERT, ancien militant des Cheminots ; J. BERTRAND ; Marthe BIGOT, du

noyau de la « R.P. » ; Claude BLANCHARD ; A. BOIDIN ; René BONISSEL, ancien rédacteur en chef de « l'Ecole Libératrice » ; G. A. BORIAS, professeur, gendre de Baldacci ; G. BORY, de l'Enseignement ; Gabrielle et Louis BOUET ; L. et J. BOUTREUX, de l'Enseignement ; J. BRACOPS, de l'Enseign. belge, bourgmestre d'Anderlecht.

P. CARUEL, de l'Enseign. ; B. CAZAUBON, de l'Enseign. des Landes ; Marcelle CHANIER ; Josette et Jean CORNEC, du Finistère.

G. DAVOUST, fils du vieux militant des Cheminots ; J. DE BOE, du Livre belge ; M. DECELLE, de Bruxelles ; Vve DEHAY et Mme DEHAY ; J. DELAGARDE, le fils de l'un des fondateurs de la « R.P. » ; André DELMAS ; Clément DELSOL, du noyau de la « R. P. » ; Ch. DHOOGHE, vieux militant de 1906 ; P. DIETTE et Mme, du Rhône ; E. DAMBOURGES, postier de la Gironde ; P. DORMOY, ancien député socialiste ; DUCHENE, ancien syndicaliste du Bâtiment ; DUPERRAY, de la Loire.

Robert ESTRE et Mme. Ch. FABRE ; Nicolas et Alice FAUCIER ; H. FEARAUD, de l'Ecole Emancipée ; Antoinette et J.-P. FINIDORI ; FONTAINE, du Rhône ; J. FORGUES, de la Haute-Garonne ; FRANC, de l'Enseign. de la Loire ; Dr A. FRANÇOIS.

Pierre GAMACHE, de l'Isère ; M. GAUTHIER, anc. maire d'Oissel ; André GILBERTON et Mme ; B. GIAUFFRET, Ens. des Alpes-Maritimes ; D. GODDYN, adm. de « France-Soir » ; Dr René GOFFIN et Mme, de Belgique.

MESSALI HADJ ; Daniel HALEVY ; A. HEURSDENT ; Madeleine HIVERT.

Dr JACQUELIN ; JULIOFF. Maurice LABI, Féd. F.O. des Industries Chimiques ; E. LABROUSSE, prof. en Sorbonne ; Victoria et René LANTHEAUME ; Roger LAPEYRE, du « noyau » et Mme ; André LAVENIR, de l'Ens. du Rhône ; Maurice LEBLANC, de Sceaux ; LE DOUARAN et Mme, de l'Ens. du Morbihan.

Jean MAGNIER et Mme ; J. MAITRON ; Pauline et Jean MALEYSSON ; Renée MARTINET, veuve de Marcel Martinet ; Daniel MARTINET, du « noyau », et Monette MARTINET ; Ludovic MASSE ; J. MEYSSENG ; E. MORMICHE et le Cercle Zimmerwald de Niort ; MURATET et Mme, de la Haute-Garonne ; Germaine et Marc MUSSIER, de Menton.

J. ODIN, de l'Enseignement du Rhône. J. PADROS, de la C.N.T. espagnole de Lyon ; Pierre PASCAL ; J. PAUPY et Mme, fille et gendre de Marcel Martinet ; Edouard PEISSON ; A. PERRIER, d'Angers ; R. PETITJEAN, de la Côte-d'Or ; J. PINTY, professeur d'Alger ; Germaine PIVERT, veuve de Marceau Pivert ; A. PICART ; H. PLOQUIN, directeur d'école de Montrouge ; H. POULET, de l'Isle-Adam ; Fédération des P.T.T. « F. O. » de la région parisienne ; A. POUDEIROUX et Mme, de la Haute-Vienne.

J. et A. QUELAVOINE, de l'Enseignement de Seine-et-Oise.

Tristan REMY ; Marie-Anne RENAULT, professeur au lycée Balzac ; Hugo ROLLAND ; L. ROTH, de l'Ecole Emancipée ; David ROUSSET ; Pierrette ROUQUET, de l'Enseignement de l'Indre ; Rémy ROURE ; H. RUDIGER, de la Confédération syndicaliste libertaire suédoise.

E. SAUVE, de Périgueux ; SERRET, veuve de Gilbert Serret, de l'Ecole Emancipée ; André SPIRE ; G. SYFFERT.

L. TARAGNAT ; E. TEISSIER, de Nice ; Urbain THEVENON, du « noyau » et Albertine ; Georges THOMAS, de l'Indre, et Mme.

VEGA, de la Haute-Marne ; Jean VIDAL, de la Haute-Loire ; Georges VIDALENC ; Charles VILDRAC ; A. VILLETTE.

Gilbert WALUSINSKI et Josette. J. YOVANOVITCH.

PARMI LES TÉMOIGNAGES REÇUS...

De Jeanne ALEXANDRE, veuve de Michel Alexandre :

Pierre Monatte, c'est par ses amis Martinet, Rosmer, que nous l'avons d'abord connu dans la grande nuit de 1915. Plus qu'aucun autre, parce qu'il était pris matériellement dans le combat, il a incarné la résistance à la guerre, le refus de la guerre et il a été vraiment l'inspirateur des premières révoltes. Ainsi, Michel et moi, nous l'avons admiré et aimé avant de l'avoir rencontré. Ce que fut cette rencontre est resté parmi les plus beaux et plus nobles souvenirs de notre jeunesse.

De Pierre AUBERY, des Etats-Unis :

Vous ne doutez pas que je me propose de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour maintenir vivante la mémoire de notre ami et l'enseignement si précieux que sa vie et ses conversations m'ont communiqué. J'ai déjà parlé de lui à plusieurs journalistes et réalisateurs de la Radio canadienne avec qui je me suis trouvé en rapport. Je voudrais rédiger un petit topo à la fois sur sa carrière et sur son influence afin de les convaincre de consacrer une émission à Monatte.

De Mme BALDACCI, la veuve du grand militant syndicaliste de la Loire :

Ce chagrin profond et sincère est le fait non seulement de ma bien vive sympathie pour ce camarade au grand cœur, à l'esprit clair, au raisonnement droit, où le sens de l'humain et de justice planait ; à la simplicité fille de sa grande bonté, à tout ce qui faisait de lui l'homme sûr et le guide sage que nous connaissions tous — mais aussi de la fervente amitié que lui avait voué mon mari, et encore des souvenirs de nos vacances communes en Haute-Loire où l'ami Monatte, tout en discutant de choses graves, savait si bien jouer avec notre petite Lucienne.

De Pierre BARAT, longtemps attaché à l'administration de la « R. P. » :

Les douze années passées à ses côtés à la « R.P. » restent la fierté de ma vie, et je les garde précieusement en ma mémoire. Son souvenir et son exemple resteront un moment de l'histoire du mouvement ouvrier.

De Claude BLANCHARD, militant catholique :

J'aimais particulièrement chez ce grand serviteur de la classe ouvrière, son respect de l'opinion d'autrui et son indépendance d'esprit, bien rare à notre époque. L'année dernière, jeune délégué du personnel dans mon entreprise, j'ai pu, hélas ! constater l'exactitude des critiques de Monatte à l'égard du syndicalisme « réaliste » tel qu'il est conçu par les bureaucrates des trois fédérations.

De René BONISSEL :

...Il était pour nous un père spirituel. Bien souvent, il nous avait aidé de ses conseils et son amitié ne nous avait jamais fait défaut.

De Louis BOUTREUX, de Maine-et-Loire :

« Si je devais garder un seul ami, me disait un jour Marcel Martinet, ce serait Monatte ». Il me faisait lire les lettres où Pierre lui conseillait de se remettre au roman, (c'était pendant la guerre). Sage conseil que Marcel a suivi, ce qui a meublé et souvent charmé ses dernières années.

De J. BRACOPS, bourgmestre d'Anderlecht :

Je relis chez moi, en ce moment, certains de ses articles que j'ai retrouvés dans la « R. P. » d'il y a trente-cinq ans. Quelle continuité dans la ferveur révolutionnaire et quel magnifique attachement au destin des travailleurs. Chez cet homme simple, discret, lucide et bon, jamais une faille.

De Marthe BIGOT :

Notre génération s'effrite terriblement. Les jeunes se rendront-ils compte de ce qu'un homme comme Monatte représentait de valeur dans la médiocre humanité que les guerres nous ont fait.

De Jean CORNEC, du Finistère :

Je tiens à vous dire — mais est-ce bien nécessai-

re ? — que nous approuvons tout ce que vous déciderez pour que ne tombe pas dans l'oubli l'œuvre de notre grand ami.

J'ai conservé l'article que « Les Hommes du Jour » du 6 avril 1921 ont consacré à Pierre Monatte.

D'Henri FERAUD, de « L'Ecole Emancipée » :

Je n'ai pas eu la joie d'entrer en contact avec lui, de lui parler. Mais la lecture assure souvent un contact tout aussi humain que la parole et lire Monatte était pour moi un essentiel réconfort. Dans les moments de défaite morale, il suffisait de prendre contact avec Monatte pour se sentir rassuré, tant était puissant son rayonnement humain.

De FRANC, instituteur de la Loire :

Cette mort est pour nous une terrible perte. Nous savions que Monatte était là et sa seule présence était une force comme une espérance. Il était un symbole. Il était aussi l'image vivante d'un idéal que sa génération avait su donner à la mienne.

De B. GIAUFFRET, de Nice :

Pour moi il a été et il est resté l'homme qui avait écrit en pleine guerre la lettre au Comité Confédéral de Jouhaux. Cette lumière qu'il avait allumée, pour moi, rien ne pourra l'éteindre.

De Madeleine HIVERT :

Etrange coïncidence, j'avais parlé de lui le jour même où il nous quittait, le citant comme un admirable exemple de sincérité et de lucidité. Il s'était reconnu dans le portrait que j'avais tracé de lui, ce Romagnat, fils de la montagne probe et solidement installé dans ses convictions, chef syndicaliste s'efforçant de sauver la liberté de l'homme, tout en organisant les ouvriers sur le champ de travail... Ce militant c'était bien lui, Monatte, au courage sans phrases, à la ferveur sans intolérance (il s'agit d'un personnage du roman : « Notre part sur la terre »).

De Maurice LABI, de la Fédération F.O. des Industries chimiques :

Jamais, il ne mourra. Ainsi, il continuera à éclairer la route obscure et difficile menant les travailleurs à leur libération. Ainsi nous le continuerons en poursuivant le combat qui fut sa vie.

D'Ernest LABROUSSE, professeur de Faculté :

J'avais de ses nouvelles par mes étudiants qu'il voulait bien recevoir et qui se félicitaient des souvenirs qu'il évoquait si obligeamment pour eux sur le syndicalisme français.

De Ludovic MASSE :

Entre la visite que je lui fis, en compagnie de notre ami Henri Poulaille, voici bientôt trente ans, et celle qu'il eut la délicatesse de me faire, ici même, (à Perpignan), voici trois ou quatre ans, j'ai bien souvent eu l'occasion de penser à lui, à sa vie si pure, si noble, aussi exemplaire certes dans son repliement que dans son activité militante.

De MAURE, de Stains :

Nous perdons un ami, la R.P. son fondateur et le mouvement ouvrier l'un de ses meilleurs militants. La seule piètre consolation que nous puissions avoir est qu'il semble n'avoir pas souffert pour quitter cette terre. Moi qui suis un vieux, influencé syndicalement d'abord à Saint-Etienne par Baldacci, ensuite à Paris par Monatte, je sens comme un peu de moi-même qui s'en va et suis profondément touché par cette fin que rien ne laissait prévoir.

De Messali HADJ :

Je me souviens toujours d'une visite qu'il m'avait faite en septembre 1946 à mon retour d'Afrique Noire. Il m'a entretenu des problèmes de l'heure en me recommandant de rester toujours dans la voie tracée par « L'Etoile nord-africaine ». Cette or-

ganisation de « parias » à ses débuts a toujours été pour Pierre Monatte, la garante de l'émancipation du peuple algérien et la fraternisation entre les deux classes ouvrières des deux rives de la Méditerranée.

De notre collaborateur J. PERA :

C'est donc fini, ses bonnes rencontres trop intermittentes hélas ! où il me donnait tant : son immense expérience, sa clarté de vue et surtout le contact de l'homme qu'il était. Il était de ceux — rares — dont je puis dire que ma vie n'a plus été la même après que je les eus rencontrés.

De Roger PETITJEAN, de la Côte-d'Or :

J'avais vingt ans quand je suis venu pour la première fois, moi aussi comme tant d'autres, au rendez-vous de Vanves... non... au « pèlerinage » ainsi que l'écrivit Guilloire. Il y a quinze ans de cela. Le souvenir d'un ancien, Albert Thierry, m'y avait conduit, mais Thierry n'était pas mort puisque Monatte avait toutes les vertus que j'admirais chez l'ancien : l'honnêteté, le courage, le sens raffiné de l'humain inséparable de l'action. Et l'affection, oui. C'est l'affection que j'ai d'abord trouvée chez cet homme qui eut pu être mon dieu. Avec la mort d'Albert Camus, au début de l'an, voilà que je perds un des êtres qui m'étaient le plus chers, le plus efficaces. A Camus, l'inquiétude salutaire et l'exigence un peu littéraire, mais à Pierre, ce réalisme patient, cette espérance renouvelée, où je me suis tant de fois retrempé en quinze ans ! « Vous êtes un inquiet, me disait-il trop souvent, « déjà vieux ». Pierre était jeune et fort. Il a dû mourir dans la loyauté et le silence. »

De Pierrette ROUQUET, du S.N. des Instituteurs :

Pierre Monatte fut pour moi un exemple et une raison d'espérer.

De Rémy ROURE :

J'apprends avec beaucoup de peine la mort de Pierre Monatte pour qui, bien que la vie nous ait séparés, j'ai toujours gardé une vieille affection.

D'André SPIRE :

Il y avait de longues années que Pierre Monatte et moi ne nous étions plus rencontrés. Mais je n'ai jamais oublié le militant intrépide que j'avais connu lorsque je collaborais à « Pages Libres » et aux « Cahiers de la Quinzaine », ni l'œuvre considérable et irremplaçable qu'il avait accomplie aux temps héroïques de la « Vie Ouvrière ».

De Jean VIDAL, Inspecteur Primaire en retraite :

Voilà parti cet ami d'un demi-siècle, ce militant syndicaliste exemplaire, si franc et si honnête. Les mots manquent pour dire la douleur que l'on éprouve en de si terribles circonstances.

LES ECHOS DANS LA PRESSE

En dehors du communiqué de l'A.F.P. reproduit par un grand nombre de quotidiens, des articles nécrologiques ont paru dans *Force Ouvrière*, *Liberté*, *Le Monde*, *France-Observateur*, *Preuves*, *Le Monde libertaire*, *Tribune socialiste*, *Correspondance de presse*, *Contre-Courant*, *Le Correcteur*.

Et, en province, dans *L'Echo-Liberté* de Lyon, *Le Journal du Centre*, de Nevers, *Paris-Normandie*, de Rouen.

A l'étranger : *Le Peuple*, de Bruxelles, *Arbetaren*, de Stockholm, *Le Syndiqué du Livre belge*.

L'ATTENTE D'UN NOUVEL HITLER

Il est dans « la Pèlerine écossaise », de feu Sacha Guitry, un dialogue savoureux, où le cynisme révèle une certaine clairvoyance psychologique : un amant — embrassant la bonne — est surpris par sa maîtresse. Avant que celle-ci ait ouvert la bouche, il attaque : « **Je vois ce que tu vas dire — Quoi ? — Tu vas dire que j'embrasse la bonne ? — Bien sûr ! — Tu vois comme je te connais bien.** »

L'attitude des plus éminents porte-parole de l'opinion française mériterait une interprétation aussi caricaturale. Depuis des mois, — des années — M. Khroutchev, ses vassaux et ses agents multiplient les provocations à l'égard de l'Allemagne fédérale. Depuis plus de dix ans, une campagne menée sous le signe de la falsification et du mensonge, avec des crédits énormes — tracts, brochures, livres épais rédigés en français, envoyés de la zone soviétique à des Français... « moyens » — tend à représenter le gouvernement d'Adenauer comme un prolongement du système hitlérien. Il y a quelques mois, des abcès antisémites surgissaient dans toutes les villes du monde occidental (jusqu'en Israël) avec un synchronisme dont la perfection impliquait une inspiration unique, que l'on aurait facilement décelée si l'on avait pu et voulu suivre certaines pistes... au delà du rideau de fer. Il y a deux ans, le dictateur de Moscou lançait un ultimatum, à propos de Berlin. Au cours de ses grandes tournées de propagande en Occident, il n'a manqué aucune occasion d'exciter l'hystérie germanophobe. Hitler convoquait à Berchtesgaden ses voisins qu'il voulait réduire au rang de vassaux. Staline l'imita. Khroutchev perfectionne le système. Il va personnellement en Autriche et en Finlande, abuser de la neutralité des deux Etats et de l'hospitalité qu'on lui offre pour tonner publiquement contre Bonn et Washington.

L'affaire du Congo belge lui apparaît même comme un nouveau prétexte à incriminer... l'Allemagne fédérale ! Si demain un Russe est attent de paludisme en Afrique ou de poliomyélite en Amérique... ce sera sans nul doute une nouvelle preuve de la survivance hitlérienne à Bonn...

Directement menacés à l'Est, insuffisamment rassurés à l'Ouest, les responsables de l'Etat fédéral allemand s'interrogent sur les moyens d'assurer leur sécurité. Alors !... Alors !... Renaissance du militarisme allemand, clament les prophètes du « Monde », de « l'Express », de « Combat ».

J'ai cité Sacha Guitry. Pourquoi ne pas en référer à Courteline...

Un pauvre diable de travailleur de nuit, obligé de rentrer chez lui dans un quartier mal famé, où la police est impuissante, sollicite du commissaire de police l'autorisation de se munir d'un revolver... « **Vous serez poursuivi pour port d'arme prohibé — Mais si, attaqué, ne pouvant me défendre, je suis dévalisé, peut-être assassiné... — Alors, j'interviendrai...** » Malheureusement, les « fusées » de M. Khroutchev — que certains, même parmi nous, considèrent comme un moyen de protection des peuples opprimés — auront l'avantage de simplifier le problème, en supprimant à la fois les objets des attentats et les... « interventionnistes » à retardement !

LE MEMORANDUM DE L'ETAT-MAJOR ALLEMAND...

Les nostalgiques du « poincarisme » se sont bien gardés de noter les réactions significatives provoquées en Allemagne par l'échec de la conférence au sommet. Leur aveuglement congénital — lorsqu'il

n'est pas volontaire — est prouvé par une simplification absurde. Qu'ils soient de droite ou de gauche, ils ne veulent entendre que des gouvernements. Or, en Allemagne fédérale, il existe une opinion publique traversée par de multiples courants. Adenauer ne représente pas une majorité homogène et son propre parti ne paraît pas monolithique. Au contraire, les gouvernements de l'Allemagne soviétisée et de la Pologne gomulkienne n'expriment — sur le plan de la politique européenne — ni les opinions de leurs peuples, ni même d'un parti national. Gomulka ne parle de la frontière Oder-Neisse que pour faire oublier ses menaces contre les ouvriers qui n'appliquent pas les « normes » de production imposées par le Pouvoir. Ulbricht ne tonne contre « **les militaristes et les revanchards** » de Bonn que pour couvrir les plaintes des paysans « collectivisés » par la contrainte et la terreur, et celles des gens des villes dont l'approvisionnement devient de plus en plus difficile (en juillet dernier, les journaux de la zone soviétisée signalaient « que l'on faisait la queue devant les magasins d'alimentation »).

En Allemagne occidentale, les deux grands partis : chrétien-social et social-démocrate ont tenté de s'accorder sur une politique étrangère commune. Formellement, les divergences demeurent. Mais le 30 juin, au Bundestag, Wehner et Eiler, orateurs socialistes officiels, ont affirmé que **leur parti — s'il prenait le pouvoir — respecterait les accords diplomatiques conclus par le gouvernement Adenauer**. Pour la première fois, dans la presse et dans les congrès syndicaux, on s'est affirmé explicitement contre toute tendance au neutralisme, tout affaiblissement unilatéral de l'Occident, contre la politique pratiquée par l'U.R.S.S. à l'égard de l'Allemagne.

Certes, le memorandum de la Bundeswehr (c'est-à-dire de l'état-major) soigneusement diffusé partout en août dernier, a soulevé les protestations de la social-démocratie allemande, comme les craintes des publicistes occidentaux.

Cependant ce document purement technique indique simplement que la défense allemande ne sera efficace que si l'on institue le service militaire obligatoire et si l'on dote la Bundeswehr d'armes atomiques. L'opposition des socialistes allemands se justifie sans doute. Mais nous n'avons le droit de la soutenir que si nous nous prononçons contre le principe de l'armement atomique, **toujours et partout**. Nous ne cesserons de répéter à nos amis que l'antimilitarisme authentique n'admet pas de discrimination nationale. On n'a même pas le droit de dire qu'il faut laisser l'Allemagne désarmée en attendant le désarmement général. **Car l'expérience passée prouve que le désarmement des vaincus encourage le militarisme des vainqueurs, et que cette choquante inégalité favorise justement le nationalisme revanchard des vaincus.**

Eiler, leader socialiste, n'a pas craint d'écrire (« Worwaerts » du 29-7-60) que « **la mission de décourager un agresseur doit incomber exclusivement aux Etats-Unis** ». Ce qui signifie clairement : nous pouvons nous passer d'armes atomiques, puisque les Etats-Unis se chargent de nous défendre.

Mais il faut aller au delà de ces polémiques secondaires.

Si, malgré ses réticences (que l'approche des élections explique en partie), si la social-démocratie reste hostile à l'armement atomique de l'Allemagne fédérale, son hostilité au totalitarisme rouge s'est heureusement renforcée. Et le choix comme leader de Willy Brandt, bourgmestre de Berlin, défenseur intransigeant des libertés berlinoises, qui — émule de notre Armand Carrel — combattit dans une armée étrangère contre le régime sanglant qui déshonorait sa patrie, prouve suffisamment que les violences khrouchtcheviennes ont obtenu au moins un résultat que l'on ne souhaitait pas à Moscou.

D'autre part, le memorandum de l'état-major signifie exactement le contraire de ce que voudraient nous faire croire les rédacteurs du « Monde » ou de « l'Express ». Si les chefs militaires réclament le service militaire obligatoire et des armes atomiques, ce n'est pas parce qu'ils sont portés par un courant populaire, **c'est parce qu'ils avancent à contre-courant, qu'ils craignent l'opposition spontanée d'un peuple dont les vieilles générations gardent la hantise des cauchemars nazis — dont les jeunes générations semblent réfractaires au sentiment national.**

Voilà qui va provoquer des mouvements divers. Il est difficile d'admettre — tant les légendes et les slogans ont la vie dure — que le peuple allemand n'est pas foncièrement nationaliste, que le processus de formation d'une nation n'est pas encore achevé en Allemagne. C'est d'ailleurs ce retard dans l'évolution normale qui explique dans une certaine mesure les provocations du pangermanisme d'avant-hier, les servitudes de l'hitlérisme d'hier. Et si la prospérité actuelle a stabilisé la petite bourgeoisie, la division de l'ancien Reich en deux Etats antagonistes entretient la notion du provisoire et de l'inachevé.

Le chancelier Adenauer, en deux discours prononcés le 8 et le 10 juillet derniers, a déploré brutalement « **qu'un fort sentiment national ne se soit pas développé depuis 1945 dans le peuple allemand** ». Il a demandé d'inculquer ce fort sentiment national à la jeunesse à qui l'Etat apparaît surtout « **comme une construction au-dessus des nuages** ». Que ces regrets sincères d'un homme d'Etat aussi prudent soient interprétés comme une aspiration militariste et totalitaire — alors que de Gaulle et Khrouchtchev ne cessent pas d'exalter le patriotisme de leurs peuples — c'est imposture et dérision.

En ce même mois de juillet, le localisme allemand s'est encore manifesté sous une forme particulièrement significative. Il est question de créer une seconde chaîne de télévision, gérée par une société où l'Etat fédéral participerait à 51 % contre 49 % aux « Laender », c'est-à-dire aux gouvernements régionaux. Or, ce pouvoir du gouvernement fédéral — même contrôlé et limité — paraît exorbitant aux gouvernements régionaux qui ont refusé de signer le contrat préparé.

Un journal de tendance socialisante le « Frankfurter Rundschau » a relevé cependant les propos du chancelier Adenauer, quant à l'a-nationalisme de la jeunesse allemande. Pour confirmer ses constatations et pour l'incriminer d'une absence d'enthousiasme national, explicable parce que le gouvernement de Bonn n'a pas servi la cause de la réunification ; or, seule « **l'unité allemande rendra au peuple allemand la possibilité d'être national** ». Les deux partis sont donc d'accord au moins sur le fait que la jeunesse allemande n'a pas l'esprit national. Et la surenchère nationaliste figurait encore hier dans les bagages électoraux du parti socialiste.

LES RASSEMBLEMENTS DE REFUGIES

Mais on insiste aussi sur les revendications allemandes, quant aux frontières orientales, et particulièrement sur les manifestations des groupes de réfugiés. On justifie les craintes de nos... « amis » (sic !) polonais et tchèques (« Le Monde », dixit !). On laisse croire qu'il s'agit d'un phénomène nouveau, d'une brusque explosion d'irréductibilité. Ces réfugiés viennent du pays des Sudètes (en Tchécoslovaquie), de Poméranie, de Saxe, de la vallée souabe du Danube, de territoires autrefois allemands incorporés à la Tchécoslovaquie, à la Pologne, à la Yougoslavie. Nous avons déjà signalé l'efficacité de la solution stalinienne à des contestations et des conflits quel-

quefois séculaires. L'annexion du territoire a tout simplement déterminé un massif déplacement de populations, accompli avec une brutalité — pour ne pas dire une férocité — inouïe. Des millions de familles ont été transportées, avec ce que chacun pouvait porter fort loin des terres et des maisons où elles vivaient depuis plusieurs générations. Le bilan de l'opération s'est conclu par des centaines de milliers de cadavres, et le dénuement parfait des survivants.

Dans leur grande majorité, ces réfugiés déportés par Staline ou déserteurs volontaires de l'Allemagne soviétisée, se sont incorporés dans la population de l'Allemagne fédérale. Le parti politique qui les groupait n'a pas cessé de s'amenuiser depuis la constitution de la République de Bonn.

Au contraire, les groupes « ethniques » — non politiques — semblent avoir acquis de plus en plus de force à mesure que le « miracle économique allemand » — dont les réfugiés ont profité — transformait de misérables errants et affamés, en travailleurs ou commerçants à qui leur sécurité relative inspire une naturelle nostalgie et un désir de retrouver leur patrie. Tout cela évidemment n'est pas à encourager. Mais les propos tenus au cours de rencontres de réfugiés en juin 1960, même les plus passionnés, ne vont pas au delà de la revendication du droit à la terre natale et à l'autodétermination. Le ministre des Transports, porte-parole des réfugiés des Sudètes, a déclaré, le 5 juin 1960, que « **l'intégration européenne ne pouvait se faire sur la base d'États nationaux — et « que dans cette Europe où ne subsisteraient plus que les frontières des arrondissements administratifs, l'intégration des Allemands des Sudètes s'effectuerait normalement sans troubler les relations amicales avec les Tchèques, les Slovaques et les Polonais ».**

Un orateur des réfugiés de Silésie a déclaré le 19 juin que « **la ligue Oder-Neisse n'avait été établie, ni par les Allemands libres, ni par une Pologne libre, mais qu'elle était un vestige de la ligne de démarcation, tracée à la fin de la guerre entre l'Est et l'Ouest ».**

De telles formules, de telles idées ne sont scandaleuses que pour les héritiers de la vieille politique d'encerclement de l'Allemagne, qui n'ont pas encore compris qu'Hitler était né du diktat de Versailles autant que de la grande crise de 1929. Les policiers allemands ne peuvent évidemment désavouer ces revendications sans soulever contre eux une vague populaire irrésistible. Ils sont convaincus — comme tout homme de bon sens — que leur libre expression permet leur libre discussion, et qu'une Allemagne divisée ne peut y penser que dans ses prières dominicales, rituelles. Mais nous ne sommes nullement tenus à la même prudence. L'idée de l'autodétermination, c'est-à-dire ce qu'on appelait en 1918 : **le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes**, mérite d'être retenue et diffusée par une Internationale ouvrière, en Europe comme en Afrique, en Asie et en Amérique. M. Maurice Duverger (qui cependant exprime sur l'Algérie et la politique des États-Unis des opinions fort pertinentes) a découvert (« Le Monde » du 3-9-60) une nouvelle loi historique : celle « des quinze années de maturation ». C'est en 1934, quinze ans après Versailles, qu'Hitler rétablissait le service militaire obligatoire en Allemagne. C'est en 1960, quinze ans après la capitulation de juin 1945, que la Bundeswehr se réforme systématiquement (il est curieux que personne ne parle du réarmement de l'Allemagne orientale accompli depuis plusieurs années, alors que celui de l'Allemagne fédérale est encore discuté).

C'est un rapprochement qui s'impose en effet. En quinze ans, on doit avoir liquidé toutes les

séquelles de la guerre. On doit poser la question de négociations pour une paix véritable sans vainqueurs, ni vaincus. C'était trop tard en 1934, parce qu'Hitler était là. Khrouchtchev regrette que l'esprit européen domine en Allemagne. Ce qu'il veut, c'est un nouvel Hitler avec qui on pourra renouveler le pacte Hitler-Staline de 1939 et qui rompra avec l'Occident. Il préférerait sans doute un « Quisling » allemand, plus docile que Gomulka, à qui l'on permettrait de réaliser l'unité allemande, à qui l'on accorderait même le bénéfice d'un nouveau partage de la Pologne (comme ce fut le cas en 1939). Anticipation hasardeuse ! Mais ceux qui raniment la phobie de l'Allemagne soulignent le succès de la manœuvre khrouchtchevienne et travaillent pour... le roi de Prusse autant que pour le tzar de Russie.

LA LIBERTÉ N'EST PAS OPPORTUNISTE

J'oubliais... une autre preuve de la renaissance de l'hitlérisme. Des réunions d'anciens combattants, peut-être anciens S.S. ou S.A. Une telle rencontre de « camarades » a été organisée le jour de la Pentecôte 1960, à Wendsheim, en Franconie bavaroise. Il y avait 1.300 présents. Mais la population a réagi spontanément et parce que l'on avait entendu le soir, dans les auberges, des chants national-socialistes. la police a enregistré de violentes protestations.

Et puis... à quoi riment ces inquiétudes, ces tremblements et ces transes. L'organisation de manifestations diverses à Berlin-Ouest est jugée, par des gens pondérés, comme d'inutiles provocations, qui ne justifient pas, mais excusent les brimades de la police de la zone soviétisée. Willy Brandt a répondu magistralement aux Occidentaux pusillanimes « **que la liberté s'accorde mal avec l'opportunisme** ». On voit, a-t-il dit en substance, ce que les gens de Moscou entendent par un statut de ville libre.

Il s'agit tout simplement d'interdire à Berlin des rassemblements dont la résonance se prolongerait par la Stalinstrass à travers l'Allemagne asservie. Et cete frousse des agents khrouchtcheviens reste pour nous une raison d'espérer, **une raison de résister pour continuer à espérer.**

**

Insistons encore. Ce ne sont pas les entretiens de Rambouillet, les politesses réciproques de de Gaulle et d'Adenauer qui stopperont les progrès de la criminelle « bochophobie ». Au contraire, les gens de gauche y trouveront un nouveau motif d'alliance avec les khrouchtcheviens français. Les libéraux, les libertaires, les internationalistes vont-ils enfin se réveiller et se retrouver ? On déplore la course aux armements. Il faut d'abord condamner ce qui existe en Europe : les armées et les fusées russes, les bombes atomiques françaises, avant de lancer des imprécations contre ce qui est prévisible et possible. Il y a en Allemagne des velléités militaristes. Il y a aussi une organisation de l'armée, **qui légalise l'objection de conscience, le refus d'obéissance, le contrôle parlementaire sur le rôle personnel des officiers.** Il y a en Allemagne, chez les esprits cultivés, un esprit européen qu'il faut saluer et nourrir. Il y a une classe ouvrière — qui n'est pas révolutionnaire — mais dont les capacités de lutte semblent se renforcer (la semaine de quarante heures est en voie de réalisation dans les industries de base). Ce sont là des faits qui ne traduisent pas nos aspirations mais qui ne les contraignent pas. L'entente franco-allemande ne suffit pas pour assurer la paix mondiale. Mais pour que reculent la guerre et le totalitarisme, il faut réaliser la fraternisation des peuples allemand et français.

Roger HAGNAUER.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Sous le képi... rien de nouveau

On écoute cet homme. Il le faut bien. Il fait la pluie et le beau temps (la pluie surtout). Qu'on me laisse faire, dit-il. C'est bien ce qu'on fait depuis deux ans. Il a déjà eu deux ans en Algérie pour ne rien faire de plus que ceux qui l'ont précédé. Cette fois encore, sa palabre avait été préparée par de nombreux bruits de coulisse : vous allez voir ce que vous allez voir... et M. Soustelle protestait déjà contre la mise en place d'un gouvernement algérien qui serait une atteinte à l'autodétermination ! Eh bien ! César n'a rien dit. Il a parlé pour ne rien dire. « Le Figaro » lui-même en est décontenancé. Rien de nouveau, dit-il en substance.

Non, rien de nouveau. Autrement dit : la guerre continue. Il faudra encore un demi-million de soldats en Algérie algérienne pour qu'elle puisse « disposer d'elle-même ». En voilà au moins cinq cent mille qui, pendant deux ans et demi au moins, ne disposeront pas d'eux-mêmes. Avec une hypocrisie qui devient touchante tant elle ne trompe plus personne, les journaux annoncent que « pour éviter la prolongation du service militaire », les jeunes gens partiront six mois plus tôt ! On nous prend pour des imbéciles, et nous l'avons bien mérité.

La seule chose à dégager peut-être de cette longue parlote solitaire, c'est l'attaque contre l'Organisation des Nations-Unies. Les nations dites unies, selon sa formule. Il a raison, seront-elles plus unies après sa diatribe ? Ces petites nations nouvelles qui ont chacune une voix à l'O.N.U., tout comme les « grands », lui tapent sur les nerfs. Vous souvenez-vous que, pendant toute une période, cela a été aussi la réaction de la Russie ? La mégalomanie de cet homme — plus grand que César, plus grand même que Rome — apparaît aussi dans ce qu'il appelle « la politique de la France » : un paternalisme étendu au monde entier. Remarquez ce qui eût été sa « solution » pour le Congo : un accord préalable des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. Ce qui ne l'empêche pas de parler de la fin du colonialisme. Ne propose-t-il pas de nouveaux protectorats ? Et, au fond, ce qu'il préconise pour l'Algérie, est-ce autre chose que cela ?

Décidément, rien ne peut dispenser les peuples, comme les classes sociales, de s'émanciper « par leurs propres œuvres ».

Mais du côté des syndicats ?

S'il n'est maintenant que trop prouvé qu'aucune solution ne sortira — toute « désarmée » — de sous le képi, faut-il croire que nous subirons encore pendant des années la guerre d'Algérie, que cette tumeur va continuer à proliférer et à empoisonner tout ? Eh bien ! non ! Les syndicats français vont-ils être capables d'une action indépendante ? Ils s'affirment à peu près tous maintenant pour l'arrêt de la guerre colonialiste, ne faisant en cela que traduire la grande lassitude du peuple. Qu'attendent-ils pour organiser « leur table ronde » avec les syndicats du Maghreb, avec tous les syndicats du Maghreb ? Je sais que cela ne va pas sans difficultés, mais il ne faut pas les invoquer avant d'avoir au moins essayé de les surmonter. Qu'en pense le M.S.U.D. (Mouvement pour un Syndicalisme Uni et Démocratique) ?

Le Congrès du Syndicat National des Instituteurs a voté, en juillet dernier, un plan d'action syndicale pour la paix en Algérie qu'il faut examiner, compléter peut-être, en tout cas mettre en œuvre.

Seul de Gaulle peut mettre fin à la guerre d'Algérie, a-t-on dit ; beaucoup l'ont cru, et de Gaulle

tout le premier. Non ! Seule l'action autonome des classes ouvrières de France, d'Algérie et d'Afrique, peut arrêter maintenant cette sinistre aventure. Les maîtres ont leur optique, leurs réactions, leurs décisions. Bien des événements de cet été ont encore prouvé qu'elles ne sont pas et ne peuvent pas être les nôtres. Les syndicats ne sont pas faits pour répercuter la parole des maîtres ; ils ne sont là que pour exprimer — sur toutes les questions — les intérêts des travailleurs. S'ils ne le font pas, c'est que ces syndicats ont oublié le syndicalisme.

Lourde rentrée

La baisse du pouvoir d'achat des travailleurs ne s'arrête pas. Elle s'aggrave. Les prix — soi-disant jugulés par un gouvernement fort — se hissent à des niveaux jamais atteints. La régie Renault réduit le temps du travail — et le salaire — de trente mille de ses ouvriers. Ce sont probablement plus de cent mille travailleurs de la région parisienne qui seront affectés par ce freinage. Le nouveau pouvoir a fait la politique du capitalisme d'hier. Et il s'accroche encore à elle alors que sa faillite se révèle. Là encore, la solution ouvrière n'est pas l'attente d'une politique de rechange que l'on tient d'ailleurs en réserve pour le moment où celle-ci ne sera plus tenable. Elle est encore dans le retour à l'action indépendante. Il est bien qu'à l'occasion du voyage de César dans sa province de Bretagne, les organisations syndicales de Brest et de Nantes aient lancé des manifestes communs. C'est l'action commune qu'il faut, avec des objectifs soigneusement désignés et délimités, avec le contrôle des travailleurs eux-mêmes. Je n'oublie pas ceux qui n'attendent que cela pour danser, eux aussi, la polka de leurs maîtres. Il n'est pas possible de vivre, de travailler et de lutter dans un monde pur, conçu dans ses rêves, ou dans son cœur, ou dans ses épures. Pour le changer, il faut d'abord prendre le monde tel qu'il est. Nous sommes les derniers, ici, à penser que la tâche est facile. Il faut faire ce qu'on peut, mais il faut le faire. « Le sord mouvement des masses » dont César a parlé imprudemment, le sord mouvement des masses, lui aussi, est une réalité.

R. GUILLORE.

Disparités aggravées des salaires

A propos des récentes grèves dans la Fonction publique, un camarade postier nous adresse ces quelques remarques :

1) Une fois encore les centrales syndicales ont appelé à la grève pour des revendications hiérarchisées qui se traduisent par des augmentations ridicules à la base et plus substantielles au sommet.

2) Le mythe de la hiérarchie. On sait qu'à la suite des remises en ordre des traitements, l'indice de base 100 correspond à un salaire de 30.000 fr., 800 à 375.000 (chiffres parus dans la « R. P. » de juin), ce qui fait donc un éventail 100 - 1.200, alors qu'au départ l'éventail était de 100 - 800.

3) Il serait bon de faire connaître le montant des ristournes et remises sur les bons du Trésor et émissions d'emprunts que touchent les percepteurs des Finances et les receveurs des Postes (sommés allant de 100.000 à 1.000.000 par an environ).

4) Enfin la fumisterie des « parités ». A indice égal non seulement entre administrations différentes mais dans la même administration, par le jeu des primes (à la tête du client) et des ristournes, il existe des différences sensibles de salaires.

Notes d'Economie et de Politique

**PIERRE MONATTE,
FILS DE LA PREMIERE INTERNATIONALE**

Il existe deux grandes catégories de socialistes ; l'une comprend ceux qui entendent organiser la société selon des principes qu'ils estiment, à tort ou à raison, justes et rationnels, et l'autre, celle de ceux qui voient dans le socialisme avant tout l'avènement de la classe ouvrière comme classe dirigeante. Le principe fondamental de cette seconde catégorie est que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » ; la société socialiste n'a pas à être celle dont tel ou tel penseur, génial ou non, aura tracé le tableau, ce sera celle que feront les travailleurs.

Alors que le socialisme de la première espèce, le socialisme des « écoles », a pris naissance et se développa largement dès la première moitié du siècle dernier, celui de la seconde espèce, le « socialisme ouvrier », n'est guère apparu qu'au temps du Second Empire, avec la fondation de l'Internationale.

Créée exclusivement par des ouvriers, tout au moins en France, l'Association Internationale des Travailleurs se donnait comme tâche de promouvoir un développement autonome de la classe ouvrière qui la rende « capable » (au sens le plus large du mot) d'organiser et de diriger la société : « Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes ! ».

C'est à cette dernière école de pensée qu'appartenait Pierre Monatte. Il en fut le champion résolu, et le plus clair de son activité de militant fut employé à tenter de barrer le chemin aux socialistes de la première catégorie, aussi bien à ceux qui, quelquefois avec les meilleures intentions du monde, voulaient faire le bonheur de la classe ouvrière de l'extérieur, qu'à ceux qui, plus simplement, entendaient, non servir la classe ouvrière, mais se servir d'elle.

Cette idée de la première Internationale, le syndicalisme révolutionnaire des années 1900 devait la reprendre à son compte. L'un des premiers militants qui s'en fit le propagateur, à la fois par ses écrits et par la forme de son action, fut Fernand Pelloutier, secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail ; je ne crois pas trop m'aventurer en disant que c'est essentiellement par l'intermédiaire de Pelloutier que Monatte reçut l'héritage des principes de l'Internationale. Pelloutier à un ouvrage duquel Monatte emprunta le titre de sa première revue : « la Vie Ouvrière » — et dont il avait écrit une biographie qui, je ne sais pour quelle raison, n'a pas été éditée.

C'est son ouvriérisme fondamental qui, non seulement fit créer à Monatte deux revues successives destinées l'une et l'autre à l'auto-éducation de la classe ouvrière — c'est son ouvriérisme qui non seulement lui fit préconiser durant toute sa vie (toujours sans succès, il est vrai) la constitution de cercles d'études dont chacun grouperait les travailleurs d'une même industrie — mais c'est aussi lui qui explique l'essor technique et économique de cette industrie — mais c'est aussi lui qui explique sa rupture avec Malatesta et les anarchistes purs au congrès d'Amsterdam de 1907, car,

tout comme les « communistes » ou les social-démocrates, les anarchistes entendent imposer leur propre idéologie à la classe ouvrière, l'anarchisme étant pour eux la réalisation de « leurs » idées, de « leurs » principes, et non le résultat du développement des idées et des principes du prolétariat lui-même — et c'est ce qui explique, enfin, que dans les deux scissions syndicales qu'il eut à vivre, Monatte resta, les deux fois, dans l'organisation au sein de laquelle était demeurée la majorité des travailleurs de sa profession, bien que, dans les deux cas, c'était l'autre organisation qui correspondait le plus à ses vues personnelles. Lors de la scission qui suivit la première guerre mondiale, il demeura à la C.G.T. (réformiste) dans laquelle était restée la grande majorité des travailleurs du Livre, bien que ce fut à la C.G.T.U. (révolutionnaire) qu'appartenaient tous ses camarades de pensée et d'action ; de même, après la scission qui suivit la seconde guerre mondiale, il resta à la C.G.T., à la C.G.T. communiste, à laquelle continuait d'appartenir la quasi-unanimité des travailleurs du Livre, bien que la C.G.T.-F.O., dans la mesure où elle se posait en champion de l'indépendance du syndicalisme, ne pouvait avoir que toutes ses sympathies.

On prête, je crois, à Jaurès, cette parole : même si mon parti se trompe, je reste avec mon parti. Monatte aurait pu dire : même si la classe ouvrière se trompe, je reste avec la classe ouvrière. Car, en dehors de la classe ouvrière, il ne saurait y avoir de révolution, de révolution sociale, de révolution prolétarienne. Accroître la capacité sociale du prolétariat en participant activement à son développement intellectuel et moral en même temps qu'à ses luttes, tel est le seul rôle du militant, telle est la seule manière de promouvoir le socialisme, le socialisme réel.

Et c'est le fait, soit dit en passant, que je partageais entièrement le point de vue de Monatte sur ce point capital, qui explique une collaboration de plus d'un demi-siècle.

L'ISSUE POSSIBLE : DIEN-BIEN-PHU

Il est probable qu'après la dernière conférence de presse de M. de Gaulle, ceux qui aiment à prendre leurs désirs pour des réalités ou cherchent à prévoir les événements en scrutant les cœurs plutôt que les rapports de force, auront été fort désillusionnés. Les espoirs qu'ils avaient mis dans les « bonnes intentions » de M. de Gaulle au sujet de l'Algérie se sont effondrés.

Il ne pouvait guère en être autrement car ce ne sont pas les intentions de qui que ce soit et quelles qu'elles soient qui suffisent à rompre un équilibre de forces.

Demeurent encore en pleine forme, d'une part, le F.L.N., qui ne peut être vaincu, et d'autre part, l'armée d'Algérie et les Européens d'Algérie qui ne veulent pas l'être. Dans ces conditions, la guerre, pour l'instant, ne peut que se poursuivre.

Que Paris en général, et de Gaulle en particulier, ne soient que des jouets entre les mains d'Alger et de l'armée, me semble être prouvé une fois de plus par quelques récentes coïn-

cidences qui me paraissent ne pas avoir été assez remarquées. Au lendemain du jour où fut décidée la conférence de presse du 5 septembre, les quotidiens annoncèrent la nouvelle à grand fracas, sans cacher qu'elle aurait l'Algérie pour thème essentiel ; on faisait même prévoir, avec les réserves d'usage bien entendu, les nouvelles mesures qui seraient probablement annoncées à ce sujet, telle la création, dès maintenant, d'un Etat algérien. Par contre, dans les jours qui précéderent immédiatement la conférence, la presse ne parlait plus de l'Algérie : c'était surtout les rapports de la France avec l'Europe qu'envisageait « le général ».

Etant donné que les quotidiens français sont, en ces matières, étroitement « inspirés », il faut déduire du changement de leur comportement à quinze jours d'intervalle, que dans ces quinze jours il a dû se passer quelque chose, quelque chose qui a bouleversé les projets initiaux du chef de l'Etat.

On peut conjecturer avec peu de chances d'erreur ce que fut ce « quelque chose ». En effet, au cours de ces deux semaines, le ministre des armées, Messmer, avait occupé son temps à faire une tournée en Algérie, une tournée dans le bled, une « tournée des popotes ». Or, il serait invraisemblable qu'une telle tournée, faite à ce moment précis, n'eut pas pour but de sonder les réactions des chefs de l'armée à l'égard des mesures qu'on se proposait d'annoncer. Et ces réactions ont sans doute été si hostiles que le « général » jugea plus prudent d'ajourner *sine die*, et l'annonce et la prise de ces mesures.

Si ces supputations sont exactes, et il serait bien extraordinaire qu'elles ne le soient point, cela montre, une fois de plus, que, tout au moins pour ce qui concerne l'Algérie, l'armée, l'armée d'Algérie, commande, gouvernement et chef d'Etat se contentant d'obéir. Il ne saurait d'ailleurs en être autrement dans un régime issu, comme le nôtre, d'un pronunciamiento militaire. Les pronunciamientistes y demeurent les maîtres.

Alors, se demandera-t-on, étant donné que l'armée tient à sa guerre et continuera indéfiniment à y tenir, comment diable ! la paix pourra-t-elle survenir ?

Par une pression diplomatique ? Certains le pensent. Pour moi, cela m'étonnerait. Dans les choses d'importance — et l'Algérie est une chose très importante — les pressions diplomatiques sont d'une efficacité à peu près nulle si elles ne sont pas appuyées par une menace militaire. Regardez Suez ! L'O.N.U. (Etats-Unis compris) avait bien voté une résolution demandant à la France et à l'Angleterre d'arrêter immédiatement la marche des troupes qu'elles avaient débarquées en Egypte, mais celles-ci n'en continuèrent pas moins à avancer jusqu'au jour... où Moscou menaçait Londres et Paris de leur dépêcher quelques fusées, menace qui fit envoyer instantanément, dans la nuit même, l'ordre aux colonnes française et anglaise de ne pas faire un pas de plus !

C'est pourquoi la décision en Algérie ne pourra être, à mon avis, que militaire, tout comme ce fut le cas en Indochine. Certes, pas plus en Algérie aujourd'hui qu'hier au Tonkin, l'armée française (sauf peut-être dans le cas d'une guerre mondiale) ne peut être rejetée à la mer, mais, tout comme au Tonkin, il suffirait qu'elle subisse une défaite tant soit peu spectaculaire, bien que locale, pour que son crédit soit ébranlé au point qu'il ne lui soit plus loisible de s'opposer au désir de paix des civils de la métropole.

Autrement dit, la guerre d'Algérie ne me semble pas pouvoir se terminer autrement que par un Dien-Bien-Phu.

Or si, dans la situation actuelle des deux armées, un Dien-Bien-Phu n'apparaît pas possible, pas plus qu'il n'était possible en Indochine tant que l'armée du Viet-ninh n'avait pas reçu une aide massive de la Chine. Il en sera tout autrement si la Chine fait pour l'Algérie un effort comparable à celui qu'elle fit pour le Tonkin.

On verra sans doute, au cours de cet hiver, des « volontaires » chinois dans les rangs du F.L.N. Si ces volontaires ne sont qu'en petit nombre, mettons de la force d'un bataillon, il n'y aura pas grand-chose de changé. Mais s'ils sont en nombre suffisant, s'ils forment, disons une division, le rapport des forces sur la frontière algéro-tunisienne en sera nettement modifié. Et il se peut qu'il le soit au point que la division chinoise, aidée de ses auxiliaires algériens, irakiens, etc. soit capable de faire une trouée telle dans le barrage frontalier que l'opinion publique française en soit impressionnée au point d'imposer à ses généraux la paix dont ils ne veulent pas, mais qu'ils seront bien obligés, cette fois, de subir parce qu'ils... auront perdu la face.

L'AFRIQUE ENTRE DANS L'HISTOIRE

L'Afrique entre dans l'histoire. Elle y entre, comme on y entre toujours, dans le chaos et dans le sang. Les créations bien ordonnées ne sont qu'une vue de l'esprit ; en fait, pour créer il faut chercher, et l'on ne trouve qu'après s'être heurtés à maintes contradictions, dont on ne sort que meurtri mais riche d'expérience.

Nous laisserons de côté aujourd'hui, si vous le voulez bien, l'analyse des événements qui se succèdent au Congo avec une vitesse kaléidoscopique, car les derniers connus au moment où j'écris ces lignes, paraîtront sans doute déjà de la vieille histoire lorsqu'on les lira.

Essayons seulement de dégager quelques traits permanents du tableau qui se déroule sous nos yeux.

« NAPOLEON NOIRS »

D'abord, une révélation : l'existence dans le monde nègre d'hommes d'Etat d'une qualité exceptionnelle. Je crois que c'est Toussaint Louverture qu'on avait appelé à l'époque un « Napoléon noir ». Or, dans tous ces pays d'Afrique qui accèdent aujourd'hui à l'indépendance on voit surgir, dès qu'ils sont indépendants et même avant, des leaders politiques (sinon, encore, militaires) d'une envergure rare. N'Krumah que l'Angleterre sortit de prison pour en faire un premier ministre, en fut un premier exemple ; Sekou Touré en fut un second ; les Etats qui appartiennent encore à la « Communauté française » en recèlent sans doute d'autres qui viendront au jour au moment opportun. Cependant, de tous ceux-là, aucun n'a eu jusqu'ici à faire face, avec si peu de moyens, ou, plus exactement, avec une absence aussi totale de moyens, à une situation aussi désespérée, que le Congolais Lumumba.

Au lendemain des mutineries de la force publique, le président du Conseil du Congo ne disposait de rien, si ce n'est de son titre.

Pas d'armée. Pas de police. Pas d'administration. Pas de gouvernement, chaque ministre tirant de son côté, selon ses propres idées ou ses intérêts personnels. Pas de Parlement, celui-ci n'étant composé que d'une collection de chefs de tribus étrangers à toute idée d'unité nationale. Pas d'économie non plus, celle-ci

étant entièrement dirigée par des Belges qui s'étaient enfui presque tous dans un de ces accès de panique généralisée qui rappelleront l'exode français de 1940.

Pour faire face à l'état d'anarchie le plus total qui ait, je crois, jamais existé, Lumumba était donc seul. Physiquement seul, puisqu'il ne pouvait compter sur aucun corps organisé. Moralement seul puisque personne, en dehors de lui, ne concevait un Congo unifié, c'est-à-dire un Etat dépassant le cadre de la tribu.

Situation, donc, désespérée !

Or, cet homme, ce nègre, ce « primaire » (n'est-ce pas un ancien instituteur ?) ne désespéra pas. Il trouva dans son génie les moyens, improvisés au jour le jour et souvent contradictoires, de faire face au chaos. Il fit appel à l'O.N.U. ; il fit appel à la Russie ; il fit appel à la solidarité africaine. Il pria, et il vitupéra. Reculant et menaçant à la fois. Allant d'un bout à l'autre du Congo, d'un bout à l'autre de l'Afrique, d'un bout à l'autre de l'Occident. Et le voici, dès maintenant, avec ce premier résultat : il n'y a plus un seul soldat belge au Congo.

Eh bien ! comparez, je vous prie, la situation du Congo dans les premiers jours de juillet avec celle que connut la France dans les journées qui suivirent le 13 mai. Celle de l'Etat congolais qui venait de naître était cent fois plus difficile que celle de la IV^e République. Là-bas, personne ne disposait de rien ; ici, face à quelques groupes de factieux, le gouvernement disposait de tout. Et cependant, ici, tout le monde, aussitôt, a tout lâché. Chef de l'Etat, ministres, Parlement se sont balayés eux-mêmes dès la première menace ; tandis que là-bas, où il n'y avait qu'un fantôme de pouvoir, ce fantôme a tenu seul contre tout, contre l'armée belge, contre l'argent belge, contre les intrigues des uns et des autres, sans jamais faiblir.

Rien ne saurait mieux montrer que ce parallèle, la différence qu'il y a entre un vieux peuple, plus ou moins dégénéré comme le nôtre, et les jeunes populations qui entrent maintenant dans l'histoire, les chefs n'étant jamais que le reflet de leurs peuples.

Je ne sais ce que l'avenir réserve à Lumumba, mais si, un jour, il devait être vaincu — les Napoléon peuvent avoir leurs Waterloo — il n'en reste pas moins qu'un peuple qui produit de tels hommes recèle des forces dont on peut sans doute beaucoup attendre.

Tel est un premier point.

NI EMPIRES, NI ETATS TRIBAUX

Un second point est celui que j'ai déjà signalé dans une note précédente, mais sur lequel je voudrais revenir.

Le problème politique qui s'est posé dès l'abord pour le Congo, comme il s'était posé et continue à se poser pour les anciennes colonies françaises, est l'étendue que doivent avoir les nouveaux Etats. Seront-ce de petits Etats totalement indépendants, des Etats dont certains ou la totalité seront unis par un lien confédéral ou fédéral, ou bien de grands Etats unitaires, du genre empire ?

Je ne sais comment le cours des événements répondra à cette question, mais il me paraît certain que si l'Afrique doit donner naissance à une nouvelle civilisation, deux écueils doivent être évités.

L'un est celui que j'ai précédemment indiqué, il réside dans la formation de trop grands Etats qui ne pourraient se maintenir que par la puissance d'une armature administrative et militaire sous laquelle la population étoufferait.

L'autre, tout aussi redoutable, présente un

caractère inverse. Si les Etats étaient trop petits, si chacun d'eux ne comprenait, par exemple, qu'une seule tribu, les anciens liens tribaux demeureraient, et l'on continuerait à avoir une tribu, et non un Etat.

Or, si l'Afrique veut créer une nouvelle civilisation, il lui faut détruire les liens tribaux. Les liens qui unissent les membres d'une tribu sont, en effet, beaucoup plus nombreux et plus serrés que ceux qui rattachent les citoyens à l'Etat. De ce fait, la vie individuelle se trouve presque entièrement paralysée ; pas moyen d'avoir une activité ou des initiatives personnelles ; chacun n'est qu'un membre d'un corps dont la vie et les mouvements commandent les siens propres ; c'est comme un moine dans son couvent. Or, pas de civilisation possible, pas de création possible d'une civilisation, s'il n'y a pas libération de l'individu. Le degré de civilisation dépend du degré de liberté de l'individu.

C'est pourquoi de trop petits Etats, des Etats tribaux se trouveraient rejoindre les trop grands Etats, les Etats impériaux dans leur impuissance à créer une nouvelle civilisation, car les uns comme les autres étoufferaient le développement individuel, les premiers sous les obligations imposées par une vie trop étroitement collective, les seconds sous l'autorité despotique d'un quelconque César.

Aussi est-il indispensable que chacun des nouveaux Etats africains soit assez étendu pour comprendre plusieurs tribus. Ce n'est qu'ainsi que les liens lâches de l'Etat pourront se substituer aux servitudes tribales. Athènes, le modèle de la Cité, le modèle des Etats, des Etats créateurs de civilisation, était formée de quatre tribus.

LA RICHESSE D'UN PAYS, CE N'EST PAS LA MATIERE, MAIS L'ENERGIE

Le troisième point sur lequel je voudrais appeler l'attention est d'ordre économique.

On dit : le Congo est « riche », il a du cuivre, de l'étain, du zinc, de l'uranium, des diamants. C'est exact ! Mais l'on en déduit généralement que, puisqu'il est « riche », il peut compter sur un bel avenir.

Si, par « bel avenir », on entend une belle civilisation, je crains que cette déduction ne soit fautive. Il ne suffit pas d'être riche, pour devenir civilisé. Tout au contraire ! Une civilisation résulte du propre effort de ceux qui la font. Et la richesse n'incite pas à l'effort.

Le territoire de Koweït, dans le golfe persique, est le plus gros producteur de pétrole du Proche-Orient ; c'est dire s'il est riche ; or, le seul résultat jusqu'ici de cette richesse fabuleuse, c'est que l'émir de Koweït est l'homme le plus riche du monde, mais les Arabes du Koweït et l'émir lui-même, personnellement, en sont-ils plus civilisés ?

L'Arabie séoudite suit de près Koweït en abondance de pétrole et en richesse ; ses Bédouins ou son roi en sont-ils plus civilisés pour cela ? A moins, bien entendu, qu'on ne mesure la civilisation par le nombre des Cadillac !

Oui, mais, dira-t-on, cela provient de ce que dans ces pays l'argent qui vient du pétrole va uniquement dans la poche de quelques-uns qui le gaspillent en fastueusités qui ne profitent à personne ; si les redevances versées par la Standard ou la Shell étaient employées au bénéfice du peuple, si elles servaient à construire des écoles, des hôpitaux, etc., ce serait tout différent.

Je n'en suis pas très sûr.

Ce que le pétrole rapporte aux Etats du Proche-Orient et ce que le cuivre et autres minerais

pourront rapporter à l'Etat congolais, c'est, pour prendre un terme anglais qui est plus ou moins entré dans le langage international, des *royalties*. C'est-à-dire ce que l'exploitant d'un gisement paie au propriétaire de la surface pour avoir droit d'exploiter ce qui est en-dessous. Or, les royalties constituent la forme la plus basse du profit; elles vont engraisser un propriétaire qui n'a aucune part, ni par ses capitaux, ni par son activité, à l'exploitation des richesses qui se trouvent par hasard, sans qu'il s'en soit même douté, dans le sous-sol de son domaine. Cette rente qui est ainsi servie sans aucune autre justification que le droit de propriété sur ce qui recouvre le gisement est la forme la plus scandaleuse des revenus léonins et elle a donné naissance à la classe la plus parasitaire qui soit, celle de rentiers qui jouissent de revenus qui leur sont, si l'on peut dire, tombés du ciel. Classe parasitaire. Classe de jouisseurs. Classe d'inutiles. Classe qui a pu recevoir une civilisation, mais qui ne saurait créer de la civilisation.

Et bien! je pense que si les royalties étaient distribuées aux masses populaires, sous une forme ou sous une autre, au lieu de l'être à quelques personnages, les effets n'en seraient pas moins nocifs. C'est l'effort pour créer qui élève l'homme à un niveau supérieur, et non pas les dons qu'on lui octroie.

De fait, les seuls gisements qui peuvent aider à la fondation d'une civilisation dans un pays, sont ceux de charbon, c'est-à-dire des gisements d'un « minerai » qui, pratiquement, ne peut guère être exporté, car le charbon est une matière trop pauvre pour pouvoir, dans le cas

général, être utilisé économiquement loin de ses lieux d'extraction; on ne peut donc en tirer de la « richesse » qu'en le consommant dans le pays même où il existe, en créant dans celui-ci une large industrie.

Cependant, à côté du charbon, il y a un autre produit naturel, qui est aussi difficile à transporter très loin, et qui, étant comme le charbon, une source d'énergie, peut également servir de base pour l'industrie: c'est l'énergie hydraulique, source d'électricité.

Or, précisément, l'Afrique, et tout spécialement le Congo, est extrêmement riche en possibilités d'énergie hydro-électrique. Tout le centre de l'Afrique est constitué, en effet, par une sorte d'empilage de plateaux superposés dont chacun tombe par un talus assez raide sur celui situé au-dessous. Il s'ensuit que les fleuves qui prennent naissance sur le plateau supérieur (et qui sont très abondants car l'on est en pleine région des pluies équatoriales) descendent brusquement, par une chute ou par des « rapides », à chaque passage d'un niveau à l'autre, ce qui permet d'aménager avec relativement peu de travail des chutes considérables en hauteur et considérables en débit, pouvant par conséquent produire le kilowatt à bon marché.

Là est la vraie richesse du Congo, la vraie richesse de la plus grande partie de l'Afrique. Beaucoup plus que ses mines, dont le minerai peut être tout simplement exporté après avoir payé un tribut aux possesseurs du sol, c'est sa richesse hydraulique qui doit permettre à l'Afrique de se civiliser, car se civiliser, c'est produire, et non pas jouir.

R. LOUZON.

LA POSITION DE MESSALI HADJ APRÈS L'ECHEC DE MELUN

Messali Hadj a publié sous le titre « Un plan de paix » l'opinion du M.N.A. sur la conjoncture algérienne. Les extraits que nous publions ci-dessous semblent indiquer qu'au cas où aucune initiative ne serait prise par le gouvernement français, le M.N.A. aurait à reconsidérer le problème dans son ensemble.

Messali Hadj déclare :

Dans le but de sauvegarder la paix et la coexistence pacifique, cette situation ne peut durer davantage. Il faut que le sang cesse de couler. Pour cela, il faut sortir de l'impasse, de l'immobilisme en écartant de part et d'autre les faux-fuyants et les positions intransigeantes. A notre avis, ce n'est qu'à ce prix que s'opèrera le rétablissement de la paix en Algérie.

L'échec de Melun, les récents événements survenus en Afrique et l'internationalisation du problème algérien ont conduit incontestablement d'une part à éloigner toute chance de paix et, d'autre part à ouvrir toute grande la porte de la surenchère qui pourrait pousser à l'intransigeance extrême les deux parties.

L'opinion publique et les Algériens eux-mêmes qui avaient tant espéré après le discours du 14 juin 1960, ont été profondément déçus de l'aspect négatif de ces pourparlers et surtout de la procédure particulière établie qui devait fatalement conduire à l'échec.

D'autre part, il se confirme de plus en plus que le Gouvernement français ne désire obtenir des combattants algériens que le cessez-le-feu, sans donner aucune garantie en contrepartie sur les modalités d'application de l'autodétermination et sur le contrôle du référendum. Il faut qu'on le sache qu'aucun Algérien ne pourra se contenter d'accepter ce marché de dupes.

L'internationalisation du problème algérien est un fait qui a toujours intéressé notre mouvement dans le passé comme dans le présent. Le M.N.A. a été le premier à internationaliser le problème algérien aussi bien avant qu'après le déclenchement de la Révolution algérienne.

A cet égard, il est juste de souligner que c'est bien le M.N.A. qui, en septembre 1955, a préparé et obtenu l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour des Nations-Unies.

Il est également très intéressant de rappeler qu'à cette session, le F.L.N., sous la pression de l'étranger, a marchandé le retrait de la question algérienne de l'ordre du jour de l'O.N.U. pour permettre le retour de la délégation française qui, en signe de protestation, avait déserté les Nations-Unies.

Dans l'état actuel des choses, le problème algérien s'impose aux Hautes Instances internationales et demeure la préoccupation dominante de la Conscience mondiale. Il n'appartient qu'au Gouvernement français, dans le but d'éviter l'internationalisation effective, de négocier le cessez-le-feu ainsi que les garanties sur l'application de l'autodétermination et le contrôle du référendum avec tous les représentants des combattants algériens.

Si le Gouvernement français d'une part, s'opposait à l'internationalisation de l'affaire algérienne par tous les moyens, et que d'autre part, il rejetait les négociations, il faudrait alors s'attendre à une tension en Algérie qui entraînerait notre peuple à jouer de tous les moyens pour se libérer.

Dans ces conditions, le M.N.A. sera appelé à reconsidérer son attitude et à prendre toutes les mesures qui s'imposent.

LE MYTHE DU SOCIALISME RUSSE

L'article d'Hagnauer, paru dans notre numéro de juin, nous a valu un certain nombre de lettres d'abonnés. Nous en détachons celle-ci, qui a la dimension d'un article. On trouvera les autres dans le « Parmi nos lettres ».

Mon cher Hagnauer,

J'avais lu ton article-étude du numéro de juin, et je pensais t'écrire à ce sujet pour te féliciter et t'encourager dans ton effort, si nécessaire, de « débouillage de crânes » en ce qui concerne non seulement le mythe du socialisme russe, mais encore la perspective d'une alliance avec les communistes.

J'avoue et je déclare que, pour ma part, je suis beaucoup plus préoccupé de ce qui fait le jeu de l'empire totalitaire russe que celui des régimes fascistes. Car il n'y a pas de commune mesure ni de comparaison possible entre ce que le totalitarisme moscovite et pékinois représente pour le monde actuel et son avenir, et ce que représente le régime localisé à de petits pays, qui n'exercent ni ne peuvent exercer d'influence sur le mode de vie des quelque deux milliards sept cent millions d'hommes qui suivent un autre chemin, tandis que l'U.R.S.S. en compte déjà 210 millions, en domine 120 millions en Europe, et la Chine en compte 550 millions pour le moins, tandis, aussi, que de nouveaux foyers naissent tous les jours, grâce aux puissants pôles d'attraction constitués à l'échelle mondiale.

Qui veut agir sur les réalités de l'histoire doit d'abord penser aux dimensions des différents dangers. Si odieux que soit son régime, Franco ne menace pas l'humanité, non plus que la menaçait Battista hier, non plus que la menace aujourd'hui tel ou tel dictateur de l'Amérique indo-latine. Mettre en importance la lutte contre ces derniers sur le même plan, c'est fausser les problèmes qui nous sont posés.

Il est exact que, dans le combat contre le totalitarisme le plus épouvantable que l'humanité ait probablement connu nous nous trouvons, bien malgré nous, à côté du totalitarisme fasciste. *Mais pas pour les mêmes raisons ni dans le même but*, et voilà ce que l'on devrait avoir l'honnêteté de comprendre. Tout combattant se trouve sur le même plan que d'autres combattants qui sont ses ennemis. Le tzarisme était antiparlementaire, comme le fascisme le fut à son tour. Ce n'était pas une raison pour que les syndicalistes et les anarchistes deviennent parlementaristes. Lénine et ses amis, créateurs de l'abominable régime qui sévit en Russie, étaient anticapitalistes, ainsi que le fut Khrouchtchev, ainsi que le fut Staline, ce n'est pas une raison pour que nous devenions pro-capitalistes. La coïncidence d'attitudes passagères, et pour des buts très différents, ne doit nous faire oublier ni nos objectifs ni notre chemin. Pendant la guerre d'Espagne, les curés basques se trouvaient dans l'armée républicaine. Nous ne faisons pas le jeu de l'Eglise catholique en combattant Franco. Les curés basques prennent ouvertement aujourd'hui une position antifranquiste : faut-il que nous changions d'attitude pour ne pas être confondus avec eux ?

Ces coïncidences fortuites ne changent rien aux grandes lignes de l'histoire. Et ce sont ces grandes lignes, ce sont les perspectives d'ensemble qui doivent, d'abord, nous guider dans l'action.

J'irai plus loin. Tu sais que si j'allais faire un tour en Espagne, les autorités franquistes ne me lâcheraient pas de sitôt, si elles me lâchaient jamais. Et pourtant, si nous prenons le problème dans l'ensemble, j'affirme (et bien des camarades qui ont lutté là-bas et ailleurs l'affirment comme moi) que la dictature de l'Etat bolchevique est infiniment plus cruelle, plus savante, plus totalitaire et plus monstrueuse que celle de l'Etat franquiste. Elle a massacré systématiquement, pendant des années, des années et des années, *tous les oppositionnels*, tous les non-conformistes, ne laissant

en vue *aucun* socialiste, *aucun* syndicaliste, *aucun* anarchiste, *aucun* tolstoïen, *aucun* libéral, *aucun* républicain, *aucun* bolchevique léniniste ou trotskyste. Les seules exceptions connues sont celles des hommes et des femmes condamnés à la mort épouvantable dans les camps de concentration où ils ont fourni la main-d'œuvre gratuite grâce à laquelle la grosse industrie a été développée. On a calculé que trente millions de personnes, dont des milliers d'enfants que l'on fusillait légalement à partir de quatorze ans, ont été massacrés. Et aujourd'hui, exception faite des exilés, il n'existe pas la moindre minorité capable de constituer un noyau de départ dans l'hypothèse d'un changement de régime.

En échange, la guerre finie, les massacres ont très vite cessé en Espagne. Plus encore, nous avons vu venir en France nombre d'antifranquistes qui, condamnés à vingt ans de bagne, en sortaient au bout de huit ou dix ans, qui condamnés à trente ans en sortaient au bout de douze ans, qui condamnés à mort et graciés, bénéficiaient d'une remise de peine allant jusqu'aux deux tiers des 33 ans qui constituent la « cadena perpetua ». Le républicain, le socialiste, l'anarchiste qui veut retourner en Espagne y est toléré, à condition, naturellement, de ne pas faire de propagande et de n'avoir pas de condamnation à subir. Il peut en sortir aussi, et nous avons vu revenir de nombreux camarades. Tandis que tous les Russes qui sont retournés en Russie et s'y sont fait prendre ont été fusillés, même, souvent, s'ils n'avaient pas d'idées politiques.

Mettre sur un même niveau le franquisme et le bolchevisme est donc une erreur. Ce qui ne signifie pas, on le comprendra j'espère, que je fasse l'apologie du franquisme ; ce qui signifie, par contre, que s'allier aux communistes pour combattre le franquisme est une faute monumentale, quelque chose d'infiniment pire que la politique de Griboulle.

D'autre part, je ne vois pas comment s'allier avec les communistes, même si la différence de régime entre le totalitarisme russe et celui de Franco le justifiait. Ces problèmes sont, hélas, traités par des hommes qui ne se sont jamais trouvés dans la bagarre, ou qui sont incapables de tirer des leçons de l'histoire. Mon expérience remonte à 1917. Nous sommes nombreux qui, à une époque ou à une autre, avons cru en la possibilité d'une alliance circonstancielle contre notre ennemi commun : le capitalisme (en l'occurrence le genre d'ennemi immédiat ne change rien à l'affaire). Mais ainsi que les bolcheviques se sont servis des anarchistes et des socialistes révolutionnaires pour triompher de Kerenski, et ont par la suite exterminé leurs alliés de la veille, ils ont continué, dans le monde entier, à exploiter les forces, les gens, les partis de bonne foi qui s'approchaient d'eux, puis les ont noyautés, détruits, anéantis tout en les couvrant des calomnies les plus abjectes. En fin de compte, ils se sont conduits pis que *l'ennemi commun* qui avait suscité l'alliance avec eux.

Telle est la leçon vécue, et il faut être incurablement naïf pour attendre un meilleur comportement. Que nous allions où nous voudrions, pour quelque cause que ce soit, nous serons toujours battus par eux, comme nous l'avons été pendant la révolution espagnole. Cela, non seulement nous le savons, mais le savent aussi nombre de républicains, de socialistes, de syndicalistes qui ne veulent plus s'embarquer dans un front unique, car ils sont justement persuadés que le seul souci de ceux qui leur tendent la main (comme aux catholiques ou à Hitler) est de se servir de leurs forces pour arriver au but, puis de les éliminer par les moyens les plus malpropres.

N'est-ce pas cela qui a rendu possible, en France, la constitution de la C.G.T.-F.O., qui a diminué les effectifs de la C.G.T., et affaibli au point que nous savons le mouvement ouvrier ? Et l'on voudrait que nous fassions une nouvelle expérience ?

NOTES SUR LE GRAND CONFLIT EST - OUEST

Car ne l'oublions pas, les communistes qui, sous le masque du syndicalisme (ils sont imbattables dans l'emploi de tous les déguisements) se sont emparé de la direction de la C.G.T., ceux qui dominent dans les comités d'usine et d'entreprise et accumulent pour le jour de leur triomphe les fiches signalétiques de tous ceux qui s'opposent à leurs sales manœuvres, se gardent bien de déclarer, avant leur élection et souvent après, qu'ils sont communistes. Ils se présentent comme simples travailleurs sur le lieu du travail, comme syndicalistes dans les syndicats, comme coopérateurs dans les coopératives. Puis c'est la cellule qui fait la loi. Alors on est, malgré soi, embarqué dans une lutte incessante et épuisante pour contrecarrer la politique du parti au sein du comité d'entreprise, au sein du syndicat, au sein de la coopérative, et naturellement les communistes nous accusent de faire le jeu du patron ou du patronat. Tout est si supérieurement orchestré qu'on est impuissant devant toutes les manœuvres, toutes les initiatives qu'il faut déjouer si l'on ne veut pas devenir simples instruments des hommes de Moscou.

Ce n'est donc rien dire que nous rappeler que les travailleurs communistes sont des révolutionnaires. Ils le sont, ou croient l'être, comme l'étaient ceux qui, à Madrid, tuaient à coups de pistolets nos camarades blessés qu'on ramenait du front sur des civières, en disant : « Plus on en tuera maintenant, moins il faudra en tuer par la suite ». Ceux qui ont été dans ce secteur de la guerre d'Espagne le savent. Et telle est la mentalité générale des travailleurs communistes. Il ne suffit pas qu'ils soient sincères. Les jeunes hitlériens qui envahirent la France l'étaient aussi. Ils croyaient lutter contre le capitalisme et pour l'unification de l'Europe. Hélas, trop souvent, plus les hommes sont sincères, plus ils sont intolérants, fanatiques, totalitaires.

Ces travailleurs « sincères » qu'il faut connaître à l'œuvre nous massacreront demain, en répétant les justifications venues du parti : nous sommes des agents du capitalisme, des agents du fascisme, des vendus aux Américains, etc. Au besoin l'on dira que nous sommes « subjectivement » des révolutionnaires, mais « objectivement » des contre-révolutionnaires, et que par conséquent il faut nous pendre, ou nous loger une balle dans la nuque. S'il le faut même, on fera ce qu'ont fait les communistes de Barcelone après qu'ils se furent emparés de la direction de la police : fabriquer de fausses cartes de la phalange franquiste, y coller la photo de certains de nos camarades détenus et reproduire ces fausses cartes dans la presse, pour bien montrer que nos camarades étaient des agents franquistes.

Nous savons tout cela, qui est appliqué à l'échelle universelle, et tout cela, beaucoup plus que les déclarations d'Eisenhower en ce qui concerne Franco ou l'attitude réservée envers tel ou tel régime dictatorial d'une petite nation de l'Amérique indo-latine, joue dans le grand drame de notre époque. Les hommes ou les courants politico-sociaux qui, sous des bannières différentes, désirent aller de l'avant, sont paralysés par une leçon qui dure depuis 1917. Car ils craignent, avec raison, que le triomphe communiste ne les mène à une situation infiniment pire que celle contre laquelle ils luttent (il y a eu au maximum 72.000 prisonniers politiques dans les prisons, les bagnes et les territoires de déportation tzaristes ; il y en a eu vingt millions dans les camps de concentration staliniens, et le livre de Dostoïevski *Souvenirs de la Maison des Morts* n'est rien à côté du livre d'Elanor Lipper *Onze ans dans les bagnes de Sibérie*).

Il en résulte, je le sais, la stagnation et la paralysie. Ce n'est pas notre faute, et rien ne se fera tant que cette immense force de gauche, ou qui paraît telle, continuera d'être ce qu'elle est. Avec elle, nous ne nous battons pas pour la liberté, mais pour un nouvel esclavage. Et, à côté de cela, les petites nations totalitaires condamnées à évoluer, même malgré elles, pèsent bien peu dans la balance du monde.

Gaston LEVAL.

L'U.R.S.S., malgré ses tares, est la patrie du socialisme. Les U.S.A., la patrie de l'impérialisme : c'est bien connu. Et comme cela simplifie les choses...

La lutte révolutionnaire internationale impose le choix. Pro-soviétique = partisan de l'émancipation des peuples coloniaux et de la prise du pouvoir par les prolétariats. Pro-yankee = partisan du colonialisme et de l'impérialisme...

La balance devient favorable. Le dollar a perdu sa primauté. L'U.R.S.S. dispose de stocks d'or, de contingents de pétrole... et de fusées intercontinentales.

La faucille et le marteau... emblèmes d'un socialisme périmé et archaïque. Aujourd'hui sur le drapeau rouge... un lingot d'or, un baril de pétrole... un engin nucléaire téléguédé.

L'or soviétique de Sibérie, extrait par les esclaves déportés de Staline ?... Le pétrole roumain... nationalisé... par l'U.R.S.S. ! Les ouvriers hongrois... écrasés par les tanks de Khrouchtchev... vieilles histoires.

Mais le débarquement des « marines » en 1903, l'ignoble affaire Sacco-Vanzetti (1927) permettent de juger les U.S.A. en 1960...

Fidel Castro est un dictateur... progressiste. Pardon ! Tous les dictateurs sud-américains, (tels Hitler et Mussolini) se sont présentés d'abord comme des... « socialistes »...

Les communistes, certains ont soutenu Batista, le dictateur sanglant de Cuba. Communistes argentins et peronistes s'entendent fort bien. Et l'on reçoit à Moscou des envoyés du sanglant dictateur dominicain.

Les U.S.A. oppriment Cuba en refusant d'acheter le sucre cubain aux cinq tiers de son prix. C'est grave, car en 1957, le sucre comptait pour 82 % des exportations cubaines.

Mais le pétrole comptait pour 93 % des exportations de Venezuela, démocratie sœur de Cuba. En refusant le pétrole vénézuélien Cuba justifie le refus de son sucre.

Tous les révolutionnaires sont antiyankees. La Gauche, l'hebdomadaire de la gauche socialiste belge avait publié en août d'excellents papiers sur la crise congolaise, rappelant en particulier les articles d'E. Vandervelde contre la « colonisation » sous Léopold II.

Le numéro du 2 septembre contient de violentes diatribes contre les U.S.A. coupables de ne pas soutenir Lubumba. Violentes ! Certes... Pas autant que les injures hystériques, publiées dans la *Libre Belgique*, (le grand organe réactionnaire et cléricale) contre les Yankees... coupables d'avoir reçu Lubumba...

Les cours mondiaux du pétrole menacent de s'effondrer. Des pays sous-développés exportent le pétrole et n'en consomment guère.

L'U.R.S.S. est le seul grand pays industriel où la consommation du pétrole est fortement inférieure à la production.

L'ouvrier américain a souvent sa voiture. Le paysan américain a son tracteur. Les ouvriers et paysans soviétiques ont... des spoutniks. La gloire se paie !...

Les U.S.A. ont mené une action nettement impérialiste en Amérique latine — ont toléré et soutenu la colonisation de l'Afrique et de l'Asie.

Ils ont aussi consolidé le pouvoir du dictateur coréen : Syngman Rhee...

Mais en 1950 celui-ci, sous la pression des U.S.A. était obligé d'accepter la démocratisation du régime et d'engager la réforme agraire... Lorsque tout fut remis en question par l'agression du vassal stalinien de Corée du Nord.

En 1960, la tendance est renversée en Amérique latine, en Afrique et en Asie. On tente de « réaliser » la solidarité des peuples d'outre-Atlantique contre l'oppression et l'exploitation. Le colonialisme européen est en voie de disparition. Alors, l'U.R.S.S. intervient... pour contrarier cette salutaire évolution !

R. H.

FEMMES D'ASIE (hier et aujourd'hui)

L'article ci-dessous a été commencé il y a plusieurs années. Les événements se succèdent si rapidement dans les présents jours que bien des faits deviennent caducs presque au moment où on les a enregistrés. Il a fallu élaguer certaines transitions et incorporer de nouvelles données. Il en résulte du déséquilibre dans l'ensemble. Je prie les lecteurs de m'en excuser.

Les quatre à cinq cent millions de femmes qui peuplent l'immense continent asiatique et son prolongement slave en Europe appartiennent à des races et sous-races bien différentes : finnoise et turque au nord et à l'ouest, jaune à l'est et au centre, iranienne et aryenne dans l'Inde, sémitique au Proche et Moyen-Orient.

Si l'on recherche chez ces multitudes si diverses l'évolution de la condition féminine, on est frappé par l'asservissement souvent bestial auquel ont été soumises la plupart de ces femmes, asservissement battu en brèche depuis quelques décennies mais dont il subsiste encore d'abominables traces.

L'Asie est la partie du monde où s'est maintenu presque sans correctif le régime patriarcal. La famille est placée sous l'autorité du père qui est aussi en Chine chef religieux responsable du culte des ancêtres. Sa puissance s'étend, parfois, jusqu'à ses frères cadets, leurs femmes et leurs enfants. Il peut refuser la vie au nouveau-né en ne le relevant pas du sol où on l'a déposé. Il peut vendre femme ou fille à son gré. Il répudie celle qui a cessé de lui plaire et lui confisque, si bon lui semble, son enfant. La claustration des femmes est la règle à peu près générale. Le port du voile hors du logis fréquent. Ce type large de la famille tend à faire place à la famille restreinte au père, à la mère et à leurs enfants, mais en 1950 Keim évaluait à 30 % des familles chinoises celles qui étaient encore du type élargi.

Sur cette base qui s'est étendue avec quelques modifications à toute l'Asie se sont greffés les caractères particuliers de chacun des grands groupes humains : sibérien, mongols, chinois, hindous, musulmans, turcs...

Sibérie

La Sibérie a été, jusques et y compris le temps du tsarisme, une immense plaine peuplée de nomades vivant l'été sous des tentes et l'hiver dans des huttes faites de branchages. Le sud-ouest avait été converti à l'islamisme et était au moyen âge une voie de commerce entre la Chine et le Proche-Orient. Les Soviets ont essayé de sédentariser les nomades, tantôt par la persuasion, tantôt d'autorité. Ils ont, de ce fait, émancipé quelque peu les femmes musulmanes, condamnant le port du voile et la réclusion comme anti-hygiéniques. Leurs réformes connaissent des alternatives de retour aux anciennes coutumes ; il faudra beaucoup de temps pour transformer un mode de vie que des siècles de nomadisme ont instauré.

Une autre catégorie de femmes a récemment peuplé la terre sibérienne : les déportées. Pour celles-là, la Sibérie est toute de souffrances et de misères. N'y insistons pas, il suffit de lire les récits de quelques rescapées pour juger que le stalinisme a dépassé en horreur la pire oppression des tsars.

Un troisième élément féminin est constitué par

les ouvrières que l'industrialisation accélérée a amenées dans la région. Nous n'avons que peu de renseignements sur leur nombre, sur leur vie. Lorsqu'on étudie les conditions de travail en Russie d'Europe, on note, d'après les constatations de nombreux voyageurs et les documents officiels russes que bien des travaux parmi les plus durs sont exécutés par des femmes. Elles sont terrassiers, mineurs de fond, dockers, etc. Un journaliste ne craint pas d'avancer que les ouvriers, chez nous, trouveraient « infernale » la cadence de travail des femmes soviétiques. Les statistiques officielles nous apprennent aussi que les salaires les plus bas sont ceux des femmes.

On peut penser que cette exploitation du travail féminin en Europe soviétique sévit aussi en Sibérie et que, là aussi, elle a contribué à créer l'accumulation capitaliste étatique réalisée depuis quarante ans des rives de la Baltique à celles du Pacifique.

Chine

Parler de la Chine est bien hasardeux.

Ce pays célèbre par son inertie séculaire s'est tout à coup éveillé et le monde étonné assiste à des bouleversements politiques et sociaux dont on se demande jusqu'où ils iront.

Durant des millénaires, la femme chinoise a été une bien misérable créature, parce que femme. La naissance d'une fille était une catastrophe, un déshonneur. A sa venue au monde, déposée sur le sol aux pieds du père, elle était, si celui-ci ne la relevait pas, « exposée » dans les champs. Farjanel, dans un livre sur la Révolution de Sun-Yat-Sen (1911), nous décrit un établissement fondé par les jésuites en 1857 : « Des religieuses sont là devant trois cents enfants que nous voyons dans la cour et dans les nurseries. Ces gamines ont été apportées ou achetées pour une dizaine de sous, dans les temps difficiles. »

Lorsque le bébé-fille avait la chance d'être acceptée par le père, elle n'en était pas pour cela à tout jamais sauvée. Elle subissait avec les années la claustration à la maison et la mutilation des pieds. Cette absurde et barbare coutume fut proscrite au cours du mouvement Taï-ping en 1853. Elle persista et, en 1911, on put voir sous les murs de Nankin « ces bataillons de jeunes filles soldats dont certaines marchaient gauchement sur leurs pieds déformés... » (Farjanel).

La coutume survécut à la première révolution puisque le reporter Jack Belden peut citer un tract répandu par les armées communistes :

« La vieille Mme Wang et la jeune Mme Li ont de petits pieds pareils à des piments rouges... Elles basculent quand le vent souffle... Sœur Tchang et Li-yu-lin ont de grands pieds naturels. Elles vont à la rivière chercher de l'eau, elles sont exactement comme les hommes. »

Aujourd'hui, les reporters ne nous parlent plus de pieds mutilés qu'à propos de femmes âgées. On espère que l'actuelle révolution arrivera à vaincre le persistant symbole de l'asservissement féminin.

Quand elle avait atteint l'âge de six ou sept ans, la fillette pouvait être promise en mariage et envoyée comme bru-domestique dans la famille du futur mari où elle devenait souvent le souffredouleur de la belle-mère et des belles-sœurs.

Mariée à un fils aîné, la jeune femme à la naissance de son premier fils était l'objet d'une considération accrue : elle devenait à côté de son mari prêtresse du culte des ancêtres, à condition toutefois qu'elle ne fût pas répudiée, le père gardant l'enfant et lui déniait même son titre de mère. « Cette femme, qui était ma femme, était aussi la mère de mon fils. En cessant (par la répudiation) d'être ma femme, elle cesse d'être la mère de mon fils. » Cette ahurissante formule serait due au petit-fils de Confucius, lui aussi grand philosophe.

Les Chinois ont sur ce point fait école en terres islamiques. Les femmes musulmanes subissent encore de nos jours ce divorce unilatéral.

Chassée, la femme retombait sous la tutelle de son père ou du chef de sa propre famille. Jamais la femme chinoise n'avait le droit de décider de sa vie. Son père, son mari, son fils étaient ses maîtres. Souvent elle était vendue comme esclave. La première révolution (1911) avait pris quelques mesures contre cet esclavage :

« Il y a des cas où la jeune fille a été obligée de travailler douze ou treize heures par jour, où elle a été fouettée, affamée... Toutes les jeunes filles qui sont actuellement en puissance de propriétaire doivent être recensées... Pour elles, la nouvelle loi sera une délivrance... (Canton-Gazette, 1911). Toutefois, elles ne peuvent encore quitter la maison de leur maître, ni acheter leur liberté, ni se marier sans le consentement de celui-ci... » Quant au sort de ces esclaves ?... En 1930, à Londres, une femme missionnaire rapportait avoir trouvé une soixantaine de jeunes filles de six à dix-sept ans dans une maison suspectée d'exploiter l'esclavage, « ...les enfants vivaient dans une malpropreté repoussante, étaient traitées comme des animaux et victimes de brutalités... Des jillets étaient couvertes de plaies causées par des brûlures au fer rouge. » (Manchester Guardian, 24 janvier 1930.) Un pasteur qui comptait vingt-cinq ans de luttes contre l'esclavage ajoutait qu'il en était de même dans toute la Chine. Et en 1952 le reporter Belden cite le cas de paysans ayant vendu leur femme pour payer leurs dettes. Il résume ainsi ses observations : « Non seulement la société chinoise en général mais même la structure de l'Etat, du village au trône, était nettement influencée par la condition de la femme comme esclave ; bien privé, potentiel de travail, et productrice de fils... »

Comment s'étonner si dans ce pays esclavagiste la prostitution ait été effroyable !

En dépit des entraves que la société et la coutume lui imposaient, prise comme dans un étoupeur par l'organisation familiale, la femme chinoise parvint à s'imposer, à conquérir une place assez importante parmi les siens.

Une des raisons qu'on peut donner de ces contradictions c'est d'abord le traditionalisme chinois qui a gardé d'une antique période matriarcale quelques rites religieux : un homme ne pouvait offrir de sacrifice aux aïeux s'il n'avait à ses côtés une épouse qui gagnait à ce rôle de prêtresse un prestige qu'elle conservait, si elle était habile, même après la mort de son mari.

Mais la raison essentielle de l'empire qu'elle parvenait à prendre s'explique surtout par son rôle économique.

Recluse, elle accomplissait une foule de travaux agricoles indispensables : soins pour la conservation des récoltes, tri des semences, soins aux vergers, etc. : « La maison paysanne était chose féminine. » (Granet) Elle fournissait par le filage et le tissage les vêtements de la famille. Dans nombre de provinces, la monnaie a été durant des siècles la pièce de soie ; or, dès l'élevage du ver, tout le travail de la soie était œuvre de femme.

Quelles furent les étapes de l'amélioration de la condition féminine ?

Comme en Occident, ce furent d'abord les femmes ou filles des classes dirigeantes, lettrées, seigneurs, commerçants riches qui gagnèrent, les premières, une sorte d'indépendance calquée sur la vie des Européennes ou des Américaines. Le mouvement d'émancipation Taï-ping, d'inspiration protestante fit faire quelques progrès à la cause des femmes (interdiction de la mutilation des pieds, lutte contre le culte des ancêtres).

A la fin du XIX^e siècle, après des luttes contre le Japon, l'impératrice Tseu-hi décida d'envoyer en Europe de jeunes gens des deux sexes qui revenus en Chine constituèrent une bonne part du levain qui fit éclater la révolution de 1911.

Celle-ci marqua de nouveaux progrès. Des femmes furent élues députés au premier Parlement de Canton ; la réaction les en fit chasser. Cependant les écoles de filles se multiplièrent. Les femmes de classes dirigeantes entrèrent dans la politique et la diplomatie ; on vit la femme de Tchang-Kaï-Chek devenir l'animatrice du mouvement « Vie Nouvelle » qui, entre autres réformes, tendit à permettre aux jeunes gens de se marier selon leur propre désir et non seulement selon la volonté de leurs parents.

Une révolution également profonde secoua les masses populaires paysannes du nord-ouest en contact avec les armées communistes.

Avec la souplesse qui caractérise leur propagande les communistes s'adressèrent aux paysans exploités par les seigneurs féodaux et surtout aux femmes victimes de l'organisation familiale séculaire.

« Avec les femmes en Chine, les communistes trouvaient une des plus grandes masses déshéritées que le monde eût jamais vues. » (Belden).

Aucun moyen d'agitation ne fut négligé.

Tracts pour celles — rares — qui savaient lire sur la mutilation des pieds, l'hygiène, l'instruction, le salaire, etc.

Assemblées de femmes où les plus malheureuses venaient exposer leurs griefs, qui, contre les beaux-parents exploités, qui, contre le mari despote.

Jugements populaires d'où les excès de violence ne furent pas toujours exclus.

Contre l'analphabétisme. Des propagandistes enseignèrent patiemment aux femmes quelques-uns des plus courants parmi les quatre cents caractères de base.

Des femmes ont pénétré dans les rouages gouvernementaux : Mme Li-Teh-Chian est ministre de la Santé et assume la lourde tâche de lutter contre la surpopulation, ce fléau asiatique.

Non seulement l'avortement et la stérilisation sont autorisés, ils sont conseillés. Depuis 1957, un nouveau pas est franchi, que Mao-tse-Toung considère être une lutte contre le régime patriarcal : la communisation de la vie familiale par la création de réfectoires communs, de crèches, qui allègent la tâche ménagère de la femme mais rejette celle-ci dans le travail industriel, aussi épuisant s'il est maintenu au rythme excessif qu'exige dans les régimes dits populaires une accumulation accélérée de richesses en vue d'une industrialisation rapide.

Que restera-t-il de ce bouillonnement ? Quelles atténuations l'avenir apportera-t-il ? On ne saurait le dire. Mais quel succès mondial pour la cause des épouses et des mères si ce bastion de la servitude du sexe féminin finissait par s'écrouler.

Inde

Nous retrouvons dans l'Inde l'organisation patriarcale de la famille compliquée de la division de la société en castes.

La condition de la femme y est d'un niveau pro-

digieusement bas. 95 % d'entre elles ne savent ni lire ni écrire. Dans les classes privilégiées, elles restaient jadis dans le gynécée et passaient souvent leur vie dans une apathie physique et intellectuelle lamentable à moins que leur famille ne fût déjà assez émancipée pour consentir à les envoyer s'instruire en Angleterre. Ce sont ces heureuses qui ont constitué l'élément féministe actif qui, depuis un certain nombre d'années, a forcé non sans peine les portes du barreau, de la médecine, de la diplomatie ; plusieurs se sont fait un nom dans les lettres.

Cela n'a pas été sans heurts ni difficultés. Une femme ! Exercer un métier ! Pour en donner un exemple : dans ce pays d'épidémies permanentes, bien des parents considéreraient comme déshonorant pour leurs filles d'être infirmières. Aussi alors qu'en Angleterre on compte une infirmière pour quatre cent cinquante habitants, on n'en a qu'une pour 80.000 aux Indes.

Quant aux femmes de la caste inférieure, on les emploie aux plus rudes travaux. Porteuses, dans les montagnes, elles gravissent de rudes pentes, le dos chargé de 40 kilos.

Jules Bois affirmait dans son livre *Visions de l'Inde*, que dans la construction « on voit des femmes charrier sur la tête des pierres qui feraient reculer un manoeuvre européen » et Tibor Mendé nous décrit de même le transport de briques par une chaîne féminine « laquelle est moins coûteuse que le même travail fait par une machine.

Mais la véritable ignominie de l'Inde ce fut la vie sexuelle des femmes. Des petites filles de quatre ans étaient mariées à des hommes adultes, voire à des vieillards. Un rapport officiel donnait en 1921 le chiffre de 280.000 fillettes de moins de six ans mariées ou veuves.

Pour obtenir la soumission totale de l'épouse, l'âge de huit ans comptés du moment de la conception, était considéré comme normal, « chaudement recommandé » selon la loi brahmanique orthodoxe. En 1929, un certain nombre d'Hindous entreprirent une action législative pour que l'âge du mariage fût reculé jusqu'à 14 ans. Ce fut l'*Act of consent Committee* qui prépara la loi dite *Sarda Act*. Une enquête dans toute l'Inde donna lieu à un rapport de 4.500 pages qui révéla des situations monstrueuses. Au nom de l'orthodoxie religieuse, la caste brahmanique entra en révolte contre l'action entreprise. « En fait, ce qui apparaît dans ce rapport, c'est que, depuis des temps immémoriaux, les Brahmanes, tout en se transmettant l'autorité religieuse, ont cultivé une passion intense pour les petites filles. » (T. Mendé). Et selon les observations et les enquêtes du même reporter, les choses ont peu changé depuis 1930. Voici par exemple le temple de Kali à Calcutta :

« La saleté, l'odeur du sang, les petites guillotines de bois tachées de rouge où sont décapités les animaux, les chiens qui viennent lécher les flaques, tout est d'une perversité indescriptible et révoltante. J'ai vu des petites filles terrifiées, victimes d'un mariage précoce, traînées par un Brahmane en prière devant l'impitoyable et monstrueuse idole, pour l'implorer de leur accorder un enfant, de préférence un fils. Elles n'avaient pas plus de dix ans et paraissaient toutes frêles et toutes craintives en présence de la divinité meurtrière... » (T. Mendé).

Cette exploitation religieuse de la créature féminine est étendue aux lois civiles. Le code hindou permet à l'homme fortuné d'avoir jusqu'à cent femmes. « Ce principe une fois admis, on comprend que l'homme n'a qu'à suivre sa fantaisie pour épouser, procréer, abandonner et recommencer. » (E. Calic et J. Atkins). Le résultat pour l'Inde est

la surpopulation et la famine pour des millions d'êtres chaque année.

Le sort des veuves mérite aussi de retenir l'attention. Selon les croyances hindoues, l'homme qui meurt est frappé pour un péché de sa femme, péché que celle-ci a commis soit dans cette vie soit dans une vie antérieure. Dans les temps anciens, on brûlait la femme sur le même bûcher que son époux. En 1830, le gouverneur anglais, Sir William Bentinck, prononça l'interdiction du *Suttee* malgré de saintes clameurs.

Pour expier la mort de leur mari, les veuves doivent se consacrer à leur belle-mère, raser leur chevelure, porter des vêtements grossiers, être au ban de la société. La même vie de paria est infligée à la petite veuve de six ans.

Pour s'évader de leur malheur, beaucoup se livrent à la prostitution. Un chiffre : la seule province de Madras compte 200.000 devadasi, prostituées sacrées qui vivent autour des temples, logées dans de petites cabanes.

La voie sera rude à parcourir pour l'Inde avant que la dignité d'être humain soit reconnue et respectée en la femme hindoue.

Il y a cependant des signes favorables : le report à quinze ans de l'âge du mariage : on verra de moins en moins les jeunes femmes de vingt-deux ou vingt-trois ans mettre au monde leur septième ou huitième enfant ; le développement de l'instruction : les masses féminines pourront alors voter autrement qu'en déposant dans l'urne l'image d'un éléphant ou d'une maison ; le suffrage des femmes, pour aventureux qu'il soit, est aussi un élément d'émancipation ; l'action de mouvements féministes : le Congrès Mahila Samaj, la Ligue des femmes de New-Delhi organisent des meetings et luttent contre l'oppression dont sont victimes leurs sœurs.

Et notons comme un signe réconfortant cette remarque d'un réactionnaire : « Dans mon enfance, dans toute l'Inde, la femme marchait dans la rue à cinq pas derrière son mari. Aujourd'hui, elle chemine à côté et va jusqu'à sortir seule ! »

Les Musulmanes

« ...Nous n'avons d'autre but que de souligner... le caractère éminemment grave de la misère intellectuelle et morale dans laquelle elle (la Musulmane) se débat ou, de ce qui est pire, où elle se complait parfois... » (H. Benabed, Cahiers du Sud, 1947).

Et il nous faut reprendre la monotone énumération : ignorance, claustration, voiles, mariages précoces (11 ans) décidés par le père, répudiation toujours possible avec confiscation de l'enfant, polygamie.

Nous n'avons pas parlé de la polygamie jusqu'ici. Arrêtons-nous un instant sur le sujet. Elle serait, dit-on, en voie de disparition, les Musulmans étant devenus trop pauvres pour nourrir les quatre femmes accordées par la loi coranique. Voire. Ne serait-ce pas plutôt que le travail de quatre femmes au foyer est insuffisant maintenant pour assurer l'aisance du mari et que celui-ci est obligé de travailler aussi ?

Lorsqu'on examine les courants d'échanges commerciaux entre le monde oriental et l'Europe, on remarque que jusqu'au début du XIX^e siècle l'Asie fut un fournisseur considérable de textiles, le nom seul des tissus en est la preuve : gazes, mousselines, damas, madras, indiennes, calicot, batik, cachemire, etc. Et il n'était nobliau ou riche bourgeois qui n'eût son couvert mis « sur un tapis de Turquie ».

Les ateliers de fabrication étaient, pour un grand nombre, les harems. Avec quatre femmes, c'étaient

quatre métiers à tisser en marche. Le maître de la maison s'installait dans les souks, sur des cousins et paisiblement attendait le chaland, prêt à palabrer des heures durant pour tirer bon profit du travail accompli chez lui, ou bien chargeant bourricots et chameaux, des tissus, des tapis, des poteries domestiques, il s'en allait sur les marchés de Smyrne, d'Istanbul, de Bagdad, du Caire chercher les acheteurs occidentaux qui payaient bien ce qu'ils revendaient encore mieux. Au reste, Chinois et Arabes ont acquis de par le monde à ces trafics une solide réputation de merveilleux commerçants.

À la fin du XVIII^e siècle, l'Europe dressa des métiers à tisser industriels et produisit en masse et à bas prix. Les ateliers artisanaux européens, avec leurs quelques compagnons et apprentis ne purent tenir devant la machine. Les petits patrons licencièrent leur personnel, le travail évolua vers l'usine. L'Asie, très en retard sur l'Europe parce que colonisée, a gardé jusqu'en 1914-18 son mode de production. La guerre amena une industrialisation partielle qui envahit l'Inde et le Moyen-Orient. L'atelier polygamique fut frappé de déchéance. La pluralité des épouses, source de richesse à l'époque de Mahomet, n'est plus assez « payante » de nos jours. (Nous parlons évidemment non des princes, émirs, maharajahs et autres potentats, mais de la classe populaire qui vit sur le travail qu'elle accomplit.) Et la polygamie est en régression comme a été en régression en Europe la petite entreprise tisserandière de quelques ouvriers. Le changement dans les mœurs accompagne l'évolution du travail et il est significatif de constater que les pays musulmans qui se sont le plus modernisés sont aussi les pays les plus avancés pour l'émancipation de la femme. La Turquie en est l'exemple. La Turquie, au lendemain de la guerre de 14-18, a connu un mouvement extraordinaire de modernisation et d'émancipation. Bornons-nous ici à examiner l'évolution de la condition féminine. Sous le gouvernement de Mustapha-Kémal, Atatürk, des dispositions autoritaires furent prises... Les femmes durent quitter leur voile, les adultes et les jeunes furent dans l'obligation de suivre des cours pour se familiariser avec l'alphabet latin et les chiffres de l'Occident. La polygamie fut interdite. Les universités et les facultés s'ouvrirent aux étudiantes. Ces mesures imposées ne furent pas toujours acceptées de bonne volonté. Atatürk et son continuateur İnönü éloignés du pouvoir politique, des femmes âgées reprirent le voile. La polygamie reparut. Un reportage du journal *Franco-Tireur* nous permet de souligner le caractère économique de cette institution :

« Quant à la polygamie, toujours interdite, il n'est un mystère pour personne, que le multiple concubinage l'a parfois remplacée dans les campagnes, où le fermier doit résoudre le problème de la main-d'œuvre. » (9 février 1953).

Il nous paraît cependant que les réformes d'Atatürk ont pris dans le pays des racines suffisantes pour qu'on puisse espérer dans cette partie du monde musulman un relèvement sensible de la condition des femmes. Le mouvement a d'ailleurs tendance à s'étendre, et on peut aussi noter avec sympathie les efforts de la Tunisie de Bourguiba.

Orient et Occident

Au cours des siècles, les masses asiatiques restées nomades ont constitué une menace permanente pour les peuples plus tôt sédentarisés des rives de la Méditerranée.

Dans les temps bibliques, les Hébreux, nomades, tentèrent de s'établir sur les bords fertiles du Nil aux côtés de la population sédentaire. Celle-ci, déjà bien organisée, n'accepta pas les nouveaux venus, leur fit la vie difficile, les rendit esclaves, et les

« fils d'Israël » durent refluer vers l'Asie où Moïse leur promettait, au nom de « l'Éternel », la terre arrachée à Chanaan où « coulaient en abondance le lait et le miel ». (Le pillage est la cause primordiale des guerres.)

Faut-il rappeler toutes les invasions dévastatrices venues d'Orient et que l'Occident ne fut pas toujours assez fort pour repousser ? Qu'est-ce que les guerres médiques sinon un barrage aux masses parties d'Iran ? Les Croisades ne sont-elles pas la réplique aux invasions arabes venues jusqu'à Poitiers et qui apportaient le despotisme musulman dans tout le sud de l'Europe ? Les balcons grillagés de Séville sont les frères des moucharabiehs. Parlerons-nous de l'invasion ottomane et de son installation en Europe ? « La péninsule du sud-est, la plus anciennement civilisée, devenait, sous la domination turque, la plus barbare de l'Europe. » (Seignobos).

Et pour ramener ces constatations au sujet qui nous occupe, voyons quelques-unes de leurs conséquences sur la condition féminine.

Les invasions asiatiques ont toujours été pour les femmes une cause de recul familial et social.

C'est un fait affirmé par les égyptologues que la femme jouissait en Égypte d'une situation relevée tant au point de vue matériel que moral. Il a fallu l'arrivée des Ptolémées d'origine macédonienne pour la mettre en servitude.

Plusieurs siècles avant l'ère chrétienne, la gracieuse histoire de Gyptis nous apprend que les jeunes filles ligures avaient le droit de choisir leur époux fût-il l'étranger inconnu. Ce droit, la jeune Chinoise, la Musulmane ne l'ont pas encore et durant des siècles, dans la France féodale et royale, ce droit était également refusé à la femme.

À Rome, après plusieurs siècles de luttes, les femmes avaient conquis le droit au divorce qui fut aboli lors des invasions des Huns et autres barbares d'Asie alors qu'était établi le droit de réputation unilatérale en faveur du mari.

Il y a quelques années, en vacances dans les Pyrénées, j'eus plusieurs fois dans les routes montueuses et les sentiers le tableau suivant : un homme confortablement installé à mulet et trottant à côté la femme, à pied, une charge sur la tête, reste des mœurs islamiques comme est vestige la tour sarrasine qui garde encore les chemins de la montagne.

Celui qui a traversé les rues escarpées de Lisbonne, de Coïmbre, de Vigo aura pu voir des femmes grimant les côtes raides portant des fardeaux sur la tête — je dis : des fardeaux — travail exclusivement féminin là-bas, application occidentale des mœurs hindoues, mongoles, arabes apportées par les invasions.

À l'inverse, l'influence de l'Occident sur l'Orient a été bienfaisante pour le sexe féminin. Alors que les grandes religions asiatiques, hébraïsme, islamisme, brahmanisme, bouddhisme, font de la femme la servante ou l'esclave de l'homme, la religion qui s'est développée et a évolué sur les rives de la Méditerranée, a révéralé la maternité pour elle-même hors du mariage, en la personne de la Vierge-mère le nombre d'édifices voués à « Notre-Dame » en est le témoignage.

Notons que des deux grandes sectes chrétiennes primitives, celle de Rome et celle de Byzance, c'est l'orientale — Byzance — qui fut la plus rigoureuse à l'égard des femmes, étendant son influence oppressive dans le monde slave jusqu'à la venue d'un tsar « occidentalisé » : Pierre le Grand, qui enleva au père le droit d'exposer l'enfant. Il exigea des pères et des tuteurs l'attestation par serment de ne pas marier leurs enfants ou même leurs esclaves malgré eux. Il interdit aux femmes le port de la fata (voile).

L'œuvre de Pierre le Grand fut durable. La

culture occidentale se répandit en Russie. Les révolutionnaires russes affirmèrent à leur tour la nécessité pour les sociétés d'émanciper les femmes. N'est-ce pas aussi parce que Lénine, Trotsky et autres, au cours de leur exil en Angleterre, en France avaient été témoins des mouvements féministes très vigoureux ? Mais l'Asiatique sanguinaire Staline vint et vers 1935-37 abolit en partie les réformes libératrices des pionniers de 1917.

Ainsi donc, en résumant d'une façon schématique le comportement de l'Est et de l'Ouest envers les femmes, on pourrait dire que les Orientaux montrent une tendance continue à l'asservissement total du sexe féminin, tandis qu'en Occident il y a, avec des alternatives de progrès et de recul, un effort vers l'émancipation.

On trouve l'explication principale, la cause majeure de l'esclavagisme oriental dans la persistance du nomadisme en Asie, pays de grands déserts, de terres peu fertiles, de montagnes difficilement accessibles, de vastes régions continentales ignorant cette grande civilisatrice : la mer.

Le régime patriarcal et ses suites

La vie nomade a engendré puis fortifié le régime patriarcal. Engels écrit quelque part que l'établissement du régime patriarcal fut la plus grande catastrophe pour le sexe féminin. Nous pensons que ce le fut aussi durement pour le plus grand nombre d'hommes, d'abord par ses violences et parce que ce régime a donné un caractère religieux, a sacralisé — si l'on peut dire — l'idée du *chef* et de son rôle. L'homme orgueilleux, le plus brutal, fut d'abord *chef de famille* où il était aussi prêtre et juge.

Puis parmi les chefs de famille il se dessina une hiérarchie et le groupe de familles devint tribu avec un *chef de tribu* qui ne tarda pas à s'arroger des droits sur les terres de la tribu et, pour augmenter sa puissance, s'attaqua en *chef militaire* aux tribus voisines plus faibles ou plus pacifiques.

Patriarcat, féodalisme, militarisme, la sinistre trinité exerça ses ravages qui durent encore.

La famille nomade ne subsistait que par l'élevage de troupeaux fournissant la nourriture, lait et viande, et la laine pour le vêtement. L'homme était gardien de troupeaux et, pour se défendre, au besoin guerrier. Il n'hésitait guère à son tour à attaquer et dépouiller ses voisins ; les vieux textes, la Bible, le Coran en portent à toutes leurs pages le témoignage répété ; les dieux, et Iaveh, et Allah guidaient les « croyants » dans leurs rapines et accueillaient dans leur paradis les guerriers morts au combat.

Ces mœurs faisaient accorder à l'homme la prééminence sur la femme qui se bornait à préparer la nourriture, élever l'enfant, filer, tisser, etc., tous travaux sans noblesse, travaux serviles.

« Vous leur persuaderiez plutôt de susciter une guerre, de courir sus à l'ennemi, que de labourer, que d'attendre la saison de la récolte. Que dis-je ? C'est jainéantise et bassesse de gagner à la sueur de son front ce qui peut ne coûter que du sang. (Tacite, Mœurs des Germains). Nous ajouterons : ne coûter que le sang des autres !

Un autre aspect du patriarcat a été la multiplication des infanticides. Ces hommes dont la vie était précaire supprimaient ce qu'on a appelé depuis « les bouches inutiles ». On faisait grâce au fils, futur berger et guerrier, on tuait la plupart des filles. Dans les tribus du Moyen-Orient, on les enterrait vivantes à la naissance. Le Coran interdit cette pratique à diverses reprises avec l'argument que ces enfants pouvaient devenir une richesse pour la tribu : une sorte de cheptel, comme les brebis et les chèvres !

Autre produit du régime patriarcal : l'esclavage. Dans les luttes entre tribus, on tuait les hommes, les guerriers, on emmenait les femmes et les enfants que les vainqueurs se partageaient ou qu'ils vendaient. Dans toutes les nations, le nombre des femmes esclaves l'emportait de beaucoup sur celui des esclaves mâles.

La femme esclave pouvait être vendue, livrée comme gage, donnée en cadeau. Agamemnon, désireux d'apaiser Achille, lui offre « sept femmes, les-biennes, irréprochables, habiles aux ouvrages de la main ». Offrir une femme, c'était aussi parfois sceller une alliance. Les exemples en foisonnent dans l'histoire de tous les pays. Nulle part on ne s'inquiétait de ce qu'éprouvait ou pensait la créature objet de ces trocs.

Les coutumes patriarcales ont persisté pendant l'âge féodal. Mêmes droits exorbitants du père ou du mari, même mépris de la personnalité de la femme.

Au point de vue sexuel, durant les temps féodaux, la sujétion des femmes demeura presque aussi rude.

Le seigneur avait besoin de guerriers. Il fallait que les serves eussent des fils. Une paysanne restait-elle veuve, et refusait-elle de se remarier, elle devait payer le « droit de commande », car elle faisait tort au seigneur des enfants qu'elle aurait pu avoir. Il y avait aussi le « droit du seigneur ». A la fin du XVIII^e siècle, Beaumarchais pouvait encore le poursuivre de sa verve vengeresse.

Le régime féodal a cependant apporté quelque émancipation aux femmes des classes seigneuriale et bourgeoise. Les filles eurent droit à une instruction rudimentaire le plus souvent, mais dont elles surent profiter. Quelques noms de femmes surgissent dans l'histoire attestant une valeur personnelle enfin reconnue.

Ces maigres progrès au cours des siècles ont encore été retardés par l'organisation méthodique de la violence sous la forme *armées* qui sont à l'époque moderne l'équivalent des bandes pillardes de l'antiquité, à cela près que les guerriers vivaient sur ce qu'on appelait l'ennemi, tandis que de nos jours chaque armée vit sur le travail de son propre pays : c'est au XX^e siècle l'épuisement général. C'est aux armées que se maintiennent les tares du patriarcat : prépondérance de la force brutale, culte du *chef* : costumes avec dorures, cérémonial (prises d'armes, saluts divers), rites (marques extérieures de respect), privilège de juger. Un tribunal professionnel ne se prononce qu'envers les ressortissants du métier, ; seule, la profession militaire jouit en fait du droit de vie et de mort sur l'ensemble des citoyens : c'est la « justice » militaire.

Les armées sont favorisées au point de vue finances. En France, en 1959, sur un budget total de 6.913 milliards, 1.693 milliards sont allés à l'armée (certaines dépenses importantes ne figurent pas dans ce total). 1.693 milliards par an, c'est presque 5 milliards par jour que le travail national doit fournir. Et la France n'est pas une exception ! La suppression des armées ce serait sans doute la fin de la misère mondiale ou tout au moins son allègement au lieu de massacres et de destructions.

Pour les femmes, le militarisme a été un obstacle constant à leur émancipation. Les pays militaristes ont été les plus oppressifs envers les femmes.

On sait la situation inférieure de la femme israélienne. Qu'on lise la Bible, on constate que le peuple hébreu fut en guerre perpétuelle avec ses voisins : ce ne sont que villes prises, incendiées, habitants « passés au fil de l'épée », butin conquis.

Et les Arabes ! Leur militarisme agressif s'est inscrit en ruines dans l'Asie mineure, l'Afrique du

Nord, le sud de l'Europe. On ne saurait compter les villes prospères avant leur venue qui furent détruites. Nous ne reviendrons pas sur l'assujettissement des Musulmanes. Un jeune soldat envoyé en Algérie peut écrire : « Avec leurs femmes, ils sont jaloux et brutaux. »

Mais... ce sont « des Braves ».

Quant à l'Inde et à la Chine, le régime féodal à guerres continuelles s'y est maintenu jusqu'à une date récente en même temps que la servitude des femmes. Balayons devant notre porte. La France est comptée dans l'histoire comme un pays militaire. Gaulois, Mérovingiens, Carolingiens, Capétiens, etc., ont guerroyé tant et plus.

Un chroniqueur du moyen âge, parlant des habitants du Sud-Ouest, écrit :

« Les habitants sont courageuses gens, légers de tête et bonnes gens d'armes, et sont gens joueurs de dés ou de cartes. Les femmes y sont fortes et habiles et font le labour et vivent de pain de millet et boivent le vin de pommes dont ils font grand'foison et vendent le blé et le vin. » (Gille Bouvier : « Explication du royaume de France »). On notera au passage le parasitisme des « gens d'armes ».

Pays militariste, la France a retardé autant qu'elle l'a pu l'émancipation des femmes, tant sur le plan des droits civils que pour les droits politiques. C'est sa place éminente dans l'économie nationale qui a déterminé la libération, encore incomplète, de la Française.

Remarquons aussi que le militariste-type Napoléon, avec ses 50.000 tués en une seule bataille, chiffre non atteint avant lui, a à son actif, à côté de la Légion d'honneur réservée à l'origine aux seuls militaires, le Code civil, monument de l'asservissement de la femme et l'organisation des maisons de tolérance. « Il appartenait au génie de Napoléon d'établir le système des maisons de tolérance qui a eu une si triste influence dans l'Europe moderne. » (Haveloch Ellis).

Plus près de nous, c'est au militariste Poincaré et à la Chambre bleu-horizon de 1920 qu'on doit l'abominable loi « contre l'avortement » qui ôte à la Française son propre droit sur sa personne, droit dont jouissent Anglaises, Suisses, etc., rien qu'en Europe.

Où en est aujourd'hui le militarisme ? Où va-t-il ? Depuis les temps où l'homme n'avait que ses poings et les pierres pour assurer sa domination, il s'est produit dans le domaine de la force brutale une accumulation de moyens de destruction. Nous sommes arrivés à l'époque du service militaire obligatoire, des armées fourmillantes, de la mitrailleuse, de la bombe et de l'ultrabombe.

Après que la France eût, en 1789-93, ébranlé sinon tué le droit divin des rois, on vit, par la toute-puissance de l'armée, se hisser au pouvoir le chef de cette armée. A son exemple, chez les peuples affamés de liberté (ceux d'Amérique du sud en particulier), on connut ces régimes militaires où des chefs de bande se disputèrent le pouvoir, se renversant tour à tour les uns les autres. Le mal a gagné toute la planète et nous sommes arrivés au point que nombre de gouvernements sont aux mains ou sous la coupe des militaires.

Du fait des armements conventionnels ou nucléaires, le militarisme arrive à son apogée. Le seul recul sérieux qu'il ait subi est l'interdiction par entente internationale de l'emploi des gaz asphyxiants. Va-t-il décliner ? Avec un certain optimisme, on peut dire qu'il a déjà commencé à décliner. Lorsque les flegmatiques Anglais manifestent contre les exercices d'avions chargés de bombes, lorsque des populations entières se dressent contre les essais nucléaires, c'est le militarisme qui est atteint. C'est la démocratie qui le vaincra. Toutes les religions, tous les partis politiques, tous

les groupes philosophiques comptent parmi leurs membres ces démocrates qui osent demander justice et répudient la force brutale.

Que disent les femmes ?

Siècle après siècle, on a répété aux femmes que la vie publique n'était pas leur vie, que la famille était leur unique domaine. En fait, c'était leur centre de travail. Dans le meilleur cas, on magnifiait l'œuvre qu'elles y accomplissaient. Elles étaient comme le note Beaumarchais :

« Leurées de respects apparents, dans une servitude réelle. »

Les femmes s'y sont laissé prendre et nombre d'entre elles se sont glorifiées de leur servage. L'évolution qui s'est faite et qui se fera chaque jour davantage dans le travail fera aussi évoluer les idées et les mœurs. Fini l'atelier familial, bientôt finie la petite exploitation fermière, l'école prend les enfants en charge. Les femmes devront, bon gré mal gré, pénétrer dans l'organisation sociale et le plus tôt sera le mieux si l'on veut empêcher la force brutale de régner sur le monde.

Un grand centre d'évolution fait trembler sur ses bases la vieille société. La Chine supprime la vie domestique séculaire, ce ne sont que réfectoires, restaurants communaux, crèches, jardins d'enfants, écoles.

Dirons-nous que la femme y est émancipée ? Non et non. Parce que cette prétendue libération n'est qu'un enrégimentement. Il y a en Chine trois cents millions et plus de femmes. Quelle belle armée de robots à mettre au service d'une industrialisation accélérée si on en mobilise la plus grande partie à l'usine ! C'est une mise en servitude de la base en vue de l'accumulation de richesses qu'exige la mise en marche de l'industrie.

Dans ce même régime, le sort fait à l'enfant ne saurait non plus avoir notre adhésion. Que la société ne laisse plus aux femmes la charge totale de l'enfant, d'accord ; qu'elle multiplie les institutions susceptibles d'aider à la tâche maternelle pour permettre à la mère d'être aussi une personne, c'est juste ; mais que les petits de l'espèce humaine soient élevés comme des poussins dans une couveuse, gavés et surveillés, c'est mépriser un des traits les plus nobles de la nature humaine, le sentiment, la sensibilité.

Pour être capable plus tard d'aimer, l'enfant a besoin d'être aimé, aimé de sa mère et de son père. A bas le père-tyran patriarcal, mais honneur à l'homme conscient de son devoir envers le petit être qui lui doit la vie.

Quant à l'émancipation de la femme, elle sera — reprenons un slogan un peu usé — l'œuvre des femmes elles-mêmes, l'œuvre lente, patiente et tenace qui fera reculer les antiques traces de la barbarie et de la violence. Ce qui ne veut pas dire que dans l'avenir toutes les femmes deviendront des savantes ou des artistes ; on ne demande pas non plus à tous les hommes d'être des Galilée ou des Michel-Ange. Il suffira que la fonction maternelle ne soit plus la barrière qui ferme à la plupart des femmes l'accès à la culture.

Avec la conquête de sa propre liberté, la femme aura encore une autre mission : défendre ses fils de vingt ans contre les adeptes persistants de la force brutale et leurs soutiens, fournisseurs aux armées, politiciens ambitieux, etc.

Si le XX^e siècle voyait la disparition complète de l'esclavage tant féminin que masculin, ce serait vraiment un Grand Siècle.

Marthe BIGOT.

A consulter : **Granet** : La civilisation chinoise. — **Keim** : Panorama de la Chine. — **Belden** : La Chine ébranle le monde. — **Farienet** : A travers la Révolution chinoise (1911). — **T. Mende** : L'Inde devant l'orage ; L'Asie du sud-est.

OU VA LA RÉVOLUTION CUBAINE?

Les informations ci-dessous ne forment pas un article. C'est sur la base de multiples lettres de militants ouvriers, de conversations avec des observateurs ayant récemment circulé dans l'île, de la lecture de la presse cubaine, qui le texte qui suit a été rédigé. Autrement dit, ce matériel n'émane pas d'une organisation ou d'un militant déterminé; mais nous garantissons la sérieuse des sources et pouvons affirmer que ceux qui luttent, à Cuba, pour un mouvement ouvrier dans l'esprit d'un syndicalisme indépendant des Etats, des impérialismes et des partis l'approuvent.

LE NOUVEAU REGIME

L'Etat révolutionnaire issu du développement et de la transformation du « Mouvement du 26 Juillet », tend au contrôle des secteurs essentiels de la production et de la distribution. C'est ainsi que l'I.N.R.A. (Institut national de la réforme agraire) a pouvoir concernant toutes les terres, dirige les coopératives agraires et de transformation, et administre les entreprises qui sont nationalisées ou placées en régie. L'I.N.I.T. (Institut national de l'industrie du tourisme) a pris en charge les hôtels et restaurants qui, pour une raison ou pour une autre, sont contrôlés ou expropriés par l'Etat. Diverses plages sont également administrées par l'I.N.I.T. Il existe cependant des établissements étatisés qui se trouvent gérés par des ministères distincts, notamment par le ministère du Travail.

L'I.N.A.V. (Institut national d'Épargne et de logement) est chargé de la construction de logements à bon marché.

Le ministère du Travail exerce un contrôle absolu du marché du travail.

L'Etat contrôle chaque jour davantage d'entreprises (plus de quarante centrales sucrières, l'usine de textile la plus importante, l'usine de rayonne d'Ariguanabo, les usines de cordages, les compagnies de pêche, les distilleries, les spectacles publics, les compagnies de transport, les compagnies minières, etc.).

Par ailleurs, l'Etat crée de nouvelles industries et ses investissements dans ce domaine sont considérables.

Le président de la Banque nationale, Ché Guevara, a déclaré à la télévision que toutes les industries de base passeraient à l'Etat.

Enfin, les milices ouvrières, paysannes et estudiantines sont contrôlées par l'armée et forment un corps de réserve militaire.

LES SYNDICATS ET LES TRAVAILLEURS

Cette mainmise de l'Etat sur les moyens de production et sur la main-d'œuvre entraîne des conséquences multiples.

D'une part, des résultats positifs existent. C'est ainsi que l'Institut du tourisme a facilité l'accès des plages à la population, dans des conditions de confort. C'est ainsi que la construction, par l'Institut du logement, d'habitations économiques, a bénéficié à de nombreuses familles ouvrières. C'est ainsi aussi que les loyers ont été diminués. Mais par ailleurs, l'effondrement du tourisme — alimenté essentiellement par les Etats-Unis — a provoqué une crise terrible dans l'industrie des hôtels-restaurants. D'autre part, il y a 70.000 chômeurs dans le bâtiment, comme résultat du nouveau système éliminant la construction privée.

Le gouvernement a interdit le renvoi des ouvriers, mais en dépit des grands projets le chômage grandit. Et dans les industries que l'Etat a pris sous son contrôle il a dû licencier des travailleurs sans pourtant arriver à un équilibre économique des entreprises.

Le pouvoir d'achat est tombé. Cela tient essentiellement aux impôts : impôt sur le salaire (3 % au lieu de 1,5 %) ; contribution pour les caisses de retraite ; épargne obligatoire pour le développement industriel (4 %) ; versements fréquents pour l'achat d'armes et d'avions.

Il est probable qu'après la campagne sucrière

de grandes difficultés se présenteront pour les masses paysannes.

Les syndicats, placés entre l'Etat patron et l'Etat maître des marchés du travail, ne peuvent plus jouer leur rôle traditionnel. Ce rôle avait déjà en grande partie disparu à la suite de la mainmise partielle des staliniens, qui avaient utilisé les organisations ouvrières pour se loger dans l'Etat et obtenir quelques petits avantages pour les membres et de grosses prébendes pour les dirigeants. La tradition libertaire d'indépendance et d'initiative ouvrière a été brisée. Aujourd'hui, les directions syndicales attendent tout de l'Etat, et ce sont elles qui, fréquemment, ont proposé la nationalisation des entreprises ou leur contrôle par l'Etat.

Une énorme quantité de lois et de décrets ont été émis qui régissent et fixent la procédure du travail pour tous les problèmes. C'est le ministère du Travail qui contrôle et distribue la main-d'œuvre, et les dirigeants syndicaux applaudissent. Les syndicats ont officiellement déclaré qu'ils ne poseraient aucune revendication.

Quand des entreprises sont nationalisées ou placées sous le contrôle de l'Etat, les représentants officiels et les dirigeants syndicaux sont mobilisés pour expliquer aux travailleurs que l'entreprise est passée dans leurs mains et qu'il est donc nécessaire qu'ils fassent des sacrifices, accentuent leurs efforts, augmentent la production, admettent les réductions de personnel.

Les communistes, bien que n'ayant pas la majorité — et ils en sont loin — ont manœuvré de telle façon — en se déclarant inconditionnellement soumis au Mouvement du 26 juillet — que tout opposant est éliminé des directions syndicales.

De nombreuses luttes pour le contrôle des syndicats ont été menées. Une crise violente se produisit récemment — sans qu'aucune publicité ne leur soit donnée. David Salvador Manso, qui avait combattu férocement tous ceux qui s'opposaient à la mainmise des communistes sur les syndicats, fut éliminé.

Mais autant que sous les régimes antérieurs, et parfois davantage, les militants syndicaux sont éliminés, les organismes gouvernementaux interviennent dans la vie syndicale, le plus naturellement du monde. C'est ainsi que les ministères ont « tranché » les problèmes d'orientation et de direction à l'Association des artistes, la Fédération du Bâtiment, le syndicat des cheminots de la délégation n° 2, etc.

LA REFORME AGRAIRE

La révolution fut fondamentalement un mouvement paysan dirigé contre les latifondistes et en grande partie contre tout système de propriété privée de la terre. Son but était de rendre la terre aux paysans. Ce programme reçut l'appui enthousiaste de tout le peuple travailleur, de tous les éléments libéraux du pays.

Au moment du triomphe révolutionnaire, il fut proclamé que la terre serait remise à ceux qui la cultivent. Pourtant, la loi de réforme agraire confiait la totalité de la réforme à l'Institut National (I.N.R.A.) et c'est cet organisme qui est seul habilité pour l'appliquer. C'est ainsi que furent créées les prétendues coopératives agricoles, avicoles et maraîchères, qui sont organisées, gérées et dirigées par les représentants directs de l'I.N.R.A. Quelques titres de propriété individuelle ont été distribués, mais c'est l'exception.

En fait, le latifondisme privé a été liquidé, mais à sa place a été fondé un latifondisme d'Etat.

LES LIBERTES

Aucune loi n'a été décrétée par le gouvernement révolutionnaire, ni en ce qui concerne la presse, ni en ce qui concerne la radio, si bien qu'on ne peut dire qu'il existe légalement aucune atteinte à la liberté.

Dans les faits, la situation est autre. D'une part

les entreprises de presse et les journalistes, qui d'une façon ou d'une autre ont vécu de l'aide économique fournie par les gouvernements antérieurs et dont l'extrême tolérance, sinon la complicité envers les crimes et les abus étaient le prix des faveurs officielles, n'ont plus aucune autorité morale. Leur nouveau silence contribue à créer une situation tout aussi honteuse.

D'autre part, diverses publications qui avaient manifesté leur désaccord avec les décisions gouvernementales ont vu leurs imprimeries occupées par les travailleurs (ou du moins c'est ainsi que la chose a été présentée). Des journalistes qui avaient formulé des critiques ont aussitôt été dénoncés comme contre-révolutionnaires, agents de Battista, etc. Ils ont été exclus du collège des journalistes et nombre d'entre eux ont dû prendre le chemin de l'exil. Un comité, qui s'intitulait « Comité des ouvriers et des journalistes », s'était arrogé le droit de faire suivre chaque article ou dépêche qui contenait une critique contre le gouvernement ou contre le jeu communiste, d'une note de démenti. Ce procédé, qui suscitait des conflits nombreux, n'eut plus d'utilité quand, sous des prétextes divers, la presse indépendante disparut.

Si bien qu'aujourd'hui il y a liberté de presse pour défendre et vanter le gouvernement et son personnel. Il y a liberté de presse pour calomnier, attaquer et provoquer ceux qui ne sont pas d'accord avec le gouvernement ou avec les communistes.

LES FORCES ARMEES

Une des plaies de la société cubaine était la caste militaire, pouvoir colossal qui faisait et défaisait les gouvernements à sa guise et méprisait

la vie des citoyens. Ce furent les militaires qui, traditionnellement, soutinrent les pires dictatures. Aussi, quand ils furent balayés par l'action révolutionnaire, la population se trouva-t-elle soulagée.

Les casernes furent occupées par les soldats de la révolution et par de nombreux arrivistes de la dernière heure. Actuellement, l'armée est aussi nombreuse qu'autrefois. Il existe autant de corps de répression que sous les régimes antérieurs. Il faut pourtant signaler que les soldats se comportent de façon plus humaine avec la population. Le citoyen n'est pas maltraité. Il est possible cependant que les circonstances et la discipline militaire contribuent à transformer cette mentalité. Il y a 60.000 membres au sein des milices ouvrières, payannes et estudiantines. En certaines occasions, ces milices effectuent des tâches de sécurité. Pour l'instant, ces miliciens ne perçoivent aucune solde.

LES RELATIONS INTERNATIONALES

Une campagne agressive est continuellement menée contre les Etats-Unis, lesquels pâtissent des conséquences de leur exploitation et de leur mépris des peuples latino-américains. Cette campagne s'est grossie et multipliée avec l'influence communiste qui la développe sur un terrain dangereux.

Par contre, le régime révolutionnaire multiplie les manifestations de sympathie envers l'Union soviétique, la Chine et les pays « socialistes » du camp soviétique, sans jamais rappeler leur caractère impérialiste et dictatorial. Nul n'a relevé que l'U.R.S.S. a réalisé une excellente affaire en achetant 5 millions de tonnes de sucre cubain — pour une période de cinq ans — et en le payant moins cher que les Etats-Unis. Le paiement se fera pour 80 % sous forme de produits russes, les 20 % restant seulement en dollars.

Le procès des « 99 » syndicalistes catalans

Le comité régional de Catalogne de la C.N.T. — clandestin — a transmis de nouvelles informations concernant le procès intenté à une centaine de militants de la Confédération Nationale du Travail de la région catalane, en demandant aux organisations ouvrières d'intervenir sous toutes les formes pour protester contre la répression et les atteintes systématiques aux libertés essentielles en Espagne franquiste.

Bien que les audiences eussent été fixées pour les 4, 5 et 6 juillet 1960, le procès des « 99 » a été renvoyé, une nouvelle fois, à octobre prochain.

Les accusés doivent répondre du « délit » de reconstitution des fédérations, syndicats et sections de la Confédération Nationale du Travail en Catalogne, « délit » qui remonte à l'année 1947. C'est à cette époque en effet qu'une partie des cadres de la C.N.T. fut arrêtée. Maintenus au secret pendant quarante jours, battus et torturés, sans communication avec les avocats ou avec les membres de leurs familles, ces militants syndicalistes furent par la suite emprisonnés pendant dix-huit mois sans jugement. Deux d'entre eux : Francisco Ferreras et José Piqué moururent entre les mains de la police franquiste.

Libérés provisoirement, ces militants ont été l'objet d'une étroite surveillance, pour empêcher qu'ils ne reprennent leurs activités. Ce furent d'autres militants qui réorganisèrent et animèrent les fédérations locales, les syndicats et la régionale catalane dans la clandestinité.

Plus de onze ans après leur mise en liberté provisoire, les « 99 » vont passer devant le tribunal de Barcelone. L'acte d'accusation leur reproche : « La Confédération Nationale du Travail, entité déclarée hors la loi, et dont les membres encourent des sanctions pénales, a déployé de façon constante et directe, malgré l'action de la police et la juridiction répressive, sur l'ensemble du territoire national, à travers de ses régionales, un travail d'organisation, de conspiration et de propagande

clandestine, qui s'est renouvelé après chaque désarticulation circonstancielle de ses organismes directeurs, et à laquelle participe, comme élément intégré de l'ensemble national, la Confédération Régionale de Catalogne, dont les activités font l'objet du présent acte ».

Les peines requises par le juge sont de trois mois, pour une vingtaine d'accusés, à seize ans de prison.

Appel est lancé à toutes les organisations ouvrières, de tous les pays, pour protester contre cette nouvelle manifestation de l'oppression franquiste. Depuis 1947, la C.N.T. et ses divers comités, nationaux et régionaux, ont été remaniés et reconstitués plusieurs dizaines de fois. En voulant frapper les militants qui tombèrent en 1947, ce sont les militants des nouvelles générations que la police et la magistrature franquistes désirent atteindre, ce sont tous les secteurs de l'opinion qui manifestent leur opposition au régime que la dictature espère effrayer.

Répondant à la demande du Comité Régional de Catalogne de la C.N.T. — clandestin —, les organisations syndicales ouvrières, les partis et mouvements solidaires des combattants de la liberté espagnole doivent contribuer à faire reculer Franco.

Parmi les accusés, se trouvent notamment : Alfonso Gispert, Amadeo Llopis, Anastasio Vallejo, Félix Ramirez, Francisco Gutiérrez, José Alabart, José Lopez, Juan Molina, Juan Rebollo, Manuel Jarique, Miguel Andreu, Pablo Gutiérrez, Sebastian Homs, Torcuato Cabanes, Vicente Sierra y Vicente Braulio, Adolfo Roca, Daniel Agramunt, Estanislao Iglesias, Francisco Andujar, Isidro Molina, Ramon Comarriu, Valentin Cunill, Andrés Saraban, Enrique Mas, Francisco Cabanes, Manuel Riera, Adolfo Rous, Candido Dominguez, Enrique Farrés, Isaac Diaz, José Bonastre, José Garcia y Pedro Delgar, Antonio Figueras et José Lopez Aguado, José Perarnau, Juan Gallifa y Pedro Rovira, Alfredo Ibanez, José Casas Alfonso, etc., etc.

Gênes ouvrière balaie le néo-fascisme

Les événements qui se sont déroulés à Gênes, pendant les journées du 23 juin au 2 juillet 1960, ont dépassé par leur importance et leurs proportions, le but premier : il s'agissait de protester contre la tenue du congrès du M.S.I. (Mouvement Social Italien), parti néo-fasciste. Or, ils ont acquis une valeur nationale et internationale par leur insertion dans la lutte générale contre le fascisme, par la portée morale et révolutionnaire de la nouvelle orientation antifasciste qu'ils ont révélée, laquelle reconnaît la valeur de l'action directe et oppose le peuple à la légalité parlementaire ; par la part que les jeunes ont prise aux manifestations de Gênes, Rome, Reggio-Emilia et plus ou moins de toutes les régions d'Italie, leur engagement dans l'action et leur sensibilité à ces problèmes ont ainsi été démontrés ; par la dévaluation enfin que ces journées ont infligée à tout symbole représentant l'Etat, les organisations et les partis électoraux et parlementaires.

Gênes est un port de mer, le premier port d'Italie et l'un des plus importants d'Europe. C'est aussi une ville industrielle qui compte environ 800.000 habitants. Cité rebelle de tempérament et de tradition, son peuple est rude, actif et belliqueux. Ville natale de Giuseppe Mazzini, une des plus fortes figures du « Risorgimento », elle fut le centre important des conspirations mazziniennes. C'est des côtes de Quarto de Gênes que devait partir, le 7 mai 1860, l'expédition « des Mille » qui permit à Garibaldi d'annexer la Sicile et l'Italie méridionale au Piémont, détruisant pour toujours le règne des Bourbons. Pendant les journées de juin, un autre souvenir revint à la mémoire des Gênois et sous la plume des journalistes : celui de Balilla. Le 5 décembre 1746, alors que Gênes était occupée par les Autrichiens et ulcérée de leurs exigences, Balilla, un garçon de onze ans, lança un caillou contre un groupe de soldats qui, dans le quartier de Portoria, obligeaient les gens à traîner un lourd mortier ; ce geste devait déclencher l'insurrection populaire qui chassa les Autrichiens de la ville.

Dans les premières années de 1900, Gênes fut la première ville d'Italie à faire de la grève générale l'arme de lutte des travailleurs contre le patronat. Occupée en septembre 1943 par les Allemands, elle s'insurgea le 24 avril 1945 et fut la première ville de l'Italie du Nord à se libérer des fascistes, des troupes et des S.S. allemands, contraignant le général nazi Meinhold à se rendre sans condition.

Gênes, qui ne le cède en rien pour l'esprit et les traditions à des villes révolutionnaires comme Paris et Barcelone, n'est jamais impunément provoquée. Les événements que nous nous efforçons de décrire le confirment de façon lumineuse.

La nouvelle selon laquelle le M.S.I. entendait tenir en juillet son congrès annuel à Gênes était déjà connue quand les organisations antifascistes de la Résistance prirent contact, dans la seconde quinzaine de juin, pour s'entendre sur les protestations à envoyer à Rome. Ce premier contact fut suivi d'une série de réunions de protestations qui ne donnèrent aucun résultat : le gouvernement ne répondit pas aux protestations de la population, et le M.S.I. continuait ses préparatifs sans gêne aucune : le congrès se tiendra !

Les néo-fascistes gênois appartiennent au « Front Uni d'action nationale », organisation intransigeante voisine du mouvement néo-naziste. Lorsque, trois mois auparavant, le M.S.I. décida de tenir son congrès au théâtre « Margherita » de Gênes, situé à proximité du mémorial dédié aux partisans, en plein centre de la ville, les fascistes gênois n'ignoraient pas qu'ils auraient à faire face à une opposition des antifascistes ; mais s'ils pensaient que ceux-ci seraient peut-être quelques milliers, ils n'imaginaient pas qu'une ville entière se soulèverait. 600 délégués environ devaient assister à ce congrès, parmi lesquels vingt phalangistes venus d'Espagne, une douzaine d'Anglais partisans

de Mosley ; 5.000 hommes armés de gourdins et de lanières cloutées devaient les protéger, et 8.000 autres, camouflés en honnêtes citoyens, devaient se tenir prêts à intervenir dans les quartiers populaires et le port : véritables préparatifs de guerre civile. Pour se reconnaître entre eux, les néo-fascistes portaient à la boutonnière un bouton noir ; par la suite, cet insigne permit à la population de les identifier.

Ayant eu connaissance de ces plans, les syndicats mobilisèrent leurs adhérents. Les sabotages commencèrent. Les journalistes de l'hebdomadaire *L'Espresso* en parlent ainsi : « A l'hôtel Columbia, où étaient descendus tous les chefs du M.S.I., les garçons de restaurant collaient, sur le fond des assiettes et des verres, de petits billets portant des slogans antifascistes. Les chauffeurs de taxi se trompaient de chemin, les mécaniciens des garages dégonflaient les pneus, les employés des standards téléphoniques retardaient les avis d'appel pour Rome... » et ainsi de suite.

Le 25 juin a lieu un meeting organisé par des professeurs, des jeunes, des étudiants. Un cortège se forme et se dirige vers le mémorial des partisans, par la rue du XX-Septembre, l'une des plus grandes artères du centre de la cité. La police intervient avec violence pour disloquer le cortège, ce qui provoque les premiers accrochages sérieux. La police a le dessus et tout rentre dans l'ordre. Les associations antifascistes, les partis, la Bourse du travail, continuent leurs actions dans la légalité. Le 26, les représentants des comités de Libération nationale de la province se rassemblent, et ceux des provinces de Cuneo, Turin, Bologne, d'autres encore se joignent à eux. Le 27, on apprend que l'ancien bourreau de Gênes, Emanuele Basile, celui qui, au service des nazis et des fascistes, envoya des milliers de Gênois dans les camps de travail et d'extermination allemands, présidera le congrès. C'en est trop !

Gênes vibre, les esprits sont surexcités. Mais les partis politiques calment leurs adhérents et continuent à respecter la légalité !

Un grand meeting a lieu dans l'après-midi du 28 juin ; le député socialiste Portini, médaille d'or de la Résistance, doit en être l'orateur. Les forces de police sont pratiquement absentes. Le meeting se déroule dans le calme et se termine sans incident.

Les gens se rendent compte que cette méthode n'a pas de succès. En allant de ce pas, le gouvernement et le M.S.I. gagnent du temps et Gênes subira l'affront de la parade fasciste.

La minorité révolutionnaire, les anarchistes, les jeunes s'assemblent, discutent, prennent des initiatives. On sent que quelque chose s'organise, qui ne tient pas compte des directives des chefs, qui crée l'atmosphère des « grandes occasions », qui prépare les esprits à l'insurrection. Le 30 juin, la journée est dédiée à l'antifascisme et une grève générale de protestation se déroule dans toute la province. Les jeunes des petits partis désertent les sièges des organisations, prennent contact avec les jeunes anarchistes et les groupes organisés du port et des usines ; des accords s'établissent, des dispositions sont prises et une concentration des jeunes révolutionnaires de Gênes, des anarchistes et des partisans de Ligurie et de Toscane est prévue à Gênes, pour la journée du 2 juillet, pour le cas où le congrès fasciste s'y tiendrait.

Le 30, la grève est totale. Des meetings ont lieu dans tous les centres ouvriers de la province. A 14 heures, les travailleurs de Gênes se rassemblent pour former un cortège. Les camarades du port, membres du groupe syndical « Rinnovamento sindacale », lequel adhère à la C.G.I.L., distribuent un numéro spécial de leur organe, tiré en format réduit et portant imprimées ces paroles de Durruti : « On ne discute pas le fascisme ; on le chasse ». Les gens lisent et comprennent. Le cortège se déroule, imposant. Plus de 100.000 personnes sont sur la place. Tout est normal. Le cortège

se disloque, mais les manifestants reviennent sur leurs pas, pour se disperser ensuite dans les quartiers populaires de la banlieue. Un ordre sec, péremptoire : et les premières bombes lacrymogènes éclatent, les jeeps se lancent dans leur carrousel et les policiers matraquent quiconque leur tombe sous la main. Ce fut l'affaire d'un bref instant : la foule réagit aussitôt, agile, rapide, violente. A coups de pied, les bombes sont rejetées sur la police ; les poteaux de signalisation routière, les enseignes, le matériel et les pierres d'un chantier voisin — un passage souterrain en construction — se transforment en projectiles ; des ruelles qui débouchent au centre de la ville, des fameux « caruggi » (les vieux quartiers de Gênes aux maisons délabrées et aux rues étroites et peuplées), de nouveaux combattants, des troupes fraîches, affluent ; la bataille, qui a duré deux heures, mit en mauvaise posture la police qui dut faire appel à plusieurs reprises à des renforts pour n'être pas écrasée par la foule. Mais les manifestants ne se décidèrent à s'en retourner que lorsque le président de l'Association des partisans, prié par le préfet de police de jouer les pompiers, s'efforça de les convaincre de rentrer chez eux.

Nous sommes maintenant à la veille du 2 juillet et de nombreux travailleurs estiment qu'il n'est plus la peine de reprendre le travail. Demain matin à 6 heures, la grève générale commence. La seule réunion qui se tint le 1^{er} juillet fut celle des travailleurs du chemin de fer, à laquelle une immense foule assista ; les orateurs en étaient un socialiste, le premier maire de la libération et le soussigné.

Tout est prêt. Même les armes ne manquent pas.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet, peu avant que la grève générale ne soit proclamée, 4.000 agents de police, 2.000 carabinieri, 2.000 « guardie di finanza » encerclent la ville et patrouillent par les rues et les places principales. Deux colonnes d'autos blindées, venues de Lombardie, étaient garées en attendant les ordres. Des kilomètres de fil de fer barbelé avaient été déroulés entre la place De Ferrari et le théâtre « Margherita », le long de la rue du XX-Septembre. L'hélicoptère de la police lancerait en vol des gaz lacrymogènes, les agents tireraient sur les rassemblements : telles étaient les dispositions de la préfecture de police. La situation était extrêmement tendue et laissait présager de très graves conséquences.

Parmi la population et les groupes de jeunes révolutionnaires, on savait ce que les autorités se proposaient de faire, ou du moins on s'en doutait. Et l'on accélérât les préparatifs. La grève générale mobiliserait les travailleurs disposés à agir, et plus de cent mille antifascistes seraient rassemblés dans le centre de la ville. Les « caruggi », ce dédale de ruelles sombres et étroites qui serpentent entre le centre et le port, étaient bloqués par des barricades de pierres et de pièces de bois ; ces quartiers posent de sérieuses inquiétudes aux forces de police pour qui ils sont une perpétuelle inconnue. Quelques formations de partisans s'étaient reconstituées, les mitraillettes arrachées aux agents au cours des bagarres des jours précédents étaient maintenant aux mains du peuple, une foule d'antifascistes venus d'autres régions d'Italie septentrionale se dirigeait sur Gênes et beaucoup étaient déjà arrivés. Tout cela démontrait que la ville était prête à toute éventualité. L'antifascisme officiel, celui des partis et des centrales syndicales, ignorait ce qui allait se produire le lendemain. La lutte ne faisait pas de doute ; la foule attaquerait les fascistes, les Gênois n'accepteraient d'ordre de personne, n'écouterait aucun parti, aucun syndicat qui voudrait les ramener au calme. Les bagarres avec la police étaient inévitables, le sang serait versé. Il se passait à Gênes quelque chose qui ne s'était jamais vu dans l'histoire récente, de 1945 à nos jours.

Les fascistes avaient prévu le pire. Les défections de congressistes du M.S.I. s'accumulaient ; des délégations entières n'étaient pas arrivées ou se cachaient. D'autres délégués, après avoir lu dans le train les chroniques des journaux, n'étaient pas descendus en gare de Gênes ; les équipes d'acti-

vistes n'étaient pas là ; les escarmouches de la nuit précédente avaient décimé et mis en fuite les plus vaillants. Aux premières heures de la matinée du 2 juin, après avoir communiqué au préfet qu'ils renonçaient à tenir leur congrès, les derniers chefs néo-fascistes faisaient leurs valises et quittaient Gênes, définitivement.

Gênes avait gagné sa bataille. Et tirant la conclusion de la leçon ainsi infligée, elle devait constater par la lecture des journaux relatant les événements de Reggio-Emilia, de Catane, de Palermo, de Rome — qui firent des morts et des blessés et furent à l'origine de la grève générale du 8 juillet proclamée par la seule C.G.I.L. — que la grande majorité du pays, travailleurs manuels et intellectuels, jeunes en tête, était unie, décidée et intransigeante dans son refus du fascisme ; qu'elle est toujours disposée à se battre ; que lorsque certaines valeurs morales et la liberté sont en jeu, elle ne se laisse pas jouer par les considérations de prudence équivoques, l'opportunisme, les questions de tactique, raisons trop souvent invoquées par l'Italie officielle et les partis politiques. Ceux-ci, perdus par leur tactique électoraliste et parlementaire, ont perdu la conscience des réalités vivantes de l'âme populaire qui conserve intacte, un patrimoine moral excellent et une puissance de lutte de premier ordre.

L'action populaire a maintenant subi un coup d'arrêt. Le gouvernement Tambroni, directement responsable de la provocation pour l'avoir tolérée et permise, jugé par le Parlement et par l'opinion publique pour ses attaques contre la Résistance, sa tentative de coup d'Etat menée avec l'aide de certains hauts prélats de l'Eglise et le groupe des députés néo-fascistes, est tombé. Il a été remplacé par le gouvernement Fanfani, lequel par certains des hommes qui entrent dans sa composition et qu'on a pu juger dans un passé récent, n'offre pas de garanties antifascistes suffisantes. On a la conviction que la classe dirigeante capitaliste et les hiérarques ecclésiastiques ont repris les rênes du pouvoir ; que les partis — le parti communiste en tête — se sont une fois encore moqués du peuple en transférant au Parlement l'action populaire. Un gouvernement policier réapparaîtra à la première occasion, nous en sommes convaincus.

Mais un fait est positif : les jeunes sont avec nous. Ils sont d'accord sur nos méthodes de lutte même s'ils n'ont pas encore une très nette perception de nos idées. C'est à nous qu'il revient maintenant d'agir en conséquence, de mener à bon terme cette prédisposition.

Il y a aussi la tentative de constitution d'un mouvement antifasciste qui comprendrait tous ceux qui ne font plus confiance à la politique d'abandon, à l'action négative et destructrice de l'antifascisme officiel, tous ceux qui s'embourbent dans le chemin étroit de la légalité et du parlementarisme des partis politiques ; ce mouvement pourrait promouvoir une action énergique, une lutte continue et décisive contre le fascisme sous toutes ses formes, dans les usines, dans les écoles, dans les administrations publiques. A Gênes, ce mouvement a pris le nom de « Mouvement du 30 juin ».

Une constatation fondamentale a été unanimement faite par les commentateurs des événements de Gênes. Si le motif qui a déterminé l'action de rue a été la provocation du M.S.I. désireux de tenir son congrès à Gênes, il a cependant été immédiatement oublié au moment même où la police est intervenue pour réprimer, matraquer et imposer sa volonté au peuple. Le premier motif fit alors place à un second plus complet, plus familier au sentiment populaire, plus accordé aussi avec la lutte quotidienne pour le travail et la subsistance qui conduit logiquement à la lutte contre le pouvoir constitué, contre l'autorité gouvernementale, contre l'Etat. L'identification du fascisme comme instrument du pouvoir et non comme force propre conduit inévitablement aux conclusions anarchistes contre l'Etat et l'autorité. Et ceci est de bon augure pour le proche avenir.

Umberto MARZOCCHI.

POUR UN AUTHENTIQUE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

Dans le numéro 451 de juin dernier de la R.P., vous avez publié une partie de la lettre que je vous avais adressée. Vous me posiez alors deux questions. J'en ai conclu que vous sollicitiez un plus ample échange de vues. Je m'exécute avec plaisir.

J'avais écrit, en effet : « Si l'on veut changer de régime, il faudra se mettre d'accord sur quatre ou cinq grands principes directeurs et réunir le plus grand nombre possible de gens sérieux et valables, qui continuent à s'user dans des groupuscules aux horizons fermés. »

Et vous vous permettiez de me demander : 1) Quels sont les quatre ou cinq grands principes directeurs sur lesquels il faudra se réunir ?

Je me permets à mon tour de vous préciser ma pensée, dans l'espoir de susciter un large débat.

A) DEMOCRATIE VÉRITABLE ET NON PLUS FORMELLE

Tout a été dit sur la crise que traverse la gauche française, sur le grand vide politique qui existe à gauche depuis des années, vide que les événements de mai 58 et l'instauration d'un régime de « monarchie paternaliste » — pour reprendre le mot d'un leader au dernier congrès national S.F.I.O. — ont consacré d'une façon magistrale. Je n'insisterai donc pas.

Mais dénoncer ou constater un état de fait est une chose, remonter aux causes en est une autre. Or une des principales causes de la faillite de la gauche est l'absence de démocratie véritable au sein des organisations qui se réclament de la classe ouvrière.

Chacun sait — ou devrait savoir — que la démocratie ne règne pas au P.C. C'est l'appareil qui pense, prend des décisions et oriente l'action du parti. La base doit s'exécuter et exécuter les mots d'ordre.

Depuis l'existence de la III^e Internationale, ce manque de démocratie n'a cessé d'être dénoncé par les autres partis dits démocratiques, par la S.F.I.O., notamment.

Aussi est-il affligeant de remarquer que les autres partis et organisations de gauche ont fini par s'aligner sur la tactique communiste.

Avant la dernière guerre mondiale, la démocratie existait vraiment à la S.F.I.O. Le jeu des tendances était respecté. Dire que le secrétariat n'essayait pas de peser de son influence sur les sections serait évidemment inexact, mais les militants étaient largement informés des différents courants qui agitaient le parti. Ils pouvaient juger et décider en connaissance de cause.

Depuis que le secrétariat de la S.F.I.O. est occupé par Guy Mollet, il n'y a que l'avis de l'appareil qui compte. Si la base réagit et murmure, on étouffe son opposition.

Et ce qui est vrai du P.C. et de la S.F.I.O. l'est ou l'a été, à des degrés plus ou moins sensibles, dans les autres organisations de gauche.

Je m'en tiendrai au seul exemple de l'U.G.S. Comme beaucoup de socialistes déçus de la S.F.I.O. (démission en 1948), j'avais rallié l'U.G.S. en 1956, dans l'espoir d'un renouveau du socialisme. Il nous fallut vite déchanter. Là aussi, la voix de la base fut tôt étouffée par un aréopage de directeurs de conscience infatués de superbe. L'U.G.S. donna bientôt dans l'électoratisme — cette maladie infantile et souvent mortelle qui, dès la naissance, s'attaque à la fragile constitution des jeunes partis.

Plusieurs camarades de la Sarthe et moi, nous avons adressé au bureau national de l'U.G.S. une lettre de *démission collective* le 28 février 1959, laquelle fut publiée dans la revue *Socialisme ou barbarie* (numéro 28 de juillet-août 1959). Elle résume parfaitement la position de militants imbus d'esprit démocratique et révolutionnaire et as-

pirant à un renouveau de la pensée et de l'action socialistes.

Depuis, l'U.G.S. a fusionné avec le P.S.A. pour former le P.S.U. Je crains bien que l'audience de ce nouveau parti ne demeure limitée, car la démocratie n'y régnera pas, sinon sous sa forme bureaucratique traditionnelle.

Or il faut se persuader que les citoyens rompent le contact avec les partis et les syndicats précisément parce qu'on ne les écoute pas ou d'une oreille distraite. Il en va des partis et des syndicats comme des actuels conseils supérieurs de tel ou tel ministère. Les dirigeants font mine de consulter la base, mais ne retiennent rien de ses suggestions.

Les partis de gauche et, d'une façon générale, tous les organismes de gauche, dont la vertu première devait être un respect sacré de la démocratie, sont morts ou se meurent, parce que les dirigeants se prennent pour des pontifes porteurs de vérités révélées, auxquelles le militant doit croire aveuglément « perinde ac cadaver », comme chez les Jésuites, qu'ils soient rouges ou noirs.

Qu'est-il arrivé ? Le militant, las d'être considéré comme un agent d'exécution servile ou comme un cotisant scrupuleux qui ne parvenait jamais à se faire prendre au sérieux par le sommet, quand il souhaitait la discussion de problèmes qui lui tenaient à cœur, a tout naturellement gagné la porte de sortie. Allez donc le récupérer maintenant dans la nature !

Un retour à la démocratie véritable et à la libre discussion, depuis la base jusqu'au sommet, m'apparaît donc comme la condition *sine qua non* de toute vie politique au sein d'un parti révolutionnaire désireux d'abattre le régime actuel. Une rupture totale et définitive avec la bureaucratie s'impose.

B) CONDAMNATION DU REFORMISME ET EDUCATION CIVIQUE

Depuis des lustres, tous les partis et mouvements de gauche se complaisent dans la facilité. Ils usent d'une phraséologie révolutionnaire incendiaire en contradiction absolue avec leur inaction sinon leur action inefficace. Cette phraséologie révolutionnaire est devenue complètement vide de sens parce que non suivie d'effets. Elle ne séduit plus les masses. Ces dernières n'accordent pas plus de crédit aux discours des hommes politiques de gauche qu'aux sermons édifiants des gouvernants. Ecœurées, blasées, elles fuient toute action politique comme la peste. C'est grave, mais c'est un fait.

Pourquoi en est-on arrivé à ce point de décrépitude civique, de manque de conscience de classe ? Parce que les partis de gauche et les syndicats se sont installés dans le régime capitaliste. Leurs leaders sont des charlatans qui parlent de révolution avec le secret dessein de ne jamais la préparer. Comme il leur faut malgré tout donner un semblant de satisfaction aux clients qui les suivent, ils poussent ces derniers à des revendications mineures qui ne sortent pas du cadre du régime capitaliste. Les plus courantes de ces revendications sont l'augmentation du S.M.I.G. et des allocations familiales. C'est devenu un rite saisonnier. Cela manque d'originalité. Que le capitalisme reprenne avidement des deux mains (aggravation des impôts, cherté de vie) ce qu'il octroie d'une main parcimonieuse, qu'importe. Cette politique décevante à courte vue suffit cependant aux foules chloroformées.

Car à la décharge des leaders il faut reconnaître que les foules se sont elles aussi installées dans le régime capitaliste. Dans le fond, la grande majorité des Français et des Françaises qui vivent du fruit de leur travail trouvent ce régime supportable, communistes en tête.

S'ils étaient honnêtes, loyaux et sincères, les dirigeants politiques et syndicaux diraient que l'accès à un régime socialiste ne s'opérera pas sans sacrifice, sans dur combat. Or la classe ouvrière ne veut plus consentir le moindre sacrifice. Le « panem et circenses » des Latins est plus que jamais valable. Le pain ? Il lui est assuré. Et les distractions qui ne nécessitent aucun effort de pensée ou d'imagination ne manquent pas. L'idéal de l'ouvrier d'aujourd'hui est de posséder sa voiture, sa télévision, de courir le spectacle. Demandez-lui de faire le sacrifice de ces « trésors » pour permettre à sa descendance de connaître un régime plus humain, plus vivifiant, il vous rigolera au nez.

Déjà esclave du régime capitaliste, il aggrave sa servitude en s'offrant des achats qu'il ne peut payer qu'à tempérament (l'infâme et habile trouvaille des économistes distingués !). La hantise des échéances lui interdit des attitudes révolutionnaires. Il devient une machine à « marnier ». De son propre consentement, il devient une cellule active du régime capitaliste, un robot.

Chaque catégorie sociale formule des revendications particulières qui trahissent son égoïsme foncier et son manque de clairvoyance politique. Aucune action d'envergure cohérente et à longue portée n'est élaborée par les états-majors politiques ou syndicaux, uniquement soucieux de se conserver une clientèle assez docile et importante pour la sauvegarde de leurs planques de bureaucrates fonctionnaires et nantis.

Ce n'est pas avec une telle optique que le régime capitaliste croulera. S'il est vrai que la droite française soit la plus bête du monde, il n'est pas moins évident que la gauche soit la plus sottise du monde. Ainsi que Roger Ikor vient de le démontrer remarquablement dans un article excellent et lucide de *l'Université syndicaliste* (numéro 199 du 20-6-1960, pages 17-20), « la vraie gauche n'est plus une force organisée parce que depuis 1945, il n'est pas un jour où la gauche n'ait été soit paralysée, soit détournée des vrais problèmes par de faux problèmes qui l'incitaient à se déchirer elle-même ».

Un parti vraiment révolutionnaire devrait avoir le courage, au risque de déplaire à la foule, de condamner sans ambage et sous toutes ses formes le réformisme. Qu'il préconise des revendications dans le cadre du régime capitaliste soit, mais à condition de préciser que ces revendications sont non pas de relents victoires mais de piètres palliatifs.

Loin d'appâter sa clientèle par la perspective de mirifiques avantages sociaux, par des slogans mensongers ou trompeurs, il se devrait de dire *ce qui est fait* à une classe ouvrière démantelée, sans ressort, avachie, de lui administrer la preuve qu'on ne constitue pas une force par l'addition de faiblesses. Il se devrait de dénoncer toutes les tares, toutes les contradictions du régime capitaliste, d'apparaître comme un parti vraiment oppositionnel et combatif, ennemi de tout compromis, de toute compromission. Il ne devrait jamais sombrer dans le vertige électoral. Qu'il participe aux campagnes électorales, mais que ses candidatures soient toujours des candidatures de principe, comme cela se pratiquait dans les débuts du socialisme. Alors peut-être les foules désabusées pourraient-elles lui accorder leurs faveurs.

Une telle position intransigeante implique un travail d'éducation civique. C'est dépolable à constater, mais *l'éducation civique est à reprendre par la base*. Un parti vraiment révolutionnaire, qui envisage un changement de régime, doit élaborer à longue échéance, il doit se livrer à un travail d'éducation ingrat et peu spectaculaire, peu rentable aussi, mais indispensable.

Une des causes de la faillite des partis de gauche résulte précisément de ce fait que ce travail éducatif a été progressivement délaissé par toutes les formations. Pour la satisfaction de revendications immédiates sans lendemain, parce que sans cesse remises en cause par un capitalisme agressif et maître des opérations, on a lâché la proie pour l'ombre.

Le premier travail d'éducation consisterait à dé-

mystifier les citoyens de ce pays, à les désintoxiquer de toutes les inepties qu'on leur a instillées dans le cerveau depuis des années, à leur faire prendre conscience de leur propre décadence, mais aussi de leur force latente.

Cette étape franchie, il conviendrait d'inviter les travailleurs à s'unir dans un seul mouvement, à se libérer de l'exploitation capitaliste, en organisant et gérant eux-mêmes la société socialiste sur une base collective.

A cet égard, le groupe « Pouvoir ouvrier » tente un travail de redressement salutaire, mais son erreur est de ne s'appuyer que sur les ouvriers. Erreur capitale, car si les ouvriers constituent l'ossature de tout parti révolutionnaire, ils ne constituent pas tout le prolétariat. La révolution sociale ne s'opérera pas sans l'adhésion des fonctionnaires et des employés, de ceux qu'on a tôt fait de qualifier de « petits bourgeois », de façon péjorative.

C) RETOUR A L'INTERNATIONALISME

Travail d'éducation civique implique tout naturellement, quand il s'agit d'un parti révolutionnaire, retour à des conceptions internationalistes. Dans ce domaine encore, le recul est catastrophique. L'Internationale ouvrière n'a bien souvent été qu'un mot de meeting, car la solidarité internationale n'a vraiment jamais joué. Chaque fois qu'elle devait s'exercer, lors des menaces de guerre, ce fut un fiasco complet.

On le vit en 1914 (première guerre mondiale), on le vit en 1935 (guerre d'Ethiopie), en 1937 (guerre d'Espagne), en 1939 (seconde guerre mondiale), en 1947 (guerre d'Indochine), en 1954 (guerre d'Algérie). Au moment de l'affaire de Suez, l'attitude de la S.F.I.O. fut sévèrement jugée par la II^e Internationale, mais s'il y eut réprobation morale, il n'y eut pas cassure. Mais l'inconsistance demeure.

Comment en serait-il autrement ? Tenons-nous-en à la France. Les deux grands partis, qui se réclament du prolétariat, sont devenus cocardiers, nationalistes. Si Déroulède ressuscitait, il aurait de fervents adeptes dans la classe ouvrière.

Le P.C. n'est pas un parti internationaliste au sens large et humain du mot, sa soumission inconditionnelle à la politique extérieure soviétique (on l'a vu lors des événements de Hongrie) le prouve amplement.

La S.F.I.O., la grande responsable de la poursuite de la guerre d'Algérie, est à jamais disqualifiée sur le plan international. Elle ne cherche d'ailleurs pas à se réhabiliter.

Comment concevoir cependant une révolution sociale, un changement de régime dans un pays dont le prolétariat serait isolé des prolétariats limitrophes ? Réduit à ses propres forces, face à la coalition des autres pays capitalistes (car l'internationale capitaliste n'est pas un vain mot, elle), il ne tarderait pas à être dans l'obligation de composer sinon de mettre les pouces.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les révolutions qui, de façon épisodique, éclatent dans le monde. Très vite les nouveaux régimes sont boycottés ou absorbés par les affairistes capitalistes. Devant l'inertie et l'apathie, pour ne pas dire l'inexistence de l'Internationale ouvrière, que font ces régimes, s'ils tiennent à survivre ? Accepter la tutelle soviétique. C'est troquer un joug contre un autre, ce n'est pas assurer une révolution socialiste bien comprise.

D) RETOUR AU PACIFISME

Qui dit politique internationaliste dit politique pacifiste. Bien sûr, les organisations de gauche se réclament du pacifisme. Mais dès qu'elles participent au pouvoir, elles s'empressent de pratiquer une politique de guerre. Les exemples abondent.

Quelle hypocrisie de réclamer d'un gouvernement capitaliste une amélioration sociale tant soit peu importante, sans dénoncer sa politique militariste ! Sans dénoncer les munitionnaires, les affairistes de tout poil, les trusts qui travaillent tous, à des titres divers, à préparer à faire la guerre !

Aujourd'hui les forces de gauche sont pacifistes

en paroles. Elles ne flétrissent plus aucun scandale, trop compromises elles-mêmes sans doute.

On nous prépare la guerre atomique. La France possède maintenant sa bombe. Le président de la République exulte : « Hip ! Hip ! Hip ! Hurrah ! »

Pour un peu, les bons et braves prolos feraient chorus. Le Premier ministre déclare au Parlement que la possession de la bombe atomique et des fusées nous est nécessaire, et personne à gauche ne s'indigne. Le gouvernement réclame des crédits monstrueux pour une force de frappe atomique. Qui proteste ? Le P.C. ou la S.F.I.O. ? Nenni, mais M. Antoine Pinay (cf. son interview accordée en juin dernier à l'hebdomadaire *L'Opinion économique et financière*).

Voilà où l'on en est aujourd'hui : le bon sens exprimé par un vieil adversaire de la classe ouvrière. La France surarme et veut singer les continents américain et soviétique. Nos organisations de gauche pourraient facilement faire des études comparatives — ne sommes-nous pas au siècle de la statistique ? — entre les dépenses consacrées aux œuvres de mort (coût d'un tank, d'un bombardier, d'une bombe) et celles accordées au compte-gouttes aux œuvres de vie (prix de revient d'un groupe scolaire, d'un hôpital, d'une piscine). Que non ! Cela parlerait trop aux imaginations et risquerait de décevoir les yeux frappés de cécité. N'est-il pas plus opportuniste de laisser croire qu'on peut entretenir la caserne en même temps que l'école, qu'on peut vénérer Mars sans pour autant tenir Minerve en mésétime ?

Et l'on s'étonne que la gauche ayant perdu toute structure, toute originalité, s'étant mise à pratiquer une politique de droite avec les fantoches qu'elle délèguait alternativement aux gouvernements, s'en soit remise à un sauveur qui ne manquait ni de prestige ni d'allure !

E) LA LAÏCITE

Un parti révolutionnaire ne se conçoit que laïque. La dégradation et la désunion des forces de gauche nous a conduits au vote de la loi Debré du 31-12-1959, inutile de se voiler la face. Bien sûr, aujourd'hui, on se ressaisit et les organisations laïques réagissent sainement.

Seulement si la laïcité veut reprendre le dessus, il ne faudra pas se contenter de vœux pieux, se gargariser d'illusions. Un parti révolutionnaire et laïque devrait viser à établir des « structures » laïques dans le pays — car elles n'ont jamais été établies de façon durable — à l'image des structures cléricales qui, elles, y sont solidement ancrées. Ce n'est qu'à ce prix qu'on pourra parler du rétablissement de l'esprit laïque et espérer que tous les rouages de l'Etat en seront de nouveau imprégnés.

Après le combat d'arrière-garde tenu par les organisations de gauche, la laïcité ne sera sauvée que par un *laïcisme militant*. Il faut en terminer avec cette duperie qui a consisté, ces dernières années, à ménager les catholiques sociaux. Dans l'espoir de les voir adhérer à telle ou telle organisation de gauche, on a mis sous le boisseau la querelle scolaire, afin de ne pas braquer ces croyants sincères au cœur socialiste. Pourquoi toutes ces subtilités ? Comme si le jour du grand saut ils ne se retrouveraient pas *ipso facto* du côté du goupillon ! Qu'importe le nombre, pourvu qu'on ait la qualité et la sincérité de convictions bien arrêtées !

F) POLITIQUE EUGENISTE.

PROBLEME DE LA JEUNESSE.

J'en arrive à une question qu'aucun parti de gauche n'a le courage d'aborder, peut-être par indifférence, par démagogie certainement. Car la démagogie est sans doute le seul terrain de rencontre de toutes les organisations de gauche. Leurs dirigeants auraient cependant dû s'apercevoir que la démagogie n'était plus guère payante, si l'on en juge par la dispersion de leurs adhérents.

Le socialisme doit s'entendre comme une éthique. Léon Blum avait excellemment développé cette généreuse et noble idée au congrès S.F.I.O. d'août 1945. Si un régime socialiste venait à s'instaurer

en France, il devrait s'empresser de pratiquer une politique eugéniste. Ce qu'aucun régime capitaliste n'a entrepris. Jeanne Humbert et ses amis avaient réussi vers les années 1930 à promouvoir l'Eugénisme et à le vulgariser dans les milieux éclairés. Aujourd'hui la question est enterrée.

Si l'on veut demain un monde plus heureux, plus harmonieux, il conviendra pourtant de prôner l'Eugénisme et de le mettre en pratique.

Un parti révolutionnaire travaillant à l'avenir d'une société socialiste devrait donc dénoncer la politique de natalisme imbécile qu'on poursuit avec une frénésie inégalée. Il devrait rompre radicalement avec les pratiques natalistes en usage depuis la libération. Suppression de la prime à la maternité, allocations familiales accordées à la première naissance et pour deux enfants seulement (il semble normal et rationnel, en effet, qu'un couple engendre deux descendants). A partir du troisième enfant, plus rien. Inutile de crier au scandale et de ruser avec la vérité. L'actuelle politique nataliste est une politique lapiniste indigne d'un être civilisé. Une conception consciente, soit, non pas une prolifération de rongeurs !

Qu'on reporte tous ces milliards qui passent en allocations familiales en augmentations de salaires. Ce n'est qu'un jeu d'écriture.

Car c'est très joli de doter le pays de millions de jeunes, si l'on n'adopte pas une politique d'ensemble à l'égard de la jeunesse. Or la France n'a pas une politique de la jeunesse. A la libération, de Gaulle réclamait 4 millions de berceaux ; hier encore, au cours de sa tournée en Normandie, il souhaitait que le chiffre de notre population double. Au-devant de quelles catastrophes n'allons-nous pas !

La jeunesse n'est plus suffisamment encadrée : pénurie de personnel enseignant, de locaux scolaires, plus d'esprit de famille, plus d'autorité familiale, plus de cadre familial (pénurie de logements, les adolescents vont à la rue, les jeunes lapins préfèrent la garenne au clapier), pas de stades pour les accueillir ni de moniteurs pour les diriger, pas d'espaces verts dans les villes surpeuplées, pas de maisons de jeunes, alors qu'une ville comme Essen (700.000 à 800.000 habitants) a vingt-sept maisons de jeunes. Et le marché du travail qui s'amenuisera à mesure que le machinisme et l'automation se développeront, que la concentration industrielle s'opérera.

Nous allons vers une France peuplée, destinée à vivoter, à connaître des troubles sociaux, à sombrer dans l'adversité, si l'on n'y prend garde. Pour s'occuper des jeunes aujourd'hui, l'Etat se repose sur les *bonnes volontés laïques* et surtout sur l'Eglise. Les pouvoirs publics du moment savent bien que la religion est l'opium des peuples. Ne perdons jamais de vue, en effet, que c'est toujours le M.R.P. et la C.F.T.C. qui sont les premiers à réclamer la revalorisation des allocations familiales. Par démagogie, les organisations de gauche emboîtent le pas. Tant qu'elles persisteront dans cette erreur monumentale, la révolution sociale n'avancera pas d'un pas.

Voilà donc, à mon avis, les cinq grands principes directeurs qui devraient présider à la création d'un parti révolutionnaire authentique. En les rejetant ou en les édulcorant, on retomberait dans le marais. Aucune percée sur l'avenir ne serait à envisager. Autant se satisfaire des partis réformistes actuellement existants.

Quant à la seconde question que vous me posiez : « Quels sont les gens sérieux valables qu'il faudrait réunir ? », je serai bref, ne voulant pas entamer un nouveau et long débat.

Je dirai seulement ceci : les actuels dirigeants des partis, des syndicats, me semblent peu qualifiés pour mener à bien une action révolutionnaire renouée. En grande partie responsables de la déroute de la gauche, ils n'ont pas eu la pudeur de s'effacer après mai 58. Il faut sans doute voir dans cette obstination à demeurer en place une raison de la désaffection persistante de la classe ouvrière envers les organisations de gauche.

Tous ces opportunistes, tous ces arrivistes ne

peuvent espérer entraîner les masses derrière eux. Le plus affligeant — et c'est ce qui prouve la faillite du mouvement révolutionnaire ou simplement republicain — c'est que ces histrions soient encore suivis. N'a-t-on pas ainsi une preuve supplémentaire de l'égarement et de l'enténébrement des esprits ? Rien à espérer des clientèles qui prennent encore au sérieux de tels fumistes.

Est-ce à dire que nous exigeons des hommes nouveaux ? Pas nécessairement. Nous savons qu'il existe dans tous les partis ou en dehors des partis des militants solides et valables qui se taisent ou rentrent dans l'ombre, précisément parce que les appareils ont gardé les mêmes dirigeants.

Nous n'ignorons pas qu'en définitive la politique, ainsi que l'affirmait naguère Clemenceau, ne vaut que par les hommes. Nous n'avons pas la naïveté de croire que de nouvelles têtes politiques soient obligatoirement des anges de pureté et de désinté-

ressement. Un nouveau et authentique parti révolutionnaire aurait bien sûr un jour ses renégats et ses traîtres. Il est du moins un certain nombre de « chevaux de retour » qu'on ne saurait honnêtement y admettre. Si les écuries d'Augias étaient balayées ici et là et si l'on se décidait à abandonner la vieille et insipide logomachie révolutionnaire dépassée et contredite par les événements, pour tenir un langage clair et exaltant, il n'est pas interdit de penser qu'un regroupement de ces forces révolutionnaires qui mènent chacune de son côté un combat d'arrière-garde inefficace, serait possible.

Si quelqu'un estime qu'avec des conditions si rigides l'implantation d'un authentique parti révolutionnaire est difficilement réalisable, qu'il s'en tienne alors aux conglomérats en place. Mais qu'il renonce à l'avènement du socialisme.

Roland PILOU.

MONSIEUR « K » ET LA QUESTION JUIVE

Depuis des mois, le président du Conseil d'Israël, Ben Gourion, avait demandé de rencontrer Khrouchtchev pour lui faire part de son plan de désarmement. Montrant de façon irrécusable qu'Israël n'a aucune visée expansionniste et ne souhaite que de pouvoir cultiver son sable en paix, Ben Gourion proposait qu'on recommençât le désarmement par le *Moyen-Orient*, avec un contrôle rigoureux auquel Israël acceptait d'avance de se soumettre. Cette initiative était louable, car alors que la guerre atomique — à cause de son horreur même — reste improbable, le *Moyen-Orient* est une poudrière prête à sauter chaque jour dans une guerre classique.

Eh bien, Khrouchtchev a refusé de recevoir Ben Gourion, cela avant l'affaire de l'U-2, et alors que la visite aurait vraiment pu servir la paix, ne serait-ce qu'en induisant les chefs arabes à baisser un peu le ton et à songer, eux aussi, à cultiver leur sable plutôt que d'y aligner des canons.

POURQUOI LA REBUFFADE DE K A BEN GOURION ?

Elle s'explique d'abord par le fait que K. ne poursuit pas sincèrement la coexistence, qui est pour lui un piège à gogos, non une aspiration authentique. Elle s'explique aussi par la sourde inquiétude qu'inspire aux dirigeants du Kremlin — qui vivent sous le prestige d'une étiquette socialiste usurpée — l'expérience de socialisme véritable — c'est-à-dire démocratique — qui se poursuit en Israël. K. rage encore de voir les Israéliens rester impénétrables à ses tentatives d'infiltration et de sape, alors que les autres pays s'y ouvrent à l'envi. Or ce que les bolchéviks ne peuvent manipuler, ils l'écrasent.

Mais la raison principale de la rebuffade de K., c'est sa complicité avec l'arabisme. Il est indéniable que l'objectif fondamental de Moscou, qui est de miner et finalement dominer le monde libre, est beaucoup mieux servi par une alliance avec les agitateurs nationalistes et fanatiques de l'Islam qu'il ne le serait par la bonne entente avec l'Etat d'Israël, lié à la liberté par toutes ses fibres. K. refuse donc de coexister avec Ben Gourion pour complaire à Nasser et autres Kassem.

Ceci pourrait épuiser la question. Cependant on sent qu'en l'espèce les mobiles politiques ne sont pas tout. Sous leur manteau on devine des inspirations moins avouables. Pourquoi, à New-York et à Paris, K. refusa-t-il de recevoir les délégations juives ? Pourquoi refusa-t-il même de donner audience à MM. Blumel, Yankélévitch, Dreyfus-Schmidt, pourtant sympathisants aux Soviétiques ?

Parce que K. en veut à l'Etat d'Israël ? Mais le communisme avait coutume de dissocier le sionisme, en tant qu'expression d'un nationalisme, du judaïsme en tant qu'éthnie ou tradition culturelle. Lorsque Lénine dénonçait le sionisme, il le faisait sans aucun contexte raciste.

Or ce contexte raciste apparaît, hélas, de plus en plus dans la Russie de Khrouchtchev. Trop d'émis-

sonnes personnelles le signalent pour qu'on écarte à priori la question. Essayons donc de rechercher ce qu'il en est, avec toute l'objectivité que requiert un thème aussi délicat.

L'ANTISEMITISME DE STALINE

Personne ne met plus en doute aujourd'hui la grave crise d'antisémitisme qui a sévi en Russie soviétique durant les dernières années de la vie de Staline. Tout le monde se souvient de la terrible accusation portée contre les médecins juifs. Mais la démenche stalinienne alla beaucoup plus loin. Je ne veux citer qu'une seule référence, mais *communiste*, celle du *Folkschimme* de Varsovie. Le 4 avril 1956, ce journal publia un article devenu célèbre : « Notre docteur et notre consolation », qui constitue un bouleversant réquisitoire contre l'antisémitisme stalinien. Il révèle qu'en 1951-1952 la plupart des juifs ayant une activité politique ou culturelle furent déportés ou fusillés. Le 12 août 1952, 24 écrivains juifs, certains de renommée mondiale comme Peretz Markich, David Bergelson, Itzik Fefer, David Hofstein, sont fusillés. Les deux dirigeants de Bund, Henri Erlich et Victor Alter, avaient été exécutés avant.

Le Congrès de la *Culture juive* à New-York a dressé la liste des écrivains et artistes juifs déportés ou fusillés durant cette époque : 238 écrivains, 106 acteurs des troupes de théâtre juif, lesquelles furent toutes dissoutes, 19 musiciens, 87 peintres et sculpteurs. Ce regain de pogrome avait commencé en 1948, le jour où le M.D.V. avait mis les scellées sur les portes d'un fameux immeuble, 10, rue Kropotkine à Moscou. C'était le siège du *Comité juif antifasciste*. Le M.D.V. avait jeté à la rue les occupants, les livres et les archives. Le dernier journal juif qui paraissait à Moscou, *l'Unité*, fut suspendu ; la maison d'édition juive, *Vérité*, fut fermée.

B. Turner raconte le choc qu'il ressentit à la vue du poète juif Fefer moisissant dans le camp où lui venait d'échouer : « Je fus saisi d'horreur et d'indignation en voyant un de nos plus grands poètes obligé de vivre dans cette repoussante saleté, étendu à même la terre, près des tinettes... Vêtu de loques, il portait toujours ses fameuses lunettes dont les verres à présent étaient fêlés et dont les branches étaient remplacées par des ficelles. »

Les procédés de la Gestapo ne furent pas épargnés aux malheureux. Lozovski apparut à son procès avec la mâchoire fracturée, son crâne tondu laissait voir une profonde blessure. Markich, Fefer et Kvitko portaient également des blessures récentes. Bergelson, ne pouvant plus se tenir debout, fut couché sur deux tabourets.

M. Leneman, dans son remarquable livre si documenté, *La tragédie des Juifs en U.R.S.S.*, démontre à l'évidence que, sur un fond de terreur généralisée, les juifs étaient doublement visés, en tant qu'opposants potentiels, comme tous les opposants ; et, de plus, en tant que race indésirable...

Suzanne LABIN.

Le pire danger

Comme l'on pouvait s'y attendre, l'article de Roger Hagnauer, paru en juin, sur la « justification de nos partis-pris », nous a valu maintes lettres d'abonnés. Et, comme il s'agit surtout de notre attitude face au parti communiste et au régime russe, les opinions exprimées sont des plus divergentes et même opposées. Ce qui justifie pleinement la discussion.

Albert GOLDSCHILD (Paris) écrit :

Excellent titre et excellent papier.

Je ne m'explique pas, je ne m'explique décidément pas que des hommes tout proches par leur formation, leurs sentiments généraux, leurs méthodes d'observation, puissent ne pas réaliser que le pire danger est, dans un pays donné, la domination d'une coterie dont les membres sont liés soit par le fanatisme, soit par des intérêts de caste (celle-ci fût-elle seulement bureaucratique), soit par cette intimidation morale ou intellectuelle qui est le fait de nos « torturés », quand cette coterie s'appuie sur tout un appareil extérieur, militaire et policier, d'une puissance sans précédent.

C'est pourtant ce que l'on prépare et à quoi, quelque penchant que l'on ait à la « compréhension », il faut bien opposer d'assez coriaces partis pris.

(J'ai eu aussi un sentiment de grand accord en lisant l'article du numéro de mai à propos d'Emery, que j'avais connu et beaucoup admiré).

Un programme

De J. FOURGEAUD, du Maroc :

Je vous lis toujours avec intérêt ; ne suis pas toujours d'accord avec tous, mais suis heureux de votre lucidité et de votre honnêteté.

Le dernier article d'Hagnauer, « Justification de nos partis-pris » est tout particulièrement intéressant (un programme historique pour enfants d'ouvriers ; une religion pour le peuple, notamment).

Anticommunisme « maladif »

De BORY, de Poitiers :

Lecteur de la « R.P. » dès ses premiers numéros, c'est avec tristesse que je vois la presque totalité des camarades qui s'y expriment se figer dans un anticommunisme pour ainsi dire maladif.

Je ne pense pas que la position négative de juger de tout purement en fonction d'un anticommunisme sans nuance puisse conduire à une politique valable.

Nous ne nous comprenons plus, j'ai longtemps attendu avant d'admettre que c'était définitif, la seule solution en pareil cas est de se séparer.

Le problème des urgences

De P. MENU, de l'Aisne :

Dans le système actuel, presque une dictature des éléments réactionnaires, militaires et cléricaux, il est grave que votre journal soit surtout le moyen que prend Hagnauer pour faire un anticommunisme négatif.

Il sait bien que les voix communistes sont loin du nombre des adhérents du parti communiste et qu'il s'agit avant tout de grouper toute la gauche, même communiste, pour barrer la route à la dictature.

D'autre part, il y a le problème des urgences. Nous sommes bien plus menacés par le totalitarisme de l'Eglise catholique que par le P.C.F.

Avant de critiquer aussi bien les U.S.A., l'U.R.S.S. ou l'Espagne, ne ferait-on pas bien de dénoncer toutes les atteintes à la dignité, à la liberté des hommes qui se produisent en France même, tous les privilèges réactionnaires, le militarisme envahissant ?

Dans le contexte actuel, les articles prolixes d'Hagnauer font de votre revue un journal qui vit trop dans le passé et pas assez en fonction des réalités et de l'avenir.

Suppositions en histoire

De A. SIMPLET, de Lyon :

Dans la petite note que je vous avais communiquée en mai et relative au paragraphe suivant : « Quant à dire que si les Hébertistes avaient été là — ainsi que les Dantonistes paraît-il — lors des événements du 9 Thermidor 1794, ils « auraient volé » au secours de Robespierre, on n'en sait rien, puisqu'en histoire toute supposition est interdite. », il semble que j'ai commis une grossière erreur.

Je m'explique : en histoire, toute supposition est interdite au sujet des faits qui sont passés, mais non des faits à venir.

Il n'est qu'à relire par exemple certains articles de Robert Louzon pour en avoir la preuve.

Je citerai seulement deux de ses articles, parmi tant d'autres :

1) « La marche à l'unification du monde », paru dans la « R.P. » de décembre 1937 ;

2) « La bombe », paru en septembre 1939, où Louzon écrivait entre autres : « Dans un cas comme dans l'autre, le dénouement sera le même, ce sera l'effondrement de l'Occident. » (Il s'agissait alors seulement de l'Occident européen et non de l'Occident y compris l'Amérique.) Toutes ces prévisions, ou suppositions si vous voulez, se réalisent pleinement aujourd'hui.

A travers les

LIVRES

METRO PLACE DES FÊTES

par Maurice LIME

(Nouvelles Editions Debresse, 38, rue de l'Université, Paris. — 9 NF).

J'avoue que je ne lis pas souvent de romans. J'en ai lu pas mal au temps de Zola, Maupassant, Mirbeau, Paul Adam, mais voilà bien trente ans que je n'en lis plus. Est-ce parce que je pense, comme Renan : « la vie est courte et l'histoire, la science, les études sociales ont tant d'intérêt » ? Peut-être ! Mais c'est aussi et surtout parce qu'en règle générale je ne trouve aucun plaisir dans la lecture d'un roman. Lorsque l'un d'eux me tombe sous la main par hasard ou parce qu'un ami me l'a recommandé, j'en lis tout juste trois pages et je laisse tomber : ça me rase !

Je ne lis donc plus de romans. A une exception près : les romans de Lime. « Pays conquis », qui relate les réactions de la population messine à la réoccupation de la Lorraine par les troupes françaises en 18 — « les Belles Journées », qui sont celles de l'occupation des usines en 36 — « le Caid du bord », journal d'un matelot de sous-marin où la description de l'angoisse de l'équipage durant les quelques minutes pendant lesquelles une fausse manœuvre fait craindre que le bateau ne remonte pas, est à soi seul un petit chef-d'œuvre — et enfin le dernier paru : « Métro, place des Fêtes ».

« Métro, place des Fêtes » est l'histoire d'un ouvrier, d'un ouvrier mécanicien, de Paris, et qui, par surcroît, est un militant.

En règle générale, j'ai horreur de ce qu'on dénomme la littérature « populiste ». La littérature qui traite du « peuple ». Car elle le fait généralement sur un ton de petite sœur des pauvres. Elle veut apitoyer sur la misère et les malheurs de ceux qui n'ont pas la chance d'être riches, Jérémiades et lamentations qui révèlent surtout le regret de l'auteur de ne pas être lui-même un bourgeois, la vie de bourgeois étant manifestement pour lui la seule digne d'être vécue.

Or, dans les romans de Lime, et notamment dans son dernier, ce n'est pas du tout cela. Lime ne plaint pas le prolétaire. Il se contente de le camper,

de le camper tel qu'il est. Avec ses douleurs, mais aussi avec ses joies. Avec ses ratages, mais aussi avec ses réussites. Et même si celui-ci doit, comme André, le héros du livre, mourir assassiné par des gens de sa classe passés à l'Eglise (à l'Eglise moscovite), sa vie n'en méritait pas moins d'être vécue.

Car il jouit de la vie, notre André. Certes, il subit les servitudes de l'atelier et les incertitudes du lendemain, mais il connaît aussi, et cela l'emporte, les joies de la nature (même dans les rues de Paris), les joies de l'amour, les joies du travail dès que celui-ci est tant soit peu qualifié, la joie, enfin, de l'action et de la lutte.

Joies que le bourgeois ne peut avoir, enfermé qu'il est dans son réseau de conventions et de préjugés, (le « cant » comme disent les Anglais) qui lui tient lieu à la fois de sentiments et d'idées et qui le prive inexorablement de la jouissance qu'éprouve celui qui voit s'épanouir librement son être.

C'est cela essentiellement que nous fait sentir le drame de Lime, écrit en un style direct, clair, vif et expressif, dont l'intérêt ne faiblit pas un instant. Je viens de dire « drame » ; il s'agit bien d'un drame, en effet, car la vie ouvrière est un drame, mais ce n'est pas un drame triste, du moins pour qui sait le vivre.

Un camarade m'écrit qu'il a lu trois fois, coup sur coup, « Métro, place des Fêtes ». Cela ne m'étonne pas, pas plus que ne m'étonna, et pour la même raison, ce camarade typo qui, il y a très longtemps, lorsqu'Antoine jouait « les Tisserands », avait été voir sept fois la pièce de Hauptmann. Et je pense que tous ceux — il est vrai qu'ils sont rares — qui ne s'intéressent pas seulement aux personnages de « la haute », aux familiers des Cours ou des boîtes de nuit, liront « Métro, place des Fêtes » avec le même intérêt, voire avec la même passion, que le firent ce camarade et moi.

Puis-je cependant ajouter une critique, car, n'est-ce pas ? dans une « critique », il faut bien quelque peu critiquer ? Il me semble que le roman parait est celui où aucun des personnages, même secondaires, n'a sa personnalité laissée dans l'ombre. Tous doivent être soigneusement caractérisés, ne serait-ce que par quelques traits. Voyez Balzac ! Pour chacun de ceux qui figurent dans ses romans, ne fût-ce qu'à titre épisodique, on sait à qui on a affaire, moralement et physiquement. Or, si Lime a remarquablement peint son héros et dessiné suffisamment certains de ceux qui gravitent autour de lui, il y a d'autres personnages au premier rang desquels il faut citer la femme du héros, dont le caractère nous demeure à peu près complètement inconnu, car le fait, par exemple, que cette femme se plaint de son mari lorsqu'il la laisse huit jours sans faire l'amour est chose vraiment trop commune pour suffire à la caractériser. — R. L.

LA MAISON DES ENFANTS DE SÈVRES

On a lu dans la dernière « R. P. » l'appel des « Amis de la Maison de Sèvres » à leur fête annuelle, et exposition des travaux de l'année scolaire écoulée. Voici la deuxième année que la « Maison » est installée à Bellevue-Meudon. Installation dans de beaux bâtiments, parc magnifique, calme, et toujours l'équipe incomparable d'animatrices aux surnoms charmants : Gazelle, Sauterelle, Musaraigne, Colibri..., sous la direction de Goéland — notre bien chère Yvonne Hagnauer, — qui ne sont plus des pédagogues mais des conseillères et des amies pour une jeunesse qui a besoin de retrouver un équilibre détruit par des situations sociales douloureuses.

Mais, ces enfants que l'on déclare parfois « inadaptés » bénéficient d'une atmosphère que des enfants « normaux » pourraient envier. L'éducation « classique » comprime les spontanés qui, ici, s'épanouissent, avec des méthodes « nouvelles » où triomphent la vie et la poésie. Les enfants que l'on rencontre là se donnent avec fougue à la joie de la découverte et de la connaissance, tout en faisant leur apprentissage de la vie. Ils viennent eux-mêmes commenter leurs activités et surtout ont réalisé, en communauté, une fête que nous n'oublierons point, avec un sens exquis de féerie et d'humour à la fois.

L'AUTRE BARBU.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE JUILLET 1960

RECETTES :	
Abonnements ordinaires	665 »
Abonnements de soutien	115 »
	<hr/> 780 »
Souscription	131 »
Vente « R.P. »	30,50
Divers	4,88
	<hr/> 946,38
En caisse à fin juillet	956,75
	<hr/> 1.903,13

DEPENSES :	
Impression et papier (« R.P. » de juillet-août 1960)	1.309,82
Frais d'expédition	80,50
Telephone	97 »
Autres frais généraux	80 »
	<hr/> 1.567,32
En caisse à fin juillet :	
Espèces	136,58
Cnèques postaux	199,23
	<hr/> 335,81
	<hr/> 1.903,13

MOIS D'AOUT 1960

RECETTES :	
Abonnements ordinaires	191 »
Abonnements de soutien	221 »
	<hr/> 412 »
Souscription	90 »
Vente « R.P. »	4,50
Reçu pour le livre de Rosmer	15 »
Reçu pour « les Amis de Pierre Monatte »	20 »
	<hr/> 541,50
En caisse à fin juillet	335,81
	<hr/> 877,31

DEPENSES :	
Frais généraux	43 »
En caisse à fin août :	
Espèces	226,08
Chèques postaux	608,23
	<hr/> 834,31
	<hr/> 877,31

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Bettendorffer (Seine-et-Oise), 30 ; Gustave Duyck (Paris), 30 ; Manuel Fabra (Paris), 51 ; Albert Goldschild (Paris), 30 ; A. Hennaut (Belgique), 25 ; Maurice Labi (Paris), 35 ; Marcel Marcadet (Seine-et-Oise), 30 ; Mlle Marie-Louise Marquis (Paris), 50 ; Félix Rivière (Rhône), 25 ; J. Vonau (Paris), 30. — Total : 336 n. francs (dont 115 en juillet et 221 en août).

LA SOUSCRIPTION

Mme V. Albenque (Algérie), 5 ; Mme veuve Albert-Lapraz (Haute-Savoie), 5 ; Jean Aulas (Alpes-Maritimes), 3 ; René Autuche (Alpes-Maritimes), 5 ; Claude Blanchard (Seine), 5 ; Paul Boissel (Ardèche), 5 ; Mme Denise Caminade (Seine), 5 ; Castets (Landes), 5 ; André Caubel (Loiret), 5 ; Gilbert Chestier (Cher), 3 ; Mme Dély (Landes), 5 ; Jean Duperray (Loire), 8 ; Maurice Duval (Paris), 5 ; Henri Faulconnier (Côtes-du-Nord), 5 ; Jean Gassies (Landes), 5 ; J. Gavard-Gaton (Paris), 5 ; Jean Genevrier (Loire), 5 ; B. Giauffret (Alpes-Maritimes), 5 ; Marc Habouzit (Rhône), 5 ; Jean-H. Laffont (Gironde), 7 ; Charles Lebeau (Paris), 5 ; Louis Le Coutaller (Finistère), 5 ; Dr Jean Lefevre (Seine-et-Oise), 7 ; Albert Lulé (Sarthe), 5 ; Jean-Marie Maleysson (Haut-Loire), 5 ; Salvador Martinez (Ariège), 5 ; Louis Mercier (Paris), 20 ; Joannès Odin (Rhône), 3 ; Prudhomme (Paris), 5 ; Georges Suant (Seine), 5 ; Paul Travail (Gard), 5 ; Anonyme (Paris), 50. — Total : 221 n. francs (dont 131 en juillet et 90 en août).

LES FAITS DES MOIS JUILLET ET AOUT

VENDREDI 1^{er} JUILLET. — Le président Eisenhower est autorisé à modifier le quota d'importation du sucre cubain.

M. Khrouchtchev visite l'Autriche.

Violentes manifestations à Gênes contre le congrès néo-fasciste.

Congrès socialiste à Issy-les-Moulineaux.

SAMEDI 2. — Saisie des raffineries de la Shell et de l'Esso Standard par le gouvernement cubain.

LUNDI 4. — Congrès du S.N. des Instituteurs à Strasbourg.

MERCREDI 6. — Mutinerie des troupes du Congo belge.

VENDREDI 8. — Fuite des Européens du Congo belge.

Violentes bagarres en Italie, à Reggio d'Emilie.

SAMEDI 9. — M. Khrouchtchev menace les Etats-Unis de ses fusées en cas d'attaque contre Cuba.

MARDI 12. — Au Congo belge, le Katanga proclame son indépendance.

Indépendance de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, du Niger et de la Haute-Volta.

A Los-Angeles, la convention démocrate désigne M. Kennedy, candidat à la Présidence.

MERCREDI 13. — Le gouvernement congolais demande l'aide de l'O.N.U.

JEUDI 14. — Le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. vote une assistance militaire au Congo et demande à la Belgique de retirer ses troupes (France et Italie votent contre).

Attentat contre le Premier japonais.

VENDREDI 15. — Le Katanga refuse à l'O.N.U. le droit d'intervenir.

Grève générale ds fonctionnaires dans l'Inde.

SAMEDI 16. — L'U.R.S.S. promet son aide au Congo.

JEUDI 21. — Elections à Ceylan : victoire du Parti socialisant et neutraliste.

VENDREDI 22. — Après l'Assemblée Nationale, le Sénat approuve la suppression progressive du privilège des bouilleurs de cru.

LUNDI 25. — Arrivée à New-York de M. Lumumba, Premier congolais.

JEUDI 28. — La Convention républicaine de Chicago désigne M. Nixon comme candidat.

VENDREDI 29. — A Rambouillet, rencontre de Gaulle-Adenauer.

Fêtes de l'indépendance de Madagascar.

SAMEDI 30. — Exécution à Lyon d'Abderrahman Laklifi, dont la grâce avait été demandée par le roi du Maroc et M. Khrouchtchev.

DIMANCHE 31. — Attentats sur les plages de la Chenoua en Algérie : douze morts et plusieurs blessés.

LUNDI 1^{er} AOUT. — Elections à Chypre : victoire de Makarios.

MARDI 2. — L'U.R.S.S. s'oppose à la convocation de la Commission de désarmement.

JEUDI 4. — Plusieurs centrales syndicales américaines signent un accord pour la défense de la révolution cubaine.

Elections sénatoriales en Hollande, Les socialistes gagnent un siège, les communistes en perdent deux.

MARDI 9. — Coup d'Etat au Laos : renversement du gouvernement pro-américain.

MERCREDI 10. — Bagarres à Léopoldville. Arrestation des dirigeants du parti du président de la République congolaise.

JEUDI 11. — A Bonn, entretiens Adenauer-Mac-Millan.

VENDREDI 12. — M. Yoon Bo-Sun est élu président de la République de Corée du Sud.

Le F.L.N. annonce la condamnation à mort de deux soldats français.

SAMEDI 13. — La République centre-africaine (ancien Oubangui-Charl) proclame son indépendance.

DIMANCHE 14. — Les Américains réussissent à récupérer la capsule du « Discoverer ».

LUNDI 15. — Le roi du Laos désigne le prince Souvanna Phouma comme chef du gouvernement.

Proclamation de l'indépendance du Congo français.

MARDI 16. — Indépendance de la république de Chypre.

A La Havane, congrès du Parti communiste cubain.

MERCREDI 17. — L'Indonésie rompt les relations avec les Pays-Bas.

A San-José, conférence des ministres des Affaires étrangères américains.

JEUDI 18. — A Léopoldville, des militaires congolais arrêtent et brutalisent 14 officiers canadiens de l'O.N.U.

VENDREDI 19. — Le tribunal de Moscou condamne l'aviateur américain Powers à dix ans de détention.

SAMEDI 20. — L'U.R.S.S. annonce qu'elle a récupéré le vaisseau cosmique contenant des animaux vivants.

La Fédération du Mali éclate. Le Sénégal se sépare du Soudan. Le Président de Gaulle propose sa médiation.

DIMANCHE 28. — La conférence de San-José condamne la dictature dominicaine et l'ingérence communiste. La délégation cubaine se retire.

Le Premier ministre jordanien est tué par une bombe.

MERCREDI 31. — L'accès de Berlin-Est interdit aux Occidentaux.

La Jordanie met en cause la République arabe unie après l'attentat contre son Premier ministre.

Vient de paraître

Un livre utile destiné aux adolescents,
aux jeunes travailleurs autodidactes

LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE

par Roger HAGNAUER

Préface de Georges DUHAMEL
de l'Académie Française

Pour s'informer, pour s'instruire, pour se distraire...

Des éléments de bibliographie populaire en technologie, économie politique et histoire.

Des commentaires de textes de Jaurès, Voltaire, Michelet, Anatole France, Emile Zola, André Gide, Simone Weil, Duhamel, Jules Romains, etc.

Aux Editions Ouvrières (collection dirigée par Jean Maitron)

Jean Maitron) — Prix : 6 NF

Paraîtra prochainement du même auteur :

L'EXPRESSION ECRITE ET PARLEE

VOUS POUVEZ ENCORE VOUS PROCURER...

LA CHINE

par Robert LOUZON

Prix : 4 N.F. (franco)

TROIS SCISSIONS SYNDICALES

par Pierre MONATTE

Prix : 6 N.F. 90

(Commandes à adresser à « la Révolution prolétarienne »
C.C.P. 734-99 Paris)

L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS

par Roger HAGNAUER

EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?

par Pierre DICHAMP

Chaque exemplaire : 1 N.F.

POURQUOI ET COMMENT SE BAT LA HONGRIE OUVRIÈRE

L'exemplaire : 50 centimes

(Commandes à adresser à l'Union des syndicalistes
R. Marcheti, 103, rue Orfila, Paris-20^e, C.C.P. 7473-08 Paris)

LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

par Alfred ROSMER

Tome II. — De Zimmerwald à la Révolution russe

Prix provisoire de lancement : 15 N.F.

(Commandes à adresser au Cercle Zimmerwald
78, rue de l'Université, Paris (7^e), C.C.P. 8.490.16 Paris)